

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Séparation des Églises et de l'État et le droit répressif

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le lundi 14 décembre 1908 à 1 h. 1/2.

PAR

Raymond HESSE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE SCIENCES PÉNALES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
CAPITANT, chargé de cours.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Séparation des Églises et de l'État et le droit répressif

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le lundi 14 décembre 1908 à 1 h. 1/2.

PAR

Raymond HESSE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE SCIENCES PÉNALES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
CAPITANT, chargé de cours.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

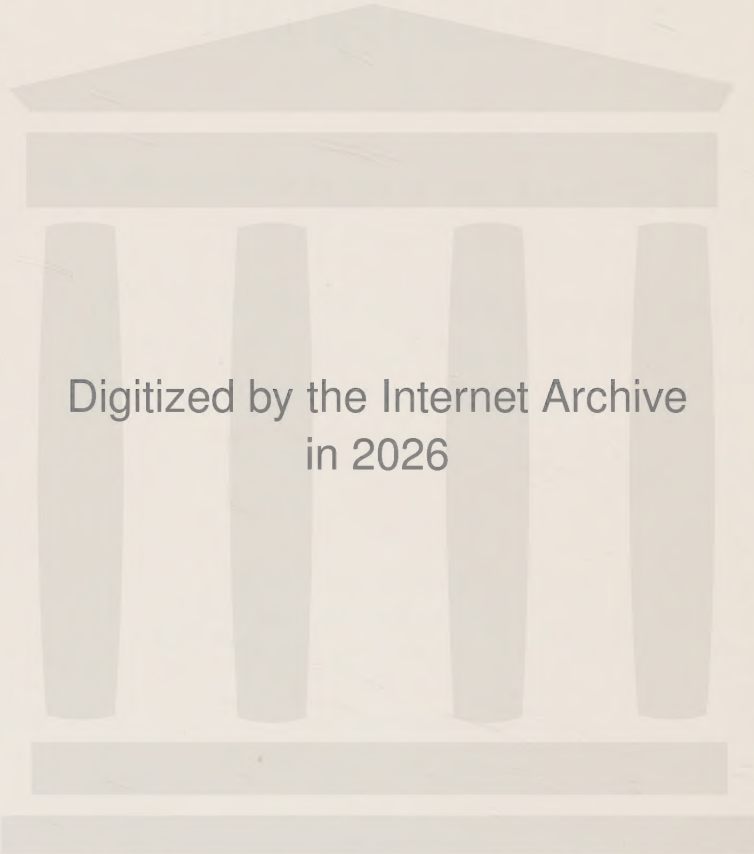
Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I. TRAITÉS GÉNÉRAUX

- BERTHELEMY. — *Droit administratif*, 2^e éd., Paris, A. Rousseau, 1902.
- BOITARD. — *Droit criminel*, 13^e éd., Paris, Marchal et Billard, 1889.
- BLANCHE. — *Études pratiques sur le Code pénal*, 2^e éd., Paris, Marchal et Billard, 1888.
- CARPENTIER. — *Repertoire*, Paris, Larose et Tenin, 1906.
- CHAUVEAU et HÉLIE. — *Théorie du Code Pénal*, 6^e éd., Paris, Marchal et Billard, 1887.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 2^e éd., Paris, Larose, 1898 ; *Précis de droit criminel*, 8^e éd., Paris, Larose, 1903.
- GARÇON. — *Code pénal annoté*, Paris, Larose, 1901-1906.
- HÉLIE (Faustin). — *Instruction criminelle*, 2^e éd., Paris, Plon, 1867.
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle de France*, Paris, Debure, 1771.

- LE POITTEVIN (G.). — *Dictionnaire formulaire des Parquets ; Traité de la Presse*, Paris, Larose, 1902.
- LOCRÉ. — *Travaux préparatoires du Code pénal*, t. XXX et suiv.
- MORIN. — *Répertoire de droit criminel*, Paris, Durand, 1850.
- MUYART DE VOUGLANS. — *Les lois criminelles de France*, Paris, 1780.
- ORTOLAN. — *Éléments de droit pénal*, 5^e éd., Paris, Plon-Nourrit, 1886.
- RAUTER. — *Traité théorique et pratique de droit criminel français*, Paris, Hingray, 1836.
- ROUSSEAUD DE LA COMBE. — *Traité des matières criminelles*, 6^e éd., Paris, 1769.
- VIDAL. — *Droit criminel*, 3^e éd., Paris, Rousseau, 1906.
- VILLEY. — *Précis d'un cours de droit criminel*, Paris, Larose et Tenin, 1906.

II. OUVRAGES SPÉCIAUX

- BRIAND. — *La Séparation*, (Discussion de la loi) Paris, Charpentier, 1908.
- CHÉNON. — *L'Église et l'État*, brochure in-32, Paris, 1903, (bureaux du Sillon).
- DELPECH. — *De la Provocation par les ministres du culte à la résistance et à l'insurrection contre les lois*, *Revue de droit public*, 1907, p. 272.
- DEBIDOUR. — *L'Église catholique et l'État sous la Troisième République*, Paris, Alcan, 1906.
- GARRAUD. — *Note dans Dalloz*, 1907, 1, 49.

HOUDOY (J.). -- *Les pénalités dans le projet de loi sur la Séparation des Églises et de l'État. Revue pénitentiaire*, 1905, p. 1030.

LE POITTEVIN (A.) — Note sous Cassation, Sirey, 1908, 1, 49.

LE POITTEVIN (G.). — *Journal des Parquets*, 1906, n^{es} 2 et suivants.

LAPANOUSE (DE.) — Note sous Cassation, Dalloz, 1907, 1, 161.

MOREL. — *Loi du 25 mars 1907 sur les Réunions publiques. Revue de droit public*, 1907, p. 260; *Chronique administrative*, 1907, p. 109.

Officiel (Journal), 1905.

PRUDHOMME (Henri). — *Les Pénalités dans le projet de loi de Séparation. Revue pénitentiaire*, 1905, p. 562.

ROUX. — Note dans Sirey, 1907, 1, 153.

RÉVILLE et ARMBRUSTER. — *Le Régime des cultes d'après la loi du 9 décembre 1905*, Paris, Berger-Levrault, 1906.

Revue Pénitentiaire, *Chronique judiciaire*, 1906, 1907, 1908.

Revue des Grands Procès :

I. Les Curés de Paris et les Inventaires, 1906, p. 329.

II. M^{sr} Turinaz, évêque de Nancy, poursuivi pour outrages à un brigadier de police, 1907, p. 157.

III. Procès de l'abbé Jouin, 1907, p. 327.

INTRODUCTION

Qu'est-ce qu'un culte ?

Trois natures de rapports peuvent exister entre l'Église et l'État :

1° L'union, la fusion des deux pouvoirs, de telle sorte que le chef politique de l'État soit en même temps son chef religieux, ce qui entraîne l'exclusion absolue, ou tout au moins une liberté très restreinte de tout autre culte que le culte d'État.

Les sociétés antiques, comme l'a démontré M. Fustel de Coulanges (1) ont uni jusqu'à les confondre l'idée de l'Église et l'idée de l'État. Chaque peuple avait ses dieux particuliers qui le protégeaient et le défendaient contre ses ennemis. La divinité de la cité ne pouvait être adorée par un étranger. Seul, un athénien pouvait entrer dans le temple d'Athénée. L'ennemi qui attaquait une

(1) Fustel de Coulanges : *La cité antique*.

ville essayait de la faire abandonner par ses dieux et d'enlever leurs statues. Ulysse dérobe la Pallas des Troyens. Montrer de l'indifférence ou du mépris pour les dieux de la Cité ou de l'État, c'est commettre une trahison, le plus grand des crimes de lèse-patrie et encourir les pénalités les plus sévères.

Cette conception primitive fût, avec la différence que le roi n'était plus le chef religieux, celle de la France jusqu'en 1789. La religion catholique était la religion d'État. Le prince, représentant de Dieu sur la terre tenait son pouvoir temporel de Dieu lui-même. C'était par une simple tolérance que l'État laissait subsister d'autres religions, et cette tolérance n'existait pas toujours, pour ne rappeler ici que l'Inquisition, la Révocation de l'Édit de Nantes et l'obligation imposée aux israélites de résider dans des quartiers spéciaux (ghettos). (1)

Cependant, il y a lieu de noter ici la différence très sensible entre la conception ancienne de la religion où chaque cité avait sa divinité propre, et la religion chré-

(1) M. Paul Deschanel distingue 4 phases : « La marche de l'histoire est certaine. A l'origine le spirituel et le temporel étaient confondus, comme aujourd'hui dans le monde islamique.

Plus tard apparut, le régime des religions d'État, le clergé alors était un ordre politique. Puis ce furent les religions reconnues par l'État, les cultes organisés en services publics...

.... Enfin les deux domaines vont se distinguant de plus en plus, jusqu'à ce que les choses de la conscience deviennent indépendantes de la politique.

(Chambre, séance du 23 mars 1905 : *Journal officiel* du 28 mars 1905, page 1028).

tienne, religion universelle, ne s'appuyant aucunement sur l'État, tout au moins dans l'esprit de son fondateur. L'on pourrait soutenir et non sans quelque raison que la doctrine même du Christ enseigne la séparation des Églises et de l'État et en trouver la formule dans la parole célèbre : « Rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César ».

2° La reconnaissance par l'État d'un certain nombre de cultes, traités par lui sur un pied d'égalité et réglementés par lui. C'était le régime de la France avant la loi de 1905. Les trois cultes, catholique, protestant et israélite étaient reconnus par l'État et les ministres de ces cultes recevaient un traitement du gouvernement.

3° Enfin l'absence de toute intervention du pouvoir temporel en matière religieuse ; la séparation des Églises et de l'État accomplie en France pour la deuxième fois en 1905.

La première séparation fut faite en 1794, au lendemain de la Terreur, ce qui explique la rigueur des dispositions édictées à cette époque et dont voici quelques exemples : (1)

« Défense pour le culte de se manifester par aucun signe extérieur ; interdiction de porter les costumes ecclésiastiques ; interdiction de sonner les cloches ; interdiction de publier des écrits, des mandements, des

(1) Voir sur la séparation en 1794 le très intéressant ouvrage de M. Edme Champion : *La Séparation des Églises et de l'État en 1794* (Paris, Colin, 1903).

instructions : interdiction de se dire membre d'une société hiérarchisée.

L'on ferme toutes les chapelles par arrêté du 11 floréal an VI. Les églises catholiques sont mises successivement à la disposition des différents cultes, et, suivant les heures, dans les mêmes églises, les catholiques officient le matin, les théophilanthropes le soir, les fêtes patriotiques ont lieu à une autre heure.

C'est ainsi qu'à Saint-Sulpice, à Saint-Roch, à Saint-Merry, à Saint-Thomas d'Aquin, par arrêté du bureau central du 1^{er} vendémiaire, an VI, les catholiques doivent cesser leurs offices à 11 heures du matin, et leurs églises doivent être à la disposition des théophilanthropes de onze heures à midi. (1)

(1) Les révolutions ont une grande influence sur les mesures prises vis-à-vis de l'Église. C'est ainsi qu'au Mexique la loi de séparation des Églises et de l'État, votée en 1874, après une période de troubles, sous l'influence du Président Porfirio Diaz est conçue dans un sens nettement anticlérical.

Voici quelques-unes de ses dispositions :

Art. I^{er}. — L'État et l'Église sont complètement indépendants.

Art. II. — L'État garantit l'exercice des cultes dans la République, mais poursuivra les actes et les pratiques, qui bien qu'autorisées par quelques cultes constituent une contravention ou un délit, conformément aux lois pénales.

Art. III. — Les autorités ne peuvent prendre part officiellement aux actes d'un culte quelconque.

Art. IV. — L'instruction religieuse est *prohibée* dans tous les établissements de l'État. On enseignera la morale, mais sans aucune relation avec aucun culte.

Art. V. — Est interdit, *sous peine d'amende ou de prison* le port du vêtement religieux ailleurs que dans l'intérieur des temples.

Art. XII. — Les réunions de fidèles dans les temples sont assi-

..

La deuxième séparation des Églises et de l'État, celle de 1905 a soulevé bien des problèmes. Nous n'entendons pas examiner ici toutes les difficultés soulevées par cette loi, ni donner une appréciation sur le fait même de la séparation. Nous examinerons seulement un des problèmes qui se posent à propos de la loi du 9 décembre 1905 et nous étudierons cette loi dans ses rapports avec le droit pénal.

Les difficultés sont de deux sortes. Elles viennent d'abord de ce que l'on a surtout raisonné sur les cultes existants et principalement sur le culte catholique. L'on n'a pas songé aux nombreux cultes qui désormais peuvent éclore en toute liberté et surtout les auteurs de la nouvelle loi ne nous ont pas donné la définition des mots : culte et ministre de culte. Or de nouveaux cultes vont naître, et avec eux se produiront des controverses sur leur légitimité, rendues insolubles si nous ignorons la définition de ces deux termes.

En second lieu, l'on a oublié qu'il y a quelque part — dans le code pénal — des articles qui intéressent spécia-

milées aux réunions publiques et soumises à la surveillance de la police.

Art. XVI. — Les temples et Églises sont propriétés nationales, mais l'usage en est concédé aux associations religieuses qui seront chargées de veiller à leur conservation et à leur amélioration.

lement les ministres du culte et l'on se demande, dans l'état actuel de la question si ces articles demeurent en vigueur ou sont abrogés. Sauf certaines dispositions, pour lesquelles des amendements proposés ont fait l'objet de déclarations expresses l'on n'a point songé aux conséquences que pouvait avoir cette œuvre législative sur notre droit répressif.

Ainsi, dès le lendemain de la promulgation de la loi, les tribunaux avaient à décider si les dispositions des articles 385 et 386 du code pénal qui punissent plus sévèrement le vol dans les Églises subsistaient toujours ?

La question n'était évidemment pas aussi simple qu'elle pouvait le sembler, puisqu'avec des motifs excellents de part et d'autre, les Cours d'appel qui ont eu à se prononcer ont conclu en sens contraire.

Nous prenons ces articles à titre d'exemple, mais beaucoup de difficultés analogues peuvent se présenter.

Nous avons voulu essayer de les solutionner, en nous inspirant des principes généraux qui dominent notre droit pénal.

Les solutions que nous donnons peuvent, comme toutes les solutions, prêter à la controverse. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que nous les avons dégagées dans un esprit d'impartialité absolu, et exempt de toute préoccupation politique ou religieuse.

Trois années se sont écoulées depuis la promulgation de cette loi. Les passions commencent à s'apaiser autour

d'elle et le sujet peut désormais faire l'objet d'un ouvrage, car nous envisageons maintenant cette question avec un éloignement suffisant.

Nous avons examiné dans deux parties les textes spéciaux de la loi du 9 décembre 1905 relatifs à la police des cultes et les modifications que cette loi aurait pu apporter aux textes du Code pénal. Dans chacune de ces parties nous avons suivi, autant que possible, l'ordre des articles. Enfin dans un appendice nous avons traité de quelques questions, d'ordre un peu moins juridique, qui ne rentraient pas à proprement parler dans la double division de notre sujet.

Nous avons rassemblé et coordonné les quelques articles publiés soit en note dans le Sirey et le Dalloz, soit dans la *Revue pénitentiaire* et le *Journal des parquets* (de 1905 à 1908) et comblé les nombreuses lacunes qui pouvaient se présenter. Ce sont en effet des points particuliers qui ont été traités et notamment le mariage religieux et la provocation à la désobéissance aux lois.

Nos instruments de travail ont été les traités de droit pénal et surtout l'ouvrage de M. Garraud et le Code pénal annoté de M. Garçon.

..

Le principe de la Séparation des Églises et de l'État est formulé dans l'article II de la loi de 1905 : « La République ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte ». Cet article

dont on a si souvent tiré argument, et quelquefois bien à tort n'élève pas cependant une cloison étanche entre la République et l'Église, car si la République ne reconnaît aucun culte, elle est bien obligée de les connaître, ne serait-ce que pour assurer leur libre exercice et maintenir l'ordre. L'on a trop souvent confondu, et parfois à dessein, le sens des mots « connaître et reconnaître » pour qu'il n'y ait pas lieu de signaler tout d'abord cette distinction toute grammaticale (1).

(1) En ce sens Cf. Roux (Note sous cassation S. 1907, 1, 153.

« L'État, a-t-on soutenu, ne reconnaît plus depuis la loi de 1905 aucune religion. C'est donc qu'il les ignore toutes. Or, intervenir dans la manière ou le temps où s'accomplissent des cérémonies religieuses c'est de nouveau reconnaître une religion, et par conséquent contredire le principe de séparation. A ce qu'il semble il y a là une méprise grossière. Si l'État ne reconnaît plus aucune religion actuellement, cela veut dire qu'actuellement il n'en salarie aucune, et qu'il n'attribue à aucune d'entre elles une situation privilégiée par rapport aux autres.

Mais, il ne les ignore pas et il ne peut pas les ignorer. Il a le devoir de les connaître, parce qu'elles s'exercent dans une société dont il a la garde et qu'il faut bien qu'il assure aux citoyens qui en sont membres le libre exercice de leur culte comme à ceux qui leur sont étrangers la paix et la tranquillité sociale ue l'exercice de ces religions pourrait troubler ».

En sens contraire voyez M. Sénac à la chambre, séance du 8 avril 1905) *Officiel* 1905, page 1284 : « La République assure la liberté de conscience, mais c'est un acte cela ; c'est une immixtion de tous les instants que vous promettez sous cette forme. Comment peut-on donc soutenir que la Séparation est complète, définitive. Mais l'expression est encore suivie de cette autre : elle garantit le libre exercice des cultes. C'est encore une action constante. Votre séparation est une séparation de mot, ce n'est pas une séparation de choses, car vos expressions affirment au contraire l'obligation d'interventions qui ne discontinueraient pas.

Cet article premier met en désaccord avec toutes les théories et combien est préférable la rédaction de l'article 7 de la constitution de 1848 ainsi

Les ministres du culte, a déclaré M. François Fournier à la Chambre (séance du 21 mars 1905), sont donc des fonctionnaires qui, au lendemain de la Séparation se sont trouvés libérés. Ils ne sont cependant pas ignorés par l'État et traités comme les autres citoyens. Ils sont même soumis, à raison de leur caractère, tant par la loi de Séparation que par les textes généraux du Code pénal à des obligations spéciales que nous examinerons dans cette étude.

Certaines de ces obligations subsistent-elles toujours, et dans le cas où la réponse sera affirmative à qui pourront-elles être imposées? Aux ministres du culte, nous répondra-t-on. Mais actuellement en France, *qu'est-ce qu'un culte? qu'est-ce qu'un ministre du culte?*

C'est une question préjudicielle que nous devons essayer de solutionner avant d'entamer la discussion de leurs droits et de leurs devoirs.

..

Avant la loi de 1905, la question ne comportait aucune difficulté. Lorsqu'on parlait de ministres du culte, il s'agissait de ministres d'un des cultes reconnus ou autorisés par l'État. La jurisprudence tout entière, et la très

conçu : « Chacun professe librement sa religion et reçoit de l'État pour l'exercice de son culte une égale protection ».

Ici, plus de cette forme d'intervention active, d'obligation constante ».

grande majorité des auteurs étaient d'accord sur cette solution (1).

Seuls Rauter et Chauveau et Hélie enseignaient avant la loi de 1905 qu'il s'agissait de tous les ministres du culte, sans faire aucune distinction entre les cultes reconnus ou non. Cette solution est évidemment exacte depuis la loi de Séparation. Lorsqu'on parle de culte et de ministres du culte, il ne s'agit plus de cultes reconnus puisque la République ne reconnaît plus aucun culte.

Nous allons donc voir se développer une floraison de cultes étranges, renouvelés de l'antiquité, ou créés de toutes pièces par de nouveaux prophètes. Ce rôle a tenté bien des hommes. L'on a même vu des aliénés créer des

(1) Blanche (*Études sur le code pénal*, T. IV). — Les ministres des cultes qui existeraient en France sans y être reconnus seraient selon moi placés sous l'empire du droit commun.

Si ce droit est plus rigoureux que les articles relatifs aux ministres des cultes reconnus, ils en subiront les rigueurs. Il est moins sévère, ils profiteront de son indulgence.

Garraud. — (*Droit pénal français* T. IV, p. 162 « Les cultes qui ont une existence et une manifestation régulière, une organisation publique et officielle méritent la protection spéciale de la loi et le respect extérieur de tous. Nous n'hésitons pas, malgré quelques dissidences à nous prononcer dans ce sens, car il nous est difficile de croire que le premier venu puisse acquérir aux yeux de la loi la qualité de ministre d'un culte, par cela seul qu'il s'est laissé donner ce rôle.

Garçon. — (*Code pénal annoté*, page 478, T. I^{er}) Lorsqu'on parle de ministres du culte, il s'agit des cultes reconnus par l'État, c'est-à-dire des prêtres des cultes catholique romain, de la religion réformée ou calviniste, du culte luthérien et du culte israélite. Il peut même s'agir de ministres de cultes simplement autorisés comme l'ont été certaines églises libres protestantes.

religions extravagantes et toujours, ils ont trouvé des disciples pour croire à leur inspiration divine et suivre leur enseignement. Les asiles sont remplis de ces mystiques dont plusieurs ont écrit de gros traités d'autant plus impressionnants qu'ils étaient inexplicables.

Sans aller si loin, nous pouvons supposer que quelques libres penseurs se réunissent en commun pour rendre hommage à la Bonté ou à la Raison, qu'ils adoptent certains rites particuliers, organisent des cérémonies spéciales pour les mariages, les inhumations. Auront-ils organisé un culte ?

La religion positiviste d'Auguste Comte professée rue de Vaugirard par quelques-uns de ses disciples, la religion des Spirites qui compte de nombreux adeptes, la religion Saint-Simonienne qui tenta l'esprit simple de Jérôme Paturot sont-elles des cultes et pourquoi leur accorder ou refuser cette qualité ?

Rauter et Chauveau et Helie, avant la loi de 1905, n'ayant pas adopté l'opinion des autres auteurs, et ayant déclaré que l'expression : ministres d'un culte s'appliquait aux ministres de tous les cultes reconnus ou non furent alors obligés de donner une définition du mot : culte. Celle de Rauter est la suivante (1) : « Un culte existe par rapport à ce qu'on appelle ministre du culte dès que plusieurs individus se réunissent habituellement

(1) Rauter. — *Traité théorique et pratique du droit criminel français*
T. 1, n° 373.

pour révéler en commun la divinité. » Chauveau et Faustin Hélie (1) reproduisent en d'autres termes cette définition : « Il y a culte, toutes les fois qu'une agrégation d'individus se réunit pour adorer en commun et avec des rites convenus la Divinité. » Enfin M. Gustave le Poittevin (2) adopte la même définition et dit : « Le culte au sens propre du mot est une manifestation de la Religion ; or une religion suppose nécessairement une croyance à la Divinité. »

D'après ces auteurs, il y a donc culte lorsqu'il y a croyance à la Divinité. Qu'est-ce alors que la Divinité ? Ne sortons-nous pas d'une difficulté pour tomber dans une autre encore bien plus grande ! Devons-nous écrire ici un traité de théologie et mettre le monde d'accord sur une question éternellement controversée ? Révéler une manifestation corporelle ou spirituelle n'est-ce pas révéler une Divinité et ne peut-on vénérer un Créateur en adorant une de ses créations ? Voilà des artistes réunis en commun pour manifester leur croyance à la Beauté, des juriscultes adorant « la Justice » et même des sauvages primitifs faisant leurs dévotions devant un arbre ou un fétiche. Cet arbre, ce fétiche, l'idée morale de Beauté ou de Justice seront-elles des divinités ?

— Et pourquoi ne le seraient-elles pas ? La Divinité

(1) Chauveau et F. Hélie, *Théorie du droit pénal*, 6^e éd., T. III, n° 915, p. 64.

(2) V. *Journal des Parquets*, 1906, n° 2.

n'est-ce pas toute croyance — que ce soit à un Être, à une Idée, à un Principe supérieurs, croyance qui dirigera nos actes dans tel ou tel sens et nous imposera une règle de conduite déterminée.

Evidemment, la difficulté sera moindre de savoir si l'on a en face de soi un culte et un ministre de ce culte, lorsqu'il s'agira d'un ancien culte reconnu ou autorisé, d'une religion connue historiquement ou scientifiquement, même d'un flamme de Jupiter, d'un prêtre de Vénus, d'Isis, de Baal ou de Moloch — et encore l'on discutera sur la sincérité des convictions de ces restaurateurs de vieilles religions païennes. Mais, ce qui est plus c'est qu'il faut s'attendre à voir se créer des cultes nouveaux avec des principes et des dogmes très éloignés de ceux des religions actuellement existantes. L'on se demandera s'il y aura bien là un culte pour savoir si l'on a bien en face de soi un ministre du culte.

Cherchons donc un critérium satisfaisant, car nous serions obligés sans cela d'en arriver à la conclusion suivante :

Ce serait aux tribunaux à solutionner chaque espèce et à apprécier, suivant les cas s'ils ont en face d'eux un ministre du culte et s'ils doivent le traiter comme tel. Sur quoi se baseraient-ils pour étayer leur affirmation ? Sur leur appréciation personnelle, sur l'impression que les pratiques extérieures de ce culte auront produite sur leur esprit, et, quelquefois sans aller rechercher l'idée

morale supérieure qu'il peut y avoir au fond du nouveau dogme, ils se laisseraient plutôt impressionner par la façon plus ou moins étrange dont ce culte se manifeste. Nous ne pouvons nous empêcher de songer en écrivant ces lignes à la religion des salutistes dont on connaît surtout les cantiques bizarres et dont les cérémonies font sourire bien des assistants. Or, c'est bien un culte dont nous parlons ici, et un culte qui professe une morale extrêmement élevée. N'est-il pas à craindre que dans un cas semblable, des magistrats refusent de reconnaître que les fidèles d'une religion analogue ont fondé un culte en reniant à celui qu'ils ont choisi pour les diriger la qualité de ministre du culte.

Et ce serait l'arbitraire!

Cette solution aboutirait à faire de nos magistrats des juges en matière de théologie, à voir discuter les dogmes par les avocats devant les tribunaux, et, lorsque les fidèles viendraient devant le tribunal affirmer leurs intimes croyances, à voir le tribunal admettre ou repousser la nouvelle doctrine en se basant sur quoi? Sur une opinion purement personnelle (1).

(1) Comparez M. Regnier à la Chambre à propos de la dévolution des biens ecclésiastiques : « Vous allez donner aux tribunaux français sans leur indiquer aucune règle, la mission de faire entre différentes associations cultuelles une attribution qui sera basée sur quoi? — Sur quelle base et comment les tribunaux rendront-ils des jugements équitables — ou alors ce sera le droit canon transporté devant les tribunaux. Il faudra en effet que les tribunaux s'occupent de l'orthodoxie des asso-

Nous ne pouvons admettre de pareilles conséquences.

Le législateur de 1905 avait bien une conception de la nouvelle définition légale que devait avoir le mot : culte. Cette conception était confuse, elle n'a jamais été très clairement dégagée, mais elle transperce à travers tous les articles de la loi de Séparation (1).

« Toute association cultuelle légalement formée aurait constitué un culte, et le chef religieux, choisi par cette association cultuelle, qu'il soit salarié ou non aurait eu la qualité de ministre du culte.

Nous ne pouvons songer à analyser ici tous les articles de la loi de Séparation, mais l'étude des travaux préparatoires et l'examen minutieux des textes mêmes de la loi de 1905 nous enseignent que dans la pensée du législateur, les tribunaux pour savoir s'ils avaient bien en face d'eux un culte et un ministre du culte auraient eu à se demander :

1° Si une association cultuelle a été formée.

2° Si elle a été formée légalement, c'est-à-dire conformément aux lois en vigueur.

3° Si le ministre du culte dont il s'agit a bien été accepté comme tel par cette association cultuelle et la preuve la plus certaine de cette reconnaissance aurait été le traitement qu'il pouvait recevoir de cette association.

ciations qui se présenteront devant eux. (*Officiel* du 30 mars 1905 Chambre, p. 1154.

(1) Notamment voir articles 4, 5, 6, 9, 13, 18, 19, 20, 21, 22.

Mais il arriva que les catholiques refusèrent de former des associations cultuelles. Voilà le législateur dans un grand embarras. Il lui faut ou abandonner sa conception première ou pour être logique refuser de considérer le catholicisme comme un culte. Mais le catholicisme est la religion de la majorité des français. C'était impossible et l'on n'a pas osé aller jusque-là. Aussi, postérieurement à la loi de 1905 est intervenue la loi du 2 janvier 1907 qui dans son article 5 a concédé les édifices du culte aux fidèles et aux ministres du culte *bien qu'ils n'aient pas fondé d'association cultuelle* (1).

Voilà donc toute une théorie bouleversée. Le législateur a-t-il abandonné son idée première et faut-il de nouveau nous poser ce problème qui ressemble à une devinette. Qu'est-ce qu'un culte ? Qu'est-ce qu'un ministre du culte ?

Pour nous cette loi de 1907 est une loi faite à raison des circonstances pour le culte catholique et pour le culte catholique seulement. C'est une exception qui fait au principe adopté une brèche très importante, mais ce n'est qu'une exception malgré le caractère très général des termes dans lesquels elle est conçue. La règle que nous entendions poser subsiste pour tous les autres cultes qui doivent fonder des associations cultuelles. Il faudrait une

(1) Loi du 2 janvier 1907. Art. V. *A défaut d'associations cultuelles*, les édifices affectés à l'exercice du culte, ainsi que les meubles les garnissant continueront, sauf désaffectation dans les cas prévus par la loi du 9 décembre 1905 à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.

loi spéciale pour dispenser l'un d'entre eux de cette obligation formelle.

Aussi, réunissant dans une définition commune la règle et l'exception nous adopterons les définitions suivantes qui éclaireront toute la suite de notre étude :

1° « *Est un culte toute religion pratiquée par une association cultuelle légalement formée ainsi que le culte catholique.* »

2° « *Sont considérés comme ministres du culte, les prêtres au service de ces associations cultuelles et les ministres du culte catholique.* »

Nous faisons ainsi l'association cultuelle légalement formée le criterium du culte, sauf, bien entendu, en ce qui concerne le culte catholique régi par un texte spécial : la loi du 2 janvier 1907.

PREMIÈRE PARTIE

La loi de Séparation Police des cultes

La loi de Séparation a multiplié les peines d'amende et d'emprisonnement. Par exemple l'article 17 punit d'une amende de cent à dix mille francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement les infractions aux dispositions sur le classement des immeubles et objets mobiliers affectés au culte. L'article 23 punit d'une amende de 16 à 200 francs et en cas de récidive d'une amende double les directeurs ou administrateurs d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18 à 22 réglementant les associations formées pour l'exercice des cultes. Le chapitre des pénalités occupe une place importante dans la loi de 1905. Nous ne nous attacherons pas à l'étude de toutes celles qui sanctionnent des obligations d'ordre administratif et nous nous bornerons à l'examen du titre V consacré à la police des cultes (articles 25 à 36).

Ces articles 25 à 36 prévoient des délits et des contraventions.

TITRE PREMIER

DES CONTRAVENTIONS

L'article 29 de la loi de Séparation punit de peines de simple police les contraventions aux articles 25, sur la publicité des réunions ; 26, sur le non-cumul des réunions politiques et religieuses dans les édifices servant à l'exercice du culte ; 27, sur les processions, manifestations extérieures du culte, sonneries de cloches ; 28, sur les signes et emblèmes religieux.

Cet article 29 déclare que peuvent être passibles de ces peines, dans le cas des articles 25, 26 et 27 ceux qui ont organisé la réunion ou manifestation, ceux qui y ont participé en qualité de ministres du culte et dans le cas des articles 25 et 26 ceux qui ont fourni le local.

CHAPITRE PREMIER

Le Principe de la Publicité des Réunions

Article 25

L'article 25 était ainsi libellé :

« Les réunions pour la célébration d'un culte, tenues
« dans les locaux appartenant à une association cultuelle
ou mis à sa disposition sont publiques.

« Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la
« loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveil-
« lance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public.
« [Elles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration
« faite dans les formes de l'article 2 de la même loi et
« indiquant le local dans lequel elles seront tenues.

« Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réu-
« nions permanentes, périodiques ou accidentelles qui
« auront lieu dans l'année].

Nous n'aurons pas à étudier la question de la déclara-
tion préalable, car l'article 25 a été modifié par la loi du
28 mars 1907, relative aux réunions publiques, qui déclare
dans son article 1^{er} que les réunions publiques, *quelqu'en*

soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration préalable, et qui abroge dans son article 4 en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, les dispositions des lois du 30 juin 1881, 9 décembre 1905 et 2 janvier 1907 (1).

Nous nous bornerons donc à examiner le principe de la publicité et nous étudierons dans trois paragraphes :

1° En quoi consiste et quels sont les motifs qui ont fait édicter cette publicité.

2° Quelles appréciations peut suggérer cette disposition.

3° Quelles sont les cérémonies soumises à cette publicité.

..

Le rapporteur de la loi a déclaré que la publicité de la réunion résultera simplement du maintien des portes ouvertes, ce qui permettra la surveillance et le contrôle et mettra les fidèles à l'abri du chantage politique qu'à l'aide de la religion on pourrait être tenté d'exercer sur eux.

Que, si par suite de cette publicité obligatoire, la céré-

(1) De nombreuses poursuites avaient été faites contre des ecclésiastiques pour n'avoir pas fait de déclaration préalable lorsqu'intervint la loi du 28 mars 1907. Un arrêt de la cour de cassation a appliqué le principe que les lois pénales rétroagissent en ce qu'elles ont de favorable à l'accusé et a accordé le bénéfice des dispositions de la loi du 28 mars 1907 aux ecclésiastiques antérieurement poursuivis. Voir cet arrêt dans *Sirey* 1908, I, 49, avec une note très documentée et très détaillée sur cette matière de Monsieur le professeur A. Le Poittevin.

Sur la loi du 28 mars 1907, voir D. P. 1907, 4, 57.

monie du culte se trouvait troublée il y avait une disposition dans la loi de 1905, l'article 32 qui permettait de punir les perturbateurs.

Qu'enfin les communautés religieuses, ne peuvent se plaindre de cette règle, car elles atteindront ainsi, même les profanes et réaliseront un de leurs buts, qui est la propagande religieuse.

Prenons ce dernier argument pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour une simple boutade et examinons la valeur des deux autres.

*
* *

Tout d'abord l'État impose désormais, dans les cérémonies du culte une publicité, qui existait auparavant, mais bénévolement. L'État engage ainsi sa responsabilité en obligeant les adeptes d'un culte quelconque à admettre le premier venu dans les cérémonies de leur religion. C'est une des raisons pour lesquelles il assume envers ces cultes un devoir plus énergique de protection. Nous insisterons sur cette idée en étudiant les articles 385 et 386 du Code pénal, et, c'est un des arguments qui nous aideront à trancher la controverse actuellement existante sur le vol dans les Églises (1).

Le rapporteur a déclaré que l'article 32 suffirait à punir

(1) Voir 2^e partie, chapitre V.

ceux qui pénètrent dans un lieu sacré avec l'intention de causer du scandale (1).

Mais, nous verrons que, pour que l'article 32 s'applique, il faut que le service religieux ait été effectivement empêché, retardé ou interrompu. Si donc, le service, en dépit du trouble, a pu être achevé, nous verrons que les tribunaux se refuseront à appliquer et avec raison, la sanction actuellement existante. L'article 32 présente en effet une grave lacune, il n'incrimine pas spécialement la tentative du délit prévu et des faits regrettables pourront donc parfois se trouver sans sanction (2).

Du reste, l'on n'aperçoit pas très bien la nécessité de la publicité obligatoire d'une réunion cultuelle. Pour assurer la surveillance et le contrôle n'aurait-il pas suffi qu'un représentant de l'autorité puisse toujours y assister en justifiant de sa qualité. Pourquoi imposer à des gens profondément religieux et convaincus le voisinage d'indifférents et de profanes qui pourront, sans même susciter aucun trouble choquer de justes susceptibilités en donnant des témoignages d'incrédulité et d'ironie. Pourquoi n'aurait-on pas le droit de les exclure ? (3) La raison d'État

(1) *Journal officiel*. Chambre des députés, 2^e séance du 22 juin 1905, page 2.411.

(2) Voir le chapitre consacré à l'article 32, 1^{er} partie, titre II, chapitre 1^{er}, section II. Il aurait suffi pour éviter cet inconvénient de corriger ainsi le texte : Ceux qui auront ou auront tenté d'empêcher, de retarder ou d'interrompre par des troubles... etc. »

(3) En ce sens, M. H. Prudhomme, *Revue pénitentiaire* 1905 p. 567.

exige-t-elle que l'Église demeure ouverte à tout venant le jour où je fais célébrer les obsèques de l'un des miens et où je désire n'être entouré que des amis que j'aurai expressément invités (1). Pourquoi m'imposer la présence d'indifférents, de curieux ou même d'ennemis. Pourquoi imposer pendant les exercices de certains cultes la présence de railleurs qui froisseront des sentiments respectables.

Là encore, l'on n'a songé qu'aux cultes existants dont les pratiques sont tellement anciennes que l'ironie ne saurait guère les atteindre. L'on n'a point songé aux cultes nouveaux, dont les rites qui ne seraient pas encore entrés dans les mœurs exciteraient plus facilement les plaisanteries. Pourquoi n'avoir pas le droit de fermer les portes du temple à ceux qui y pénétreraient tenant le lieu sacré pour un théâtre et la cérémonie du culte pour un vaudeville.

Sans aller jusqu'à l'exagération et déclarer que les cérémonies du culte doivent être privées, n'aurait-il pas été légitime de laisser les fidèles libres d'ouvrir ou de fermer leurs portes, de rester entre eux ou d'admettre des étrangers (2). Ces raisons sont encore plus impression-

Appliquez cette disposition aux musulmans et voyez s'ils supporteraient que des européens puissent entrer librement dans leurs mosquées ?

(1) L'État lui-même n'agit-il pas ainsi lorsqu'il fait à un citoyen l'honneur de funérailles nationales.

(2) M. Auffray avait déposé un amendement tendant à rédiger l'article 25 ainsi qu'il suit

nantes lorsqu'il s'agit d'un particulier qui paye une cérémonie du culte pour un acte important de sa vie de famille, mariage, baptême, enterrement.

..

Ne sont pas considérées comme cérémonies du culte, ainsi qu'il résulte des explications du rapporteur à la Chambre, et par conséquent ne sont pas soumis au principe de la publicité :

Les réunions spéciales tenues dans les églises (par exemple retraites pour certaines catégories de personnes, pour des confréries).

L'enseignement du catéchisme, et tout ce qui concerne l'instruction religieuse (*Journal officiel*, Chambre, 2^e séance du 22 juin 1905, page 2412).

Il faut, pour que la publicité puisse être obligatoire, que le local appartienne à une association cultuelle. Par

« L'accès aux réunions pour la célébration du culte, tenues dans les édifices de ce culte est libre.

Toutefois les ministres du culte peuvent en interdire l'entrée, soit dans le cas où les exercices du culte s'adresseraient à une catégorie spéciale de fidèles, soit dans l'intérêt de la tranquillité publique.

De son côté l'autorité publique est tenue de déférer à la réquisition qui lui serait régulièrement adressée par les ministres du culte de pénétrer dans l'intérieur de l'édifice pour y maintenir ou pour y rétablir l'ordre, sans préjudice du droit pour ladite autorité de pénétrer dans tous les édifices ou locaux appartenant aux associations cultuelles selon les termes du droit commun ».

Cet amendement fût rejeté sur la demande du rapporteur sans même avoir été l'objet d'une discussion.

conséquent le fidèle qui prie avec les siens dans sa chambre, dans une chapelle privée, le prêtre qui dit la messe sur un autel privé, ne tombent pas sous le coup de cet article. Ils ne sont pas tenus de laisser ouverte la porte de leur domicile pendant la durée de leur prière ou de leur messe.

Article 26

L'article 26 interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant *habituellement* à l'exercice du culte.

Il y a là en effet une question de convenances que tout le monde comprendra.

CHAPITRE II

Cérémonies, processions et autres manifestations extérieures du culte

Article 27, § 1^{er}

L'article 27 régleme dans son premier paragraphe les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures du culte, et dans ses paragraphes 2 et 3 il traite d'une question complètement différente ; celle des sonneries de cloches.

Il y a toujours eu à propos des processions de nombreuses difficultés. Notamment sous la Restauration où la religion catholique était la religion d'État la question se présenta de savoir si un maire pouvait contraindre ses administrés à tendre le devant de leurs maisons pour le passage des processions. La Cour de cassation consacra d'abord l'affirmative en se basant sur un rapport de Portalis à l'empereur du 14 prairial an XIII : « Les actes du culte extérieur, disait-il, étant protégés par la loi, les citoyens ne peuvent rien se permettre qui puisse les troubler ou afficher une irrévérence qui serait une viola-

tion de l'ordre public» (Cass., 29 août 1817, Madière S et P chron.), puis elle proclama plus tard la doctrine contraire. Mais elle n'admit pas la distinction de M. le procureur général Mourre qui voulait réserver l'exemption aux seuls protestants (1). Il fut même jugé que l'on ne pouvait contraindre un individu à se découvrir devant : une procession.

Nous étudierons dans trois paragraphes l'article 27, § 1^{er} :

1° L'historique de cet article ;

2° Les appréciations qu'il peut suggérer ;

3° Les applications pratiques qu'il a eu, a, ou pourra avoir.

..

Le § 1^{er} de l'article 27 est ainsi rédigé :

Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Telle n'était pas la rédaction proposée à la Chambre. La Commission avait déposé le texte suivant (2) : « Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte ne peuvent avoir lieu sur la voie publique.

« Les cérémonies funèbres seront réglées dans toutes les communes par arrêté municipal dans les conditions de la loi du 15 novembre 1887.

(1) Réquisitoire du procureur général, Sous cass, 26 novembre 1819. S et P chron.

(2) V. *Officiel*, 2^e séance du 26 juin 1905 p. 2481 et 2485.

Les arguments donnés par la Commission en faveur de son texte étaient au nombre de trois :

1° Cette disposition, disait-elle, était la conséquence nécessaire et immédiate du principe fondamental du projet : Les Églises sont séparées de l'État. Elles n'ont dès lors pas le droit d'emprunter la voie publique pour les manifestations de leur culte et d'imposer ainsi aux indifférents, aux adeptes des autres confessions religieuses, le spectacle inévitable de leurs rites particuliers. Cet article apparaît ainsi comme la consécration du principe de la liberté et de la neutralité.

2° Les manifestations religieuses sur la voie publique seraient susceptibles de troubler l'ordre public.

3° Il serait sage d'enlever aux conseils municipaux, la responsabilité d'autoriser ou d'interdire les manifestations religieuses sur la voie publique. On nous a dit, déclarait le rapporteur : « Vous ne devez pas, en régime de séparation semer dans les communes un ferment d'agitation et de discorde. Or, c'en serait un que de permettre aux conseils municipaux de délibérer sur des questions irritantes d'ordre confessionnel..... car dans les communes le maire ne prendra jamais seul la responsabilité d'une décision, et, cette question passionnée sera portée à l'ordre du jour du conseil municipal.

La Commission a pensé qu'il n'y a pas de question plus irritante, plus susceptible de diviser les habitants de nos

communes que celle de savoir s'il convient d'autoriser ou d'interdire les processions. (1) »

M. Groussau combattit cette manière de voir, et répondit en substance à ces déclarations :

Sur le premier point que la liberté de conscience ne doit pas être conçue d'une façon négative, mais doit au contraire imposer aux différentes confessions ou opinions religieuses l'obligation de se tolérer réciproquement, ce qui entraîne pour chacune d'elles la faculté de se développer et de se manifester. Que, suivant une consultation célèbre, donnée en 1839 par le barreau de Caen : « L'objection ferait tomber les croix et les cloches qui couronnent les églises, car, qui sait si cette vue n'inquiète pas, n'afflige pas le non croyant et l'Église de notre temps serait reléguée aux catacombes par le principe de la liberté comme l'Église naissante par la persécution.

Sur les deux autres points :

Qu'il appartient aux maires et non à l'État de juger par eux-mêmes du caractère de ces manifestations ainsi que des inconvénients qu'elles peuvent présenter au point de vue de l'ordre public.

Que là où les habitants et la municipalité sont d'accord l'on ne mette pas un obstacle, un veto à ce qui est considéré comme l'expression du sentiment général de la commune.

(1) M. Briand, chambre, 2^e séance du 26 juin 1905. *Officiel*, p. 2485.

Parconséquent, l'on devait laisser le maire prendre telle décision qu'il lui plaira. » A la suite de ce discours qui produisit à la Chambre une grande émotion un amendement fût déposé par M. Noulens, abandonné par son auteur et repris par M. Ribot. C'est cet amendement qui fût voté et qui constitue la rédaction actuelle du premier paragraphe de l'article 27. Il ne donna dès lors lieu à aucune discussion au Sénat (1).

*
* *

Les articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884 permettent aux maires de prendre des arrêtés, concernant le bon ordre, la tranquillité du pays et la libre circulation. Il appartient dès lors maintenant aux maires de permettre

(1) Le ministre des cultes fit remarquer que le texte actuel étendait les libertés antérieures, car les processions étaient réglementées avant la loi de Séparation par la loi de germinal an X. Or, l'article 45 de cette loi, décidait qu'aucune cérémonie religieuse n'aurait lieu hors des édifices consacrés au culte catholique dans toutes les villes où il y a des temples consacrés aux différents cultes. L'interprétation de cette disposition avait donné lieu à de nombreuses difficultés. Et d'abord, suffisait-il qu'il y eut un temple dans la commune pour que les processions du culte catholique ne soient pas permises. Une circulaire du ministre de l'intérieur du 30 germinal an XI exigeait la présence d'une église consistoriale légalement reconnue, c'est-à-dire dont l'établissement soit justifié par une population de 6.000 protestants ayant une église consistoriale. Dès 1831 ces dispositions furent étendues au culte israélite. L'interprétation du mot : temple fût élargie par une circulaire du ministre de la justice et des cultes du 30 juin 1882. Temple signifie désormais : lieu de culte autre que ceux des catholiques et non église ou congrégation des fidèles.

Remarquons du reste que la loi de germinal an X édictait cette prohibition sans sanction. La loi de germinal an X était donc sur ce point une *lex imperfecta*.

ou d'interdire les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte.

L'on a adopté là une solution évidemment libérale, mais cet article voté à l'encontre de la Commission n'apporte-t-il pas une brèche à l'esprit de toute la loi. N'est-il pas plus spécialement en contradiction avec l'article suivant, l'article 28. L'article 28 interdit à l'avenir d'élever ou d'opposer aucun signe ou emblème religieux en quelque emplacement public que ce soit. Or, les rues sont des emplacements publics. Et, comment après avoir interdit d'ériger une croix sur une place permettre à une procession ayant à sa tête le même emblème de circuler sur cette même place. L'on peut, il est vrai, objecter qu'il y a là, la différence entre une chose définitive et une chose provisoire, entre une érection stable et un cortège temporaire, mais les principes qui ont inspiré ces deux dispositions ne devaient-ils pas être les mêmes et la logique ne voulait-elle pas que l'on adoptât les propositions de la Commission? Si, dans l'article 28, l'on a interdit d'élever dans un emplacement public un signe ou un emblème religieux, c'est parce que les emplacements publics, appartenant à tous, l'on n'a pas voulu qu'une catégorie de citoyens puisse s'en servir pour extérioriser ses croyances. Ces raisons ne conservent-elles pas toute leur valeur dans le cas que nous étudions (1).

(1) Nous ne prenons pas parti sur la question. Nous nous bornons seulement à constater qu'il y a une contradiction entre les articles 27 et 28.

Seule une considération d'ordre pratique pourrait justifier l'article 27, § 1^{er}, la distinction entre ce qui existe et ce qui existera. Les processions jouent actuellement un grand rôle dans certains pays, en Bretagne par exemple, et leur interdiction aurait suscité une grande émotion. On maintient donc l'état actuel des choses. De même dans l'article 28 on maintient les signes et emblèmes religieux actuellement existants. L'on se borne seulement à prendre des mesures en vue de l'avenir. L'on ne détruit pas ce qui est, l'on empêche de se fonder ce qui n'est pas et l'émotion de voir supprimer une coutume établie est plus forte que celle de voir interdire une manifestation qui ne s'est pas encore implantée.

D'un autre côté l'on a déclaré que le port du costume ecclésiastique était libre. Mais, cette liberté est-elle si absolue? Le port de ce costume a été considéré par certains maires comme une manifestation extérieure du culte. Il y a eu de nombreux arrêts sur la matière que nous avons analysés en étudiant le port du costume ecclésiastique (1) de nombreux maires ayant mis en pratique la célèbre parole de Montesquieu : « La liberté est un bien si précieux que chacun veut avoir celle d'autrui. »

Cette disposition votée par la Chambre contribue donc à donner à la loi quelque chose d'un peu incohérent, ce qui justifie dans une certaine mesure les critiques faites à la

(1) Voir 2^e partie, chapitre 2.

Séparation (1). Il aurait fallu dans les deux cas ou une prohibition absolue ou une autorisation subordonnée à l'avis de la municipalité.

Telles sont les réflexions que peut suggérer cet article quant au fond. Pour la forme, si nous savons ce que c'est qu'une cérémonie du culte ou qu'une procession (2), nous ne savons pas ce qui peut être considéré comme une manifestation extérieure du culte.

En fait, cela dépendra de l'appréciation des municipalités. Certaines ont déclaré que le costume ecclésiastique devait être considéré comme une manifestation extérieure du culte. Ne pourrait-on, un jour aller encore plus loin. Peut-être, verrons-nous une municipalité déclarer que la première communiant extériorise par son costume spécial l'acte religieux qu'elle vient d'accomplir et se livre ainsi à une manifestation extérieure du culte.

Le conseil d'État ou la cour de Cassation pourront, il est vrai, casser les arrêtés par trop abusifs.

*
* *

C'est ainsi qu'un arrêté du maire de Roubaix avait

(1) Cf. M. AUGAGNEUR. Il faut faire la séparation définitivement. Si vous ne la faites pas, si vous donnez aux maires de semblables pouvoirs, vous ne faites pas la Séparation, vous éternisez le conflit religieux.

(2) M. ALLARD à la Chambre. Une procession, c'est une cérémonie religieuse qui a lieu à l'extérieur de l'Église. C'est l'exercice même du culte qui s'étale sur la voie publique. Or nous avons le droit d'exiger que le culte reste à l'intérieur de son temple où nous n'irons pas le chercher.

interdit le port du viatique, avec le cérémonial usité, parce qu'il avait le grave inconvénient d'effrayer les habitants, qui se rendaient compte de l'importance de la mortalité, par cette cérémonie religieuse extérieure. Un décret du 23 août 1895 a déclaré cette décision abusive.

Par contre, le Conseil d'État rejetait le 23 juillet 1898 et le 15 mars 1901 deux pourvois pour abus et excès de pouvoir, contre un arrêté du maire de Poitiers, qui avait interdit, non seulement les processions, mais également la circulation et le stationnement dans les rues et sur les places publiques d'un ou de plusieurs groupes d'individus qui donneraient à leurs manifestations un caractère religieux, soit par leurs chants, soit par les emblèmes dont ils sont porteurs, soit par tout autre moyen. Le Conseil d'État a déclaré que le maire de Poitiers avait agi dans les limites des attributions de police qui lui sont conférées par la loi.

Mais, depuis la loi de séparation, les arrêtés déférés au Conseil d'État ou à la Cour de Cassation ont été surtout pris en vue des enterrements. La disposition spéciale consacrée aux funérailles, et ainsi libellée dans le projet de la commission. « Les cérémonies funèbres seront réglées dans toutes les communes par arrêté municipal dans les conditions de la loi du 15 novembre 1887 s'est confondue, lors de la nouvelle rédaction avec le paragraphe premier.

La Cour de Cassation rejetait le 28 février 1908 un

pourvoi formé contre un jugement du Tribunal de simple police de Joigny du 2 juillet 1907 (1).

« Est légal, déclarait-elle, l'arrêté municipal, qui, en interdisant toutes manifestations religieuses, sur la voie publique n'a pas eu pour objet d'établir une distinction entre les enterrements à raison de leur caractère civil ou religieux.

« Spécialement, doit être considéré comme une manifestation religieuse à l'occasion d'un enterrement le fait de la part de trois prêtres et d'un chantre de sortir de la cathédrale sur la voie publique, en corps et revêtus de leurs ornements sacerdotaux pour se rendre à un domicile mortuaire.

« L'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905, aux termes duquel la République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes, sous les seules restrictions édictées par ladite loi dans l'intérêt de l'ordre public, doit se combiner avec l'article 27 de la même loi....

« Spécialement, est légal l'arrêté municipal qui interdit toutes manifestations religieuses sur la voie publique, dans l'étendue de la commune.

Le 12 mars 1908 la Cour de Cassation confirmait cette jurisprudence en rejetant, dans les mêmes conditions un pourvoi formé contre un jugement du tribunal de simple police de Brest du 18 décembre 1907.

(1) Voir Cass. 28 fév. 1908, S. supplément 1908, 3^e cahier.

« L'arrêté municipal, qui, sans établir de distinction entre les enterrements à raison de leur caractère civil ou religieux, interdit à leur occasion toute manifestation extérieure du culte est légal, et non contraire à la loi du 15 novembre 1887, article 2.

«.... Aucune loi ne prescrit à l'autorité municipale l'obligation de mentionner spécialement que les règlements ont été pris en vue d'assurer le bon ordre ; il suffit que cet objet résulte de la nature même de leurs décisions (1).

Par conséquent la seule restriction mise au pouvoir des maires est qu'ils ne dépasseront pas les limites de leurs attributions. En fait, le sentiment des maires se trouvera d'accord avec le sentiment de la majorité des électeurs, car le suffrage universel est là pour corriger les abus, et, la Cour de Cassation et le conseil d'État sauvegarderont les droits de la minorité, si elle se trouvait lésée par des arrêts qui, bien que d'accord avec le sentiment général des habitants de la commune seraient par trop abusifs.

Il n'y a donc rien à relever dans cet article 27, paragraphe premier, si ce n'est l'esprit contradictoire qu'il présente avec d'autres dispositions de la loi et l'apparence de demi-mesure qu'il contribue à donner à la Séparation des Églises et de l'État.

(1) La Cour de cassation est en désaccord avec le Conseil d'État qui a statué en sens contraire dans l'affaire Valette. Nous avons examiné cette affaire à propos du port du costume ecclésiastique. Voir 2^e partie, chapitre 2.

CHAPITRE III

Les sonneries de cloches

Article 27, § 2 et 3

Un historique très rapide de la question, fera mieux comprendre les discussions qui eurent lieu à la Chambre et au Sénat à propos des sonneries de cloches. La Convention nationale avait interdit absolument les sonneries de cloches. Au bout d'un an, une réaction se produisit. La loi du 18 germinal an X établit un *modus vivendi*, qui, tout en attribuant aux Églises le principal usage des cloches, permettait à l'autorité municipale d'en user dans diverses circonstances. Il y eut maints abus sous le gouvernement de la Restauration. A cette époque certains ecclésiastiques voulurent interdire aux conseils municipaux et aux maires de se servir des cloches. Les difficultés devinrent telles que sous Louis-Philippe l'on restitua aux municipalités le libre usage des cloches.

La question fut régie par un arrêt du Conseil d'État du 17 juin 1840 qui essaya d'établir un accommodement entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité municipale.

L'article 100 déclarait :

« Les cloches des Églises sont spécialement affectées aux cérémonies du culte. Néanmoins, elles peuvent être employées dans les cas d'un péril commun qui exige un prompt secours et dans les circonstances où cet emploi est prescrit par les dispositions de lois ou règlements ou autorisés par les usages locaux.

« Les sonneries religieuses, comme les sonneries civiles feront l'objet d'un règlement concerté entre l'évêque et le préfet ou entre le préfet et les consistoires et arrêté en cas de désaccord par le ministre des cultes. »

L'article 101 stipulait qu'une clef serait déposée entre les mains des titulaires ecclésiastiques, une autre entre les mains du maire qui ne pouvait en faire usage que dans les circonstances prévues par les lois et règlements.

L'article 100 était dépourvu de toute sanction pénale.

Désormais les sonneries de cloches sont régies par l'article 27, § 2 et 3 de la loi de 1905 ainsi rédigé : « *Les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal. et en cas de désaccord entre le maire et le président ou directeur de l'association cultuelle par arrêté préfectoral.*

« *Le règlement d'administration publique, prévu par l'article 43 de la présente loi déterminera les conditions et les cas dans lesquels les sonneries civiles pourront avoir lieu.* »

Ce ne fut pas sans grandes difficultés que ce texte fut

élaboré, et, si nous retrouvons dans le texte nouveau l'accord entre les autorités civiles et les autorités religieuses, c'est que l'on n'a pas voulu renoncer à l'usage des sonneries civiles. Cette idée amena la Chambre à voter un amendement de M. A. Le Roy et à adopter ce texte, qui, au milieu des autres articles de la loi de Séparation présente une allure nettement concordataire (1).

La logique aurait voulu que, sous le régime séparatif, les cloches soient consacrées à un usage exclusivement religieux, usage qui aurait pu être réglementé par le maire, en cas d'abus, en raison de ses pouvoirs de police (2).

En réalité l'on pouvait trouver un autre moyen que les sonneries de cloches, pour avertir les habitants dans les cas prévus par les sonneries civiles, et ceci aurait évité bien des difficultés. L'on n'a pas voulu renoncer à ce moyen par un esprit d'un traditionnalisme excessif.

Voici quels étaient avant la loi de Séparation les cas où les sonneries civiles pouvaient avoir lieu :

(1) Cf. Comparer notre article dans la chronique judiciaire de la *Revue Pénitentiaire*, 1908, n° 7.

(2) Comparez Henri PRUDHOMME. *Revue pénitentiaire*, 1905, page 574 « Sous le régime concordataire l'accord des autorités civiles et religieuses en ce qui concerne l'usage des cloches se comprend. Sous le régime séparatif, il en est autrement. Il en devient des cloches de l'Église, comme de la cloche de l'hôtel et comme de celle des stations de chemins de fer, comme de la cloche ou de la Sirène de l'usine..... Propriété privée des associations cultuelles les cloches de l'Église annonceront les offices et cérémonies, comme les autres annoncent l'ouverture des guichets ou la reprise du travail. »

1^o En cas de péril commun (invasion, inondation, incendie).

2^o Pour les visites du chef de l'État et la veille et le jour des fêtes nationales et locales.

3^o Dans les cas prévus par la loi et par le règlement du mois d'août 1884 c'est-à-dire :

Pour appeler les enfants à l'école.

Pour annoncer l'heure normale de la fermeture des cabarets.

Pour annoncer les heures de repas et celle de la reprise des travaux aux ouvriers des champs.

Pour annoncer l'ouverture de la séance du Conseil municipal.

Pour annoncer l'ouverture et la clôture du scrutin.

Pour annoncer l'arrivée du percepteur.

..

Le texte primitif de la commission était le suivant :

« Les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal. » Le rapporteur, à l'appui de son texte déclarait (1) : « Nous n'avons pas interdit l'usage des cloches, mais nous admettons le principe de cet usage. Nous demandons seulement que le maire qui nous paraît qualifié pour cela le réglemente (2). »

(1) *Journal Officiel*, 1905, p. 2521.

(2) Comparez M. le Ministre des cultes (Chambre, 2^e séance du 27 juin 1905, *Officiel*, 1905, p. 2523) : « Les sonneries de cloches rentreront dans

Le texte de la commission était plus conforme à l'esprit de la loi et ses explications étaient très nettes :

« ... La question de l'usage des cloches des édifices religieux doit être envisagée à un double point de vue. Les cloches ne sont pas seulement destinées à annoncer les cérémonies du culte ; elles sont utiles dans d'autres circonstances, par exemple pour donner l'alarme en cas de sinistre et dans certains événements graves et exceptionnels. Les sonneries religieuses et civiles font actuellement, en vertu de l'article 100 de la loi du 5 avril 1884 l'objet de règlements concertés entre l'évêque ou les consistoires et le préfet en vue de concilier les intérêts civils et les intérêts religieux. Ce système est incompatible avec le régime de la Séparation. L'autorité gouvernementale ne peut intervenir spontanément. Le maire, selon les principes administratifs, a la police de la commune pour faire respecter les intérêts publics ou privés. Ce sera lui qui aura tout pouvoir pour la réglementation des sonneries.

Ce fut un amendement de M. A. Le Roy, voté par la Chambre qui décida la commission à proposer le texte actuel. Ce texte qui suppose une entente entre le maire et le représentant de l'association cultuelle provoqua de l'étonnement, à la fois parmi les membres de la droite, et parmi ceux de la gauche.

la catégorie des affaires qui relèvent de l'autorité municipale, sous réserve des recours que la loi a institués ; elles deviendront une de ces matières de police destinées à être réglées par arrêté municipal.

M. Lemire, encore tout stupéfait de cette adoption fit la déclaration suivante : « Pour cette raison très simple et toute naturelle que c'était prolonger le régime concordataire, il apparaissait que la majorité ne pouvait adopter l'amendement de M. Albert Le Roy (1) ».

D'un autre côté M. Victor Augagneur prophétisait : « Vous allez vous heurter à des difficultés considérables. Dans les villes où il existera plusieurs associations cultuelles, plusieurs règlements pourront à la rigueur être édictés suivant les paroisses. C'est avec le directeur de l'association cultuelle ou avec son président que le maire devra s'entendre. Or, si dans une grande ville, il y a 35 églises, vous pourrez avoir 35 règlements différents (2) ».

Donc, actuellement le régime des sonneries de cloches est le suivant. Il y a entente entre le maire et l'association cultuelle à la suite duquel le maire prend un arrêté. S'il y a désaccord le préfet règlera le conflit. Quoi de plus concordataire que cette entente des autorités civiles et ecclésiastiques prenant en commun des mesures pour régler les sonneries de cloches, alors que les mêmes autorités sont nettement séparées dans des cas bien plus importants.

L'on ne pouvait éviter cette difficulté qu'en renonçant aux sonneries civiles (3), en laissant aux cloches leur

(1) *Officiel*, 2^e séance du 27 juin 1905, *Chambre Officiel*, 1905, p. 2524.

(2) *Officiel*, 2^e séance du 27 juin 1905, *Chambre, Officiel*, 1905, p. 2525.

(3) L'on a essayé de justifier cette dualité de droits sur les cloches et

destination nettement religieuse que le maire pouvait réglementer, en vertu de ses pouvoirs de police si les habitants se plaignaient du trouble apporté à leur tranquillité par l'abus des sonneries de cloches qui, aurait dit Boileau :

« Pour honorer les morts font mourir les vivants ».

Au Sénat le texte actuel fut adopté après le rejet d'un amendement de M. Ollivier qui proposait afin d'éviter l'arbitraire administratif que : les règlements et usages concernant les sonneries de cloches, consacrés par les articles 100 et 101 de la loi du 5 avril 1884 soient maintenus.

..

Cette solution amènera fatalement des conflits entre l'autorité civile et l'autorité religieuse. Voici, à titre

l'usage des sonneries civiles en envisageant les rapports de locataire et de propriétaire qu'il y a entre l'association cultuelle et la commune.

Comparez M. LE ROY à la Chambre... Nous sommes ici en présence d'un propriétaire et d'un locataire. Nous avons devant nous la commune à qui appartient l'édifice et l'association cultuelle, usufruitière, usagère, locataire comme il vous plaira.

Entre un locataire et un propriétaire, il y a des rapports indispensables, surtout quand il leur faut coexister et habiter. Ils ont ici l'un et l'autre des droits sur les cloches.

M. Henri PRUDHOMME (*Revue pénitentiaire*, 1905, p. 575) exprime la même idée : « Si l'Église est la propriété de la commune les circonstances dans lesquelles le maire se réserve d'utiliser les cloches pour les besoins municipaux pourront faire l'objet d'une clause de bail consentie à l'association cultuelle. Voilà, semble-t-il, les solutions que la logique imposerait.

d'exemple, un petit entrefilet paru dans les journaux le 25 mai 1908, qui nous donne un avant-goût de querelles entre le maire et le clergé, nous ramenant aux beaux jours du *Lutrin*.

La sonnerie des cloches

Grenoble, 24 mai. — Le maire de Chapareillan, ayant autorisé la sonnerie des cloches pour un enterrement civil, lecture a été donnée à la grand'messe d'une ordonnance épiscopale prescrivant au curé et à son vicaire de cesser immédiatement leurs fonctions dans la commune (1).

Voici d'autre part un fait recueilli par la *Revue pénitentiaire* (2), qui vient à l'appui de nos assertions.

Le maire de Salins avait pris conformément à la disposition de l'article 27, § 2, un arrêté réglementant la sonnerie des cloches dans cette commune et le sacristain de l'Église n'en ayant tenu aucun compte se vit dresser procès-verbal. Le juge de simple police le relaxa, sous prétexte que l'arrêté municipal n'ayant pas été pris après entente avec le président de l'Association culturelle était illégal et non obligatoire (3). Mais la Cour de cassation a répondu que le droit de recours ouvert éventuellement à l'association culturelle contre un arrêté municipal réglementant les sonneries, recours qui n'a d'ailleurs d'autre

(1) Voir par exemple le *Journal*, 25 mai 1908.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 433.

(3) Il n'y avait en effet pas d'association culturelle puisqu'il s'agit dans cette espèce du culte catholique.

effet que de donner le droit de décision au préfet ne pouvait enlever à l'autorité municipale des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, alors qu'il n'existe aucune association cultuelle. Bien des faits de ce genre se présenteront encore, sans nul doute.

Il aurait donc été préférable de persévérer dans l'opinion donnée en 1840 par le Conseil d'État, attribuant aux cloches une fonction essentiellement religieuse. Le Conseil d'État vient d'avoir à statuer sur plusieurs difficultés analogues et d'apprécier la légalité d'une série d'arrêtés municipaux réglementant la sonnerie des cloches soit en vue des services religieux, soit même pour des cérémonies civiles (1). Il a décidé que *le pouvoir d'appréciation du maire ne saurait aller jusqu'à apporter à la célébration des cérémonies et des offices religieux des entraves de nature à paralyser le libre exercice des cultes*.

Le maire de Salins avait dans un arrêté décidé que chaque office religieux pourrait être précédé d'une sonnerie unique dont la durée n'excéderait pas cinq minutes. Ces sonneries pouvaient être portées à deux pour les enterrements. Aucune sonnerie sauf celle du tocsin ne devait avoir lieu avant sept heures du matin et après huit heures du soir.

Le commissaire du gouvernement fit remarquer qu'une telle réglementation rendait impossible un certain nombre

(1) Voir *Le Temps*, 11 août 1908.

de cérémonies et de pratiques religieuses conformes à de très anciennes traditions et dont l'annonce par les cloches ne semblait pas devoir troubler la tranquillité publique.

Dans une circulaire aux préfets du 21 janvier 1907 le ministre des cultes s'exprimait ainsi : « Vous tiendrez la main — l'usage des cloches pour les sonneries religieuses étant consacré en principe par la loi — à ce que la réglementation de ces sonneries n'aboutisse pas à leur suppression ou à leur réduction dans des conditions telles que la pratique de la religion se trouve entravée (1).

Le Conseil d'État a partagé cette manière de voir en annulant les dispositions précitées de l'arrêté du maire de Salins.

Par contre il a jugé qu'il n'y avait pas une entrave à la célébration des pratiques religieuses dans un arrêté du maire de Tourcoing qui interdisait l'usage des cloches pour les sonneries religieuses avant une heure matinale et après une heure tardive, toutes deux spécifiées. Le Conseil d'État a déclaré qu'il n'apparaissait pas d'après l'ensemble des mesures édictées, que le maire eut été

(1) C'est ainsi que le maire de la commune de Chissolat avait pris un arrêté interdisant les sonneries de cloches et avait à la suite de cet arrêté fait dresser contravention au desservant de la paroisse et à son sonneur. Les contraventions furent soumises au juge de simple police qui déclara qu'en la circonstance le maire avait excédé ses pouvoirs ; que son arrêté en contradiction formelle avec les lois des 3 décembre 1905 et 2 janvier 1907 était dépourvu de toute sanction pénale (*Mémorial de la Loire* du 6 septembre 1908).

préoccupé par un autre motif que celui de la santé ou de la tranquillité publique.

Enfin l'on a statué sur les sonneries civiles. Le maire de Vandevres avait décidé par voie d'arrêté que le droit de faire sonner les cloches appartiendrait soit à lui, soit à son délégué pour les enterrements et les mariages civils.

Des dispositions particulières de cet arrêté municipal déterminaient quels seraient en pareil cas le mode de sonnerie du glas funèbre ainsi que la façon de procéder pour les volées de cloches pendant la durée des mariages civils à la mairie.

Or désormais les cas où les sonneries civiles pourront avoir lieu sont prévus par le décret du 16 mars 1906, rendu en exécution et par délégation de la loi : si les cloches sont placées dans un édifice appartenant à l'État, au département, ou à la commune, elles peuvent être utilisées dans les circonstances où cet emploi est prescrit par les dispositions des lois ou règlements ou autorisé par les usages locaux.

Or, ni loi, ni règlement, ni usage local ne prévoient l'emploi des cloches pour les mariages ou pour les enterrements civils.

Le Conseil d'État (1) a donc prononcé l'annulation

(1) La loi du 2 janvier 1907, intervenue après le moment où les asso-

des dispositions incriminées de l'arrêté du maire de Vandeuves.

ciations cultuelles auraient pu se réaliser ne contient rien sur les sonneries, mais pose un principe général en laissant à la disposition des fidèles les édifices affectés à l'exercice du culte. Remarquons que le Conseil d'État semble interpréter la loi plus largement que la Cour de cassation.

CHAPITRE IV

Des signes et emblèmes religieux

Article 28

L'article 28 interdit à l'avenir d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires ainsi que des musées ou expositions. Cet article, après avoir formulé un principe y apporte dans sa seconde partie quelques exceptions limitativement énumérées. Nous devons donc examiner, par un plan tout naturel la règle d'abord, les exceptions en second lieu.

A. — PRINCIPE

L'article 28 ne statue que pour l'avenir, il respecte le passé. Il laisse subsister les emblèmes religieux actuellement existants, et cette tolérance implique forcément le droit de les réparer pour les tenir en bon état (1). Désor-

(1) M. le Rapporteur à la Chambre. *Officiel*, 1905, p. 2527.

mais l'on ne pourra élever ou apposer (ces deux verbes ont prévu les emblèmes par monuments et les emblèmes par affiches ou placards) aucun signe ou emblème religieux sur les monuments ou dans un emplacement public quelconque.

Les raisons qui ont motivé cette prohibition sont les suivantes : L'on a considéré que les emplacements publics, propriétés de l'État, du département ou de la commune sont à tout le monde, aux catholiques comme aux libres penseurs. L'on a donc voulu préserver ce domaine commun contre des manifestations religieuses sous forme d'emblèmes ou de signes symboliques (1).

« La rue, la place publique sont à tous. Pourquoi revendiquez-vous le droit, vous catholiques en régime de séparation, déclarait le rapporteur à la Chambre de violer la neutralité confessionnelle en exposant aux regards des citoyens qui peuvent ne pas partager vos croyances des objets exaltant votre foi et symbolisant votre religion. »

Ces déclarations sont très claires. Mais elles s'appliqueraient tout aussi bien à l'interdiction des processions qui sont des manifestations ambulantes qui vont chercher le libre penseur et d'autant plus importantes que c'est un moyen de propagande plus puissant (2).

(1) M. le Rapporteur à la Chambre, *Officiel*, 1905, p. 2527.

(2) M. Jules AUFFRAY, Ch. off., 1905, p. 2528 : « Dans l'article 25 (27, § 1^{er}), vous avez admis le droit à la manifestation ambulante, la manifestation qui pour des esprits que je me permets de qualifier de mal faits est la manifestation provocante parce qu'elle circule, et qu'elle va

« De quel droit, ajoutait M. Briand, une municipalité cléricale, que demain les hasards de la lutte électorale remplaceront par une municipalité libre penseuse, pourrait-elle, profitant de son *court* passage à l'hôtel de ville, marquer d'une empreinte religieuse, ineffaçable les places et les rues de la commune.

« Le souci de l'art n'a rien à voir ici. Dans notre société « moderne, l'art peut heureusement se manifester sous « d'autres formes que la forme religieuse. Au surplus si « les catholiques ont une préférence persistante pour cette « forme de l'art libre, à eux de la satisfaire chez eux, « dans leurs propriétés particulières, mais qu'ils n'émettent « pas la prétention exorbitante d'accommoder à leur goût « exclusif les rues et les places publiques qui sont à tous « les citoyens français sans exception...

« Il n'est nullement question d'empêcher un particulier, « si c'est son goût, de faire décorer dans sa maison de la « manière qu'il lui plaira, même si cette maison a façade « sur une place ou sur une rue. Le simple bon sens devait « suffire à nous préserver d'une telle exagération (1).

Ceci est très clair, et nous apercevons maintenant très nettement les motifs qui ont inspiré ce texte. Ce que nous

forcément trouver jusque dans la rue où il a cru se mettre à l'abri le libre-penseur que peuvent troubler ces spectacles inévitables.

Au contraire, dans l'article 28 il s'agit de signes et d'emblèmes immobiles, froids, inanimés, et dont il est difficile de dire que ce soient des spectacles de nature à troubler l'ordre, la paix et la tranquillité publique.

(1) *Officiel*, 1905, p. 2527.

apercevons beaucoup moins nettement c'est la définition des termes : signes et emblèmes religieux. D'abord la discussion n'a porté que sur les emblèmes du culte catholique (croix, calvaires... etc., etc.) et, tout le monde est d'accord sur ce point, mais encore sur ce chapitre l'on n'a songé qu'au culte catholique. Comment saura-t-on qu'une religion nouvelle et qui compte peu d'adeptes a adopté tel signe religieux? Faudra-t-il déposer les signes religieux adoptés sur un registre spécial pour que tous puissent en avoir facilement connaissance.

Sans même aller chercher des religions nouvelles, nous pouvons nous demander, avec un orateur de la droite si l'on pourrait s'attaquer à la représentation des astres ou du feu sacré de la religion des Perses, au triangle plein rayonnant figurant Dieu, aussi bien qu'au triangle vide symbolisant l'idée maçonnique. Poursuivrait-on la municipalité à laquelle il prendrait fantaisie de figurer un boudha à l'entrée de son jardin public (1).

Outre ces difficultés d'ordre pratique, il faut avouer que les réponses faites à plusieurs orateurs qui demandaient une définition des termes, signes et emblèmes religieux ont été plutôt vagues et ambiguës.

— Qu'est-ce qu'un signe ou emblème religieux, demandait M. Aynard? « Le signe et l'emblème religieux se « découvrent depuis une statue de Saint jusqu'à l'apposi-

(1) *Journal Officiel*, M. de l'Estourbeillon, 2^e séance du 27 juin 1905, p. 2528.

« tion sur un mur dans un emplacement public d'une
 « affiche rappelant une cérémonie religieuse, et à laquelle
 « serait ajouté, je suppose, quelque emblème que vous
 « qualifierez de religieux.

... « Sera-t-il désormais interdit en France d'élever une
 « statue à saint Louis, à saint Bernard, à saint Vincent-
 « de-Paul(1). Pourquoi n'auriez-vous pas dans l'avenir des
 « héros de la charité et du dévouement qui pourront plus
 « tard être consacrés et élevés sur les autels de l'Église.

« Une municipalité pourra-t-elle ériger une statue, à
 « l'un de ces héros devenu plus tard un Saint, né dans
 « la localité et vénéré dans la commune.

« Je demande à M. le rapporteur de nous dire de quoi
 « il s'agit ? » (2) Et le rapporteur répondit (3) :

« Il s'agit ici d'emblèmes, de signes extérieurs ayant
 « un caractère spécial c'est-à-dire destinés à symboliser,
 « à mettre en valeur une religion. Par ces mots
 « emblèmes, signes religieux nous entendons désigner
 « des objets qui ont été érigés, moins pour rappeler des
 « actions d'éclat accomplies par les personnages qu'ils
 « représentent que dans un but de manifestation reli-
 « gieuse.

« On peut honorer un grand homme, *même s'il est*
 « *devenu saint*, sans glorifier spécialement la partie de

(1) Une difficulté analogue se présente lorsqu'il s'agit de Jeanne d'Arc.

(2) *Officiel*, 2^e séance du 27 juin 1905, p. 2526 et 2527 (M. Aynard).

(3) *Ibidem*, page 2528.

« son existence qui l'a désigné à la béatification de
« l'Église. » (1)

A la fin du débat M. Gourd résuma assez bien l'impression générale en disant que les termes essentiels de l'article : « signes et emblèmes religieux » n'étaient pas plus clairs qu'ils ne l'étaient au début. (2)

« Ni dans la rédaction, ni dans le commentaire du texte, ajoutait-il, le très distingué rapporteur ne me semble avoir apporté la précision habituelle de son esprit. Je ne crois pas qu'il ait cité d'autre exemple que les calvaires, et, quand il a voulu définir les signes ou emblèmes religieux il a simplement dit que c'étaient des signes ou emblèmes qui symbolisaient un culte.

« Les signes ou emblèmes qui symbolisent un culte valent tout juste à mon avis ce que valent les signes ou emblèmes religieux eux-mêmes ».

« Une définition plus précise serait singulièrement de mise dans un texte effectivement répressif... »

La Chambre s'est contentée de mes explications, se

(1) *Ibidem*, 2527. M. AYNARD Pour l'avenir votre texte signifie qu'une commune ne pourra plus élever aucun monument ayant un caractère religieux, qu'elle ne pourra plus placer au sommet d'une fontaine monumentale le charmant motif décoratif très connu de saint Georges sur son cheval terrassant le dragon, ou bien de l'archange saint Michel qui fait un si beau geste. Je ne crois pas que la Chambre puisse approuver ces restrictions un peu puériles.

M. LE RAPporteur : Je suis sûr que si !

(2) *Officiel*, 2^e séance du 28 juin 1905, page 2562.

borna à répondre M. le rapporteur, je lui demande de persister dans son vote.

Il en résulte que les tribunaux seront seuls juges de savoir si l'on se trouve en face d'un signe ou d'un emblème religieux. L'appréciation variera suivant les cas, et nous nous trouverons en présence de difficultés d'espèces, inévitables en cette matière de l'aveu même du rapporteur. (1)

B. — EXCEPTIONS

Il est permis, par exception d'élever ou d'apposer des signes ou emblèmes religieux dans les endroits suivants :

- 1° Édifices servant au culte ;
- 2° Terrains de sépulture dans les cimetières ;
- 3° Monuments funéraires ;
- 4° Musées et expositions.

Ces expositions se justifient plus qu'aisément.

1° *Édifices servant au culte.* — C'était de toute évidence. Puisque ces édifices sont destinés à l'exercice de la religion, l'on ne pouvait songer à empêcher d'y élever ou d'y apposer les signes ou emblèmes servant à symboliser telle religion. Il en est ainsi quand bien même l'édifice

(1) *Officiel*, p. 2528, 2^e séance, 27 juin 1905. — Au Sénat les explications données ne furent pas plus satisfaisantes.

cultuel appartiendrait à l'État, aux départements et aux communes.

2° *Terrains de sépulture dans les cimetières.* — Le texte primitif de la commission était « terrains de sépulture privée ».

Le mot privé fut supprimé à la suite d'une observation de M. Lefas (1). Qu'est-ce qu'un terrain de sépulture privée, demanda-t-il ? Est-ce qu'une concession trentenaire ou même à perpétuité rentre dans cette expression ? Est-ce qu'une concession de dix ans y rentre encore ? Évidemment cette expression de sépulture privée est mal choisie.

M. le rapporteur. — Sur ce point vous aurez satisfaction, mon cher collègue.

M. Lefas. — Il est donc entendu qu'à l'avenir, sur tous les terrains de sépulture quelconques, les emblèmes ou inscriptions, non interdits par le maire (2) en vertu de ses

(1) *Officiel*, 2^e séance, 28 juin 1905, Chambre, page 2555.

(2) L'article 15 du décret du 23 prairial an XVI abrogé par la loi du 14 novembre 1881 n'admettait pas qu'on ne pût appartenir à aucun culte. Il établissait dans les cimetières autant de divisions que de cultes reconnus, et si le défunt n'appartenait à aucun, il n'y avait pas place pour lui dans le cimetière.

Actuellement les droits des maires en ce qui concerne l'apposition d'emblèmes religieux dans les cimetières sont les suivants :

La police et l'aménagement des cimetières appartiennent au maire seul. Quand il s'agit d'une sépulture, c'est le maire qui a pouvoir pour l'ordonner et pour l'interdire. Le maire violerait la loi s'il fixait des endroits à part pour la sépulture des juifs, des protestants, des libres-penseurs, des suicidés, des enfants morts sans baptême. La loi interdit au

pouvoirs de police pourront continuer à être apposés qu'ils aient ou non un caractère religieux.

Il est donc loisible aux familles de placer sur leurs sépultures les emblèmes religieux qu'elles jugeront à propos.

Une question plus discutée est de savoir si l'on peut désormais planter ou apposer un emblème religieux sur une sépulture collective. Des travaux préparatoires il résulte que non. La question fut posée à la Chambre par M. Auffray à propos de la fosse commune. Vous voulez donc, absolument, répondit M. le rapporteur que dans un terrain où sont enterrés des gens, qui ne sont pas forcément des catholiques leur imposer vos emblèmes. Nous ne voulons pas que l'on se batte à coups d'emblèmes dans les cimetières. (1)

3° *Monuments funéraires.* — Dans la séance du Sénat du 4 décembre 1905 (2) la question fut posée au

maire de tenir compte dans sa réglementation des opinions religieuses ou non religieuses des défunts.

Le maire peut en outre, d'après la jurisprudence réglementer les inscriptions funéraires et même les dimensions des monuments. En un mot, à l'heure actuelle, l'aménagement et la police des cimetières sont complètement soumis aux municipalités.

(1) *Officiel*, 2^e séance du 28 juin 1905, Chambre, 2557.

(2) *Officiel*, Sénat, 4 décembre, 1905, page 1677. Dans cette même séance l'amiral de Cuverville demanda : « Reconnaissez-vous à une association cultuelle le droit d'acheter un terrain dans un cimetière et de se substituer à la commune pour y élever un monument religieux.

M. LE MINISTRE : Non ! une association cultuelle ne le pourra pas, car il ne s'agit pas de l'exercice du culte, mais les familles pourront le faire

ministre de savoir si l'on n'aurait pas le droit de surmonter un monument collectif d'une croix.

M. le Ministre répondit : « Si c'est une sépulture collective établie par les soins de la municipalité, non ! — le principe de la neutralité en matière religieuse s'y oppose.

Cette exception n'a donc été édictée que pour les monuments funéraires élevés par les particuliers.

4° Dans les musées et expositions. — Ceci avait besoin d'être déclaré expressément, car l'on pourrait soutenir « qu'un musée est un endroit public, qu'il y a heureusement d'autres formes d'art que l'art religieux, qu'au surplus si les catholiques ont une prédilection particulière pour cette sorte d'art, ils sont libres d'en faire usage chez eux, mais qu'ils n'imposent pas aux adeptes des autres cultes le spectacle de leurs dogmes particuliers. » Toutes ces raisons ont été données par le rapporteur et conservaient leur valeur dans un pareil cas.

Seulement il faut adopter dans ce cas une autre définition donnée, car il y en a eu deux, et dire que le but de la propagande religieuse n'est pas celui que poursuit un artiste, peintre ou sculpteur ; qu'il cherche à réaliser une œuvre d'art et que le sujet religieux qui peut avoir été choisi par lui est un moyen et non une fin.

Le simple bon sens suffisait du reste à nous préserver de toutes ces exagérations. Ce n'est pas à dire que nous désapprouvions l'énumération des différentes exceptions, car il faut toujours compter avec les interprètes trop zélés et trop rigoristes.

CHAPITRE V

L'enseignement religieux

Article 30

Art. 30. — « Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 28 mars 1832, l'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants âgés de six à treize ans, inscrits dans les écoles publiques qu'en dehors des heures de classe.

« Il sera fait application aux ministres du culte qui enfreindraient ces prescriptions des dispositions de l'article 14 de la loi précitée. »

Cet article a été inséré dans la loi à la suite d'un amendement de M. Abel Lefèvre (1).

« Par cet article additionnel, disait-il, nous demandons que l'enseignement religieux, donné par les ministres du culte aux enfants de six à treize ans, qui fréquentent naturellement les écoles publiques ne puisse être donné qu'en dehors des heures de classe ; par conséquent ce que nous demandons pour cet objet particulier, c'est simple-

(1) *Officiel*, Chambre, 2^e séance du 28 juin 1905, p. 2563.

ment le maintien après la séparation de l'état de choses actuel. »

La loi de 1882 s'est préoccupée d'assurer d'une part la neutralité de l'école et d'autre part le libre exercice de la religion des enfants.

L'article 2 stipule que les écoles publiques vaqueront un jour par semaine en dehors du dimanche pour permettre aux parents de faire donner à leurs enfants, s'ils le désirent, l'enseignement religieux.

L'article 5 de cette loi édicte que si l'on doit envoyer les enfants à l'Église pour le catéchisme, on ne peut le faire qu'en dehors des heures de classe.

Le but de cette loi était d'éviter des conflits incessants entre l'instituteur et le curé qui auraient pu l'un et l'autre donner leur enseignement aux mêmes heures, au grand préjudice de leurs élèves respectifs. Aussi, sous le régime du Concordat, si un prêtre donnait l'enseignement religieux à l'heure où les enfants devaient être à l'école, le ministre intervenait, et au besoin pouvait sévir par suppression de traitement contre les ecclésiastiques mis en cause.

L'on n'a pas voulu voir renaître ces conflits après la Séparation. De même, disait M. le Ministre des cultes à la Chambre (1), qu'on a édicté une pénalité contre les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école, de même il

(1) *Officiel*, Chambre, 2^e séance du 28 juin 1905, p. 2564.

doit y avoir une sanction contre le ministre du culte qui, *systématiquement* empêcherait l'observation du principe de l'enseignement obligatoire en donnant l'enseignement religieux aux heures fixées pour les classes. La disposition additionnelle proposée est donc le corollaire nécessaire et logique de la loi de 1882.

M. Paul Constans avait demandé que l'enseignement religieux ne soit autorisé que le jeudi et le dimanche, mais une pareille disposition aurait été plus loin que la pensée des auteurs du premier amendement et aurait pu contrarier les habitudes locales et les convenances des familles.

*
* *

Il résulte du texte adopté par la Chambre et des explications données :

1° Que le régime de la loi de 1882 va continuer, mais avec une sanction pénale, alors qu'il ne comportait auparavant qu'une sanction administrative ;

2° Que cette sanction ne devrait être appliquée qu'aux ministres du culte qui enfreindraient *systématiquement* les prescriptions édictées. Restreindrez-vous, demandait à la Chambre M. Gayraud au ministre des cultes, la tolérance qui s'est établie sous le régime de la loi de 1882, dans les cas où à la suite d'une entente avec l'instituteur, les enfants se préparant à leur première communion,

restent plus longtemps au catéchisme. — Non, répondit le ministre, cela se fait (1).

Il faudrait donc, pour être atteint par la sanction, une mauvaise volonté *systématique* de la part du ministre du culte. Un fait isolé ne saurait être repréhensible. Il faudrait qu'il y ait l'intention coupable qui se manifesterait par la récidive, même après avis et observations. C'est ainsi que plusieurs prêtres, poursuivis pour ce fait devant les tribunaux de simple police avaient été acquittés, les juges ayant estimé que l'article 14 de la loi du 28 mars 1882 n'était applicable qu'en cas de récidive, et non dès la première infraction. Ainsi avait jugé notamment le tribunal de simple police de Beaunetz-les-Loges, qui avait acquitté l'abbé Dubois, curé de la Cauchie. Celui-ci avait fait passer l'examen préparatoire à la première communion, un vendredi pendant les heures de classe. Ce jugement, déféré à la Cour de cassation vient d'être cassé par un arrêt qui fixe désormais la jurisprudence et qui est ainsi conçu (2) :

« Attendu que l'article 30 de la loi du 9 décembre 1905,
« en déclarant applicables à la nouvelle contravention
« qu'il a prévue, les dispositions de l'article 14 de la loi
« du 28 mars 1882, a purement et simplement déterminé
« la pénalité afférente à cette contravention et que par

(1) *Officiel*, 2^e séance du 28 juin 1905, p. 2565.

(2) Arrêt rapporté dans le journal *le Temps* du 14 juin 1908.

« cette référence il n'a nullement entendu subordonner à
« une récidive l'application de cette pénalité ;

« Attendu d'autre part que la nouvelle récidive dont il
« est question dans le texte de l'article 14 précité, se
« rattache par un lien nécessaire aux articles 12 et 13
« qui le précèdent, et, notamment à l'avertissement et à
« l'affichage qui sont prévus et qu'elle fait partie d'un
« ensemble de mesures administratives organisées par le
« législateur de 1882, en vue de réprimer une infraction
« essentiellement différente par sa nature de celle qui est
« prévue par l'article 30 de la loi du 9 décembre 1905.

« Qu'en décidant le contraire, et en prononçant ainsi le
« relaxe du prévenu, le jugement attaqué a violé les
« articles de loi visés au moyen.

« Par ces motifs casse et annule le jugement du tri-
« bunal de simple police de Beaumetz-les-Loges » (1).

Ainsi la Cour de cassation a statué dans un sens nette-
ment opposé à notre opinion.

Il faudra, pour que l'intention soit réalisée que le
ministre du culte donne l'enseignement religieux aux
heures de classe, sachant qu'il empiète sur l'enseigne-
ment de l'école et dans le but d'empêcher ses élèves de se
rendre à l'école, les mettant ainsi dans l'alternative de
choisir l'un des deux enseignements au préjudice de

(1) L'affaire fut renvoyée devant le juge de paix d'Arras et celui-ci le
17 juillet 1908 condamna l'abbé Dubois à 3 francs d'amende (Voir *le
Temps* du 18 juillet 1908.

l'autre. Il ne serait pas nécessaire pour qu'il soit punissable que le résultat qu'il poursuit soit obtenu.

..

La sanction encourue est formulée dans l'article 14 de la loi de 1882 ainsi rédigé :

« *Article 14.* — En cas d'une nouvelle récidive, la Commission scolaire, ou à son défaut l'inspecteur primaire, devra adresser une plainte au juge de paix. L'infraction sera considérée comme une contravention et pourra entraîner condamnation aux peines de police, conformément aux articles 479, 480 et suivants du Code pénal. L'article 463 du même code est applicable.

TITRE II

LES DÉLITS

Les articles 201 à 208 du Code pénal, 260 à 264 et 294 ont été abrogés expressément par l'article 44 de la loi du 9 décembre 1905. Les faits qu'ils prévoyaient ne sont pourtant pas restés impunis car ils sont incriminés spécialement par les articles 31 et suivants de la loi de Séparation. Ces articles prévoient et punissent les entraves au libre exercice des cultes, les outrages faits à un fonctionnaire par un ministre du culte et la provocation à la désobéissance aux lois. Toutes ces infractions punies de peines correctionnelles constituent autant de délits que nous devons à présent examiner. Nous aurons ainsi envisagé les pénalités édictées par la loi de 1905 dans un vaste croquis d'ensemble.

CHAPITRE PREMIER

Entraves au libre exercice des cultes

Articles 31, 32, 33

Des dispositions du Code pénal qui réglaient la matière (articles 260 à 264) certaines ont été supprimées purement et simplement, tel l'article 262 qui réprimait l'outrage fait par parole ou par geste à un objet du culte dans les lieux servant à l'exercice du culte et l'article 263 punissant de la dégradation civique celui qui aurait frappé un ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions. D'autres ont été modifiés, tels les articles 260 prévoyant les pressions pour exercer ou s'abstenir d'exercer un culte et 261 protégeant les exercices du culte contre les troubles et les désordres.

Ces articles assurent la liberté de conscience qui est un principe essentiel de notre droit public moderne. L'État ne doit imposer aucune croyance religieuse ou philosophique. Il ne punit ni ceux qui exercent une religion quelconque, ni ceux qui veulent n'en professer aucune, mais il empêche les uns et les autres de faire de la propagande par le fait. Il punit les fanatiques de la religion

ou de la libre pensée qui voulant à tout prix sauver des âmes se livrent à des manifestations grossières et inconvenantes.

SECTION I

Article 31

Pression pour exercer ou s'abstenir d'exercer un culte

Comparons le texte du nouvel article 31 avec l'article 260 du Code pénal désormais abrogé :

Code pénal : ancien article 260

Tout particulier qui, par des voies de fait, ou des menaces aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et en conséquence d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins et de faire ou quitter certains travaux sera puni pour ce seul fait d'une amende de 16 francs à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

Loi de 1905 : article 31

Sont punis d'une amende de 16 francs à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à s'abstenir de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais du culte.

Quelles sont donc les modifications apportées par le texte nouveau :

1° Tout d'abord l'ancien article 260 protégeait les seuls cultes autorisés. Par le fait même de la Séparation la nouvelle disposition s'applique à tout culte légalement établi en France (1).

2° L'ancien article 260 s'appliquait aux seuls particuliers : « Tout *particulier*, disait le texte, qui par voie de fait..... — » Le fonctionnaire qui aurait commis les faits incriminés, s'il n'était pas poursuivi en fait, tombait cependant sous le coup de l'article 114 qui punit tout fonctionnaire, qui même sans violences ou voies de fait a accompli un acte arbitraire et attentatoire à la liberté de conscience d'un citoyen. Le nouvel article est plus large, il dit : « *Ceux qui*..... » Dans ce terme très général, et du reste les travaux préparatoires nous renseignent sur ce point, rentrent très certainement les fonctionnaires.

3° Le nouveau texte a supprimé et avec raison l'énumération indiquant les différentes pratiques que l'on pouvait empêcher ; assister à l'exercice de ce culte, célébrer certaines fêtes, observer certains jours de repos, etc... L'on a par contre éprouvé le besoin de remplacer cette énumération par une autre, non moins inutile, indiquant les moyens par lesquels on pouvait arriver à ce résultat. En droit, il vaut mieux dans un texte pénal une formule générale

(1) Voir : Introduction.

qu'une énumération forcément limitative (le droit pénal étant de droit étroit) où l'on oubliera forcément de prévoir quelque fait, qui dès lors restera impuni. Ce texte de la loi de 1905 ainsi que plusieurs autres est surchargé de nomenclatures imposantes qui évitent de donner aucune définition précise. Sans aller jusqu'à traiter le droit pénal de cette loi de droit pénal de Cour d'assises l'on peut constater que la partie répressive de cette loi est très inférieure aux autres. L'on a voulu prévoir et punir certains faits regrettables qui peuvent se passer, au cours du contrat de travail, et permettre à un employeur d'obliger ses employés sous peine de renvoi, à pratiquer ou à s'abstenir de pratiquer un culte. C'est évidemment ces patrons par trop prosélytes que l'on a voulu atteindre, en insérant ces mots dans le texte : « soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Voilà une très belle période, parfaitement inutile du reste, car un pareil texte ne présente qu'un inconvénient, c'est d'être inapplicable. Voyons en effet comment se passeront les choses dans la pratique.

L'employeur, au moment d'engager son ouvrier lui demandera certains renseignements. « Êtes-vous bon ouvrier ? Êtes-vous honnête ? Êtes-vous propre.... etc. Et il pourra ajouter à ces demandes : Êtes-vous religieux ?

Qu'est-ce qui prouvera que la réponse affirmative ou négative du sollicitant à cette question ait été la cause du

refus de travail ou de l'embauchage. Et du reste, la preuve serait-elle faite que ce cas n'est pas prévu car le texte parle seulement de « faire » perdre et non « d'accorder un emploi ». L'on ne peut faire perdre un emploi que l'on n'a pas.

Mais, poursuivons notre examen. L'ouvrier est embauché. Le patron trouve qu'il se rend trop fréquemment à l'Eglise, ou au contraire qu'il n'y fait pas souvent acte de présence. Il est décidé à se passer de ses services. Ne lui sera-t-il pas facile de profiter de la première négligence de son employé pour donner à son renvoi un autre motif plausible?

L'on essayera de prouver la raison exacte de la rupture du contrat de travail. Le patron a fait venir à plusieurs reprises son ouvrier et lui a conseillé de remplir plus assidûment ses devoirs religieux. Il lui a même donné ce conseil en présence de témoins. Mais, un simple conseil ne peut être considéré comme une menace ou une violence et ne tombe pas sous le coup de la loi. Le patron déclarera : — J'ai en effet donné ce conseil à mon ouvrier, mais c'était dans son intérêt. Le temps qu'il aurait consacré à Dieu, il ne l'aurait pas passé au cabaret, ne se serait pas mis dans un état tel que son travail en a souffert, et, si j'ai dû me priver de ses services, ce n'est pas parcequ'il n'a pas suivi mes avis, mais parce que je n'étais point satisfait de la manière dont il accomplissait sa tâche. Que répondre à un tel argument. Rien ! et en fait l'article 31 restera dans

l'ensemble de la loi pour la beauté de son texte. La preuve présentera une telle difficulté qu'il n'aura pas devant les tribunaux une plus grande application que l'ancien article 260. Cet article ne fût appliqué qu'une seule fois dans sa longue existence par la Cour d'appel d'Orléans, et encore se mit-elle l'esprit à la torture, pour arriver à justifier l'emploi de ce texte (1).

Les éléments constitutifs de ce délit sont donc les suivants. Il faut :

1° *Une pression faite sur la volonté d'autrui, par un des moyens limitativement énumérés par la loi* : voies de fait, violences ou menaces, crainte de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille et sa fortune. Le mot violence est une innovation de la loi de 1905. L'on distingue les violences physiques qui rentrent dans les voies de fait et les violences morales qui rentrent dans les menaces.

2° *Cette pression doit avoir amené un des résultats prévus par la loi*, c'est-à-dire avoir déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer

(1) Il s'agissait de deux individus, qui par deux fois s'étaient placés devant la porte d'une église, pour empêcher un curé et son sacristain d'y pénétrer. La Cour a déclaré « qu'en opposant par leur personne un obstacle matériel à l'entrée de l'Église, et en annonçant par leur nombre, leurs propos et leurs attitudes qu'ils auraient au besoin recours à la force ils avaient commis des voies de fait et employé des menaces dans le sens de l'article 260 (Orléans, 11 juillet 1864 (D. 64, 2, 15).

ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte. Cette liste est limitative. La loi exige que le résultat soit atteint. La tentative de ce délit n'est donc pas punissable, car l'article 3 du Code pénal déclare que « les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi. »

3° *Enfin il faut une intention coupable.* Celle-ci résultera de la combinaison des deux autres éléments constitutifs : pression faite en vue du résultat prévu par la loi.

Si un individu en frappe un autre se rendant à l'Église, à la suite d'une querelle pour des motifs purement privés, il aura peut-être atteint le résultat prévu par la loi. Il l'aura empêché d'exercer sa religion. Mais, comme il aura agi dans l'intention de se venger d'une insulte ou d'une injure, l'élément subjectif du délit ne se trouvera pas réalisé.

SECTION II

Troubles et désordres dans un lieu du culte

Article 32

L'article 32 de la loi de 1905 est substitué désormais à l'article 261 du Code pénal. Comparons les deux rédactions :

Code pénal (article 261)

Ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices seront punis d'une amende de 16 francs à 300 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Loi de Séparation (article 32)

Seront punis des mêmes peines (amende de 16 à 200 francs et emprisonnement de six jours à deux mois, ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte, par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

1° Une première différence, très légère, vient de la diminution de la peine encourue. Le maximum de l'amende est abaissé de cent francs et le maximum de la prison est diminué d'un mois.

2° Une deuxième différence provient du fait même de la Séparation, car le nouveau texte a une portée d'application plus large. Ainsi, par exemple, on ne peut maintenant refuser de protéger, comme on l'avait fait sous l'empire des articles 260 et suivants les cérémonies du culte de l'Armée du Salut. Ceux qui troubleraient les cérémonies de ce culte sont désormais sous le coup de l'article 32 de la loi de 1905.

3° Une troisième différence vient de ce que l'article 261 du Code pénal, qui prévoyait les troubles ou désordres causés dans un temple ou tout autre lieu « destiné ou ser-

vant actuellement à l'exercice du culte » permettait d'atteindre celui qui interromprait un prêtre au moment où il administre l'extrême onction à un mourant ou qui dit les dernières prières sur une tombe. La rédaction nouvelle a pour effet de restreindre la sanction aux seuls troubles ou désordres causés *dans un local servant aux exercices cultuels*. Cette modification est regrettable.

Les éléments constitutifs de ce délit sont les suivants. Il faut :

- 1° Un fait matériel de trouble ou de désordre ;
- 2° Causé dans un local servant aux exercices cultuels ;
- 3° Ayant produit un des résultats prévus par la loi, c'est-à-dire ayant empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte ;
- 4° Avec une intention coupable.

1° Il faut d'abord un fait matériel de trouble ou de désordre. Ces expressions sont assez claires par elles-mêmes et s'appliquent à tout bruit, parole, chant, etc, etc... causant une perturbation parmi les assistants.

2° Il faut que ce trouble ou ce désordre soient causés dans le local servant à ces exercices. Le texte restreint la sanction au trouble causé dans un édifice. Si donc la cérémonie cultuelle a lieu en plein air la sanction n'est plus applicable. Les rues, places et routes où passent par exemple les processions ne peuvent plus être considérées comme des lieux servant actuellement à l'exercice d'un

culte ainsi que l'avaient décidé les travaux préparatoires de l'article 261 (1).

3° Il faut que la cérémonie du culte ainsi troublée ait été réellement empêchée, retardée ou interrompue. Encore dans ce cas, la tentative du délit n'est pas punissable. Elle n'est pas spécialement incriminée suivant les prescriptions de l'article 3 du Code pénal. Si donc, le ministre du culte a pu, sans se laisser émouvoir, achever l'exercice commencé le fait de trouble ou de désordre n'est plus punissable. Il y avait au sujet de l'article 261 de graves controverses entre criminalistes. Le texte nouveau, au lieu de les trancher a persévéré dans l'ancienne rédaction. Or, nous devons interpréter un texte pénal dans le sens le plus strict, et approuver d'anciens arrêts qui avaient notamment refusé d'appliquer les dispositions visées : à des individus qui avaient injurié le surveillant du temple israélite pendant une cérémonie du culte, alors que l'officiant avait pu remplir son office jusqu'au bout et achever les prières

(1) Locré XXX, p. 103. — Cass., 16 février 1880. S. 1881, 1, 437.

Une Cour d'appel avait jugé que l'article 261 s'appliquait même au cas où le trouble serait produit par un bruit fait à dessein hors du temple. Elle a condamné des individus qui dans une brasserie voisine de l'Église avaient frappé sur des tonneaux pour empêcher et interrompre un service religieux (Metz, 21 décembre 1853. S. 54, 2, 275. — P. 1854, 1, 56 ; D., 55, 2, 119). Une pareille décision serait aujourd'hui injustifiable.

Le fait d'avoir forcé le passage avec une voiture et traversé une procession en marche de manière à interrompre la cérémonie constituait le délit de trouble apporté à l'exercice d'un culte, délit prévu et puni par l'article 261 du C. pénal (P. 1849, 1, 227 ; D. 1847, 1, 149).

rituelles (1) ; à des individus, qui, réunis dans une Église avaient crié : « Vive la République, mais alors que la messe elle-même n'avait été ni retardée, ni interrompue (2) ;

A un individu qui avait apporté une bouteille de vin dans une église et l'avait bue par dérision pendant que le prêtre officiait à l'autel, alors qu'il résultait des déclarations que le service divin n'avait été ni empêché, ni retardé, ni interrompu (3) ;

A un individu qui, pendant un office célébré dans une église, avait réclamé à haute voix les clefs du cimetière alors que cet incident n'avait ni troublé, ni interrompu la cérémonie (4).

4° Enfin, il faut l'intention coupable, c'est-à-dire que ce trouble ait été causé en vue d'empêcher, de retarder ou d'interrompre les exercices du culte. Si, par exemple, un ivrogne rentre dans une église et cause du trouble, il ne pourrait être poursuivi en vertu de ce texte. Cependant, celui qui, doué de toute sa raison, se prendrait de querelle avec un tiers dans une église, s'il ne le faisait pas dans le but de causer un scandale, saurait certainement que ses agissements peuvent en provoquer un. Dès lors, si la

(1) Colmar, 12 juin 1866 (S. 1866, 2, 335 ; D. 66, 2, 139 ; P. 66, 1281).

(2) Montpellier, 19 mai 1851. S. 51, 2, 350 ; P. 51, 2, 163 ; D. 52, 2, 189.

(3) Paris, 27 mai 1851. S. 55, 2, 136 ; P. 53, 2, 185.

(4) Orléans, 22 mars 1887. S. 89, 2, 153 ; P. 89, 2, 853 ; D. 89, 2, 29.

cérémonie était par sa faute empêchée, retardée ou interrompue, il serait passible des peines de l'article 32.

SECTION III

Article 33

L'article 33 reproduit presque textuellement la disposition de l'article 264 du Code pénal. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines d'après les dispositions du Code pénal. »

Par exemple, les menaces peuvent tomber sous le coup de l'article 305 du Code pénal qui incrimine spécialement les menaces d'empoisonnement, d'assassinat ou de tout autre attentat et élève la peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et l'amende de 150 à 1.000 francs. Les violences, si elles ont causé des blessures, tombent sous le coup des articles 309 et suivants qui punissent les coups et blessures volontaires... etc.

Cet article, comme l'article 264, était du reste parfaite-

ment inutile. Il fait une simple application de la théorie du cumul idéal d'infractions (1).

(1) Il y a cumul idéal lorsque le même fait peut être en même temps envisagé sous deux incriminations différentes, c'est-à-dire lorsque le même fait présente à la fois les éléments constitutifs de deux délits. Ainsi un viol accompli publiquement constitue à la fois le crime de viol et le délit d'outrage public à la pudeur. Dans ce cas l'incrimination adoptée est la plus grave, celle que la loi punit des peines les plus fortes. Donc l'article 33 est une superfétation étant donné cette théorie dans le cadre de laquelle rentre la disposition visée.

CHAPITRE II

Outrage. — Diffamation

Article 34

Les articles 34 et 35 de la loi de Séparation sont ceux qui ont eu jusqu'à ce jour le plus large domaine d'application pratique. L'article 34 prévoit l'outrage et la diffamation faits par un ministre du culte envers un fonctionnaire public. Cet article est ainsi conçu :

« Tout ministre d'un culte, qui dans les lieux où s'exerce
« ce culte aura publiquement, par des discours prononcés,
« des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches
« apposées, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un
« service public, sera puni d'une amende de 500 à
« 3.000 francs et d'un emprisonnement de un mois à un an
« ou de l'une de ces deux peines seulement.

« La vérité du fait diffamatoire, mais seulement s'il est
« relatif aux fonctions, pourra être établie devant le
« tribunal correctionnel dans les formes prévues par la
« loi du 29 juillet 1881. Les prescriptions édictées par
« l'article 65 de la même loi s'appliquent aux délits
« du présent article et de l'article qui suit. »

Cet article est fort intéressant à étudier, car il est caractéristique par les nombreuses dérogations au droit commun qu'il présente et par le droit exceptionnel qu'il crée pour les ministres du culte.

Tout d'abord les auteurs de la loi ont confondu l'outrage et l'injure et cette confusion résulte très nettement des travaux préparatoires, car l'expression outrage dont ils se servent est un terme général qui englobe à la fois l'injure et la diffamation. L'outrage est le genre dont l'injure et la diffamation sont les espèces.

Tous les criminalistes sont d'accord sur ce point. M. Garçon, dans son Code pénal annoté sous l'article 222 (t. 1^{er}, p. 519, n^o 52), s'exprime ainsi :

« Pour assurer le respect des fonctions publiques
« les articles 222 et suivants comprennent et élargissent
« même toutes ces incriminations. *L'outrage réunit et*
« *confond l'injure, c'est-à-dire les expressions outrages,*
« *termes de mépris et invectives, et la diffamation,*
« *c'est-à-dire l'imputation d'un fait qui porte*
« *atteinte à l'honneur et à la considération du fonctionnaire auquel ce fait est imputé.* Il réprime les
« simples gestes offensants et les menaces sous toutes
« leurs formes et dans toutes leurs manifestations. »

M. Garraud émet la même affirmation (1) : « Sous la qualification générique d'outrages, dit-il, l'on a réprimé

(1) Garraud, *Droit pénal Français*, t. 1V, p. 232.

toutes les attaques d'un caractère offensant, injurieux ou diffamatoire, dirigées contre les dépositaires de l'autorité ou de la force publique.

La diffamation et l'injure s'absorbent donc dans le délit d'outrage et le législateur a introduit un pléonasme dans son texte. Il aurait fallu rédiger ainsi : « qui ont injurié ou diffamé » ou bien employer simplement le terme outrager qui englobe les deux autres et écrire : « Tout ministre du culte qui... aura outragé. »

Mais prenons outrage dans le sens inexact qu'a voulu lui donner le législateur, c'est-à-dire dans le sens d'injure. Nous ferons alors les constatations suivantes : 1° L'injure et la diffamation sont deux délits qui se présentent avec une gravité différente. L'injure, terme de mépris ou invective, ne renferme l'imputation d'aucun fait. La diffamation, au contraire, consiste dans l'allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération. Il est évident que le diffamateur a une volonté coupable plus grande. Il y aura toujours dans la diffamation une préméditation que nous ne retrouvons pas dans l'injure. Je puis, dans un moment de colère, me laisser aller à proférer une expression injurieuse. Je ne puis justement parce que je suis aux prises avec la passion étayer une diffamation sur des bases solides.

La loi s'est tellement rendu compte de cette différence de culpabilité qu'elle punit plus sévèrement la diffamation. Or ici la peine prononcée est la même dans les deux cas,

c'est celle de la diffamation, c'est la plus forte. Et encore, le minimum de l'emprisonnement est élevé. Au lieu d'être de huit jours à un an la peine encourue est de un mois à un an et le minimum de l'amende est de 500 francs au lieu de 100 francs. Quels motifs peuvent bien justifier cette anomalie ? Est-ce pour bien montrer que le ministre du culte devenu simple citoyen n'est pas un citoyen comme les autres s'il commet un outrage ou une diffamation envers un fonctionnaire public (1).

(1) La diffamation est punie par la loi sur la Presse, articles 30 et 31, d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs. L'outrage (injure) est puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Ceci a été justifié ainsi par M. le Rapporteur : « Je reconnais volontiers que l'article 31 (34) est une dérogation au droit commun, mais la situation dont jouiront les ministres du culte, même en régime de Séparation constitue elle aussi une dérogation au droit commun.

« ... Le prêtre, qui dans son Église se laissera entraîner à outrager, à calomnier des agents de l'autorité publique sera indigne de la bienveillance de la loi. Sa culpabilité ne peut pas relever du droit commun. Elle est exceptionnellement grave et comme telle elle appelle aussi logiquement des sanctions exceptionnelles.

« Du reste, cette dérogation en matière pénale est-elle donc nouvelle dans notre législation. Il en est d'autres qui ont été édictées pour des délits qui empruntent aussi un caractère particulièrement grave à la situation professionnelle des délinquants ».

Pour exprimer toute notre pensée, ces raisons nous semblent médiocres. Ce n'est pas un ou deux mois de prison de plus qui peuvent arrêter un pareil délinquant sur la pente du délit. Le droit commun était amplement suffisant en cette matière sans recourir à un texte exceptionnel qui suffit à faire suspecter les intentions les plus libérales d'une loi et qui peut prêter aux adversaires de la loi de sérieux arguments en échange de satisfactions bien platoniques accordées à ses partisans.

Du reste, cette dérogation que nous relevons sera pour le législateur une satisfaction toute platonique, étant donné les pouvoirs d'appréciation des tribunaux. La deuxième dérogation encore plus importante est, que ces faits sont soustraits à la compétence de la Cour d'assises pour être renvoyés devant le tribunal correctionnel. Le Rapporteur de la loi a pris ses précautions pour qu'on ne suspecte pas que cette mesure ait été prise dans un sentiment de défiance vis-à-vis du jury : (1)

« Je n'ai pas besoin de dire que le texte proposé par
« nous n'a nullement été inspiré par l'esprit de méfiance
« à l'égard du jury... Le jury, même avec ses imperfec-
« tions, malgré ses faiblesses, malgré les erreurs
« fréquentes qu'il commet, reste une institution excellente
« aussi. Ses faiblesses, ses fautes proviennent de ce que
« l'éducation civique de ce pays n'est pas suffisante. Mais,
« surtout de ce que le jury n'est pas ce qu'il devrait être
« dans une démocratie.

« A l'heure actuelle, de par sa constitution restreinte,
« basée sur le privilège il reste une juridiction incomplète
« qui ne représente qu'imparfaitement les sentiments de
« justice du pays.

« Si nous avions un jury démocratique, composé de tous
« les citoyens éligibles, nous ne vous aurions pas proposé
« l'article 31 (34) (2).

(1) *Officiel* du 29 juin 1905, Chambre, p. 2597.

(2) Aujourd'hui que M. le Rapporteur de la loi de 1905 devenu ministre

« Vous savez du reste, qu'au point de vue des délits de
« presse, d'opinion, la jurisprudence des jurys *actuels* est
« pour ainsi dire systématique.

« Tous ceux qui comme moi ont plaidé aux assises des
« procès de presse savent que nos jurés ne conçoivent pas
« ce genre de culpabilité. Le délit, le crime qui ont
« entraîné des conséquences matérielles, causé un pré-
« judice tangible sont seuls punissables à leurs yeux. »

Oui et voilà la vraie raison ! Mais alors il faudrait enlever au jury la juridiction de tous les délits de presse et d'opinion et non seulement restreindre la juridiction correctionnelle au seul délit commis par un ecclésiastique. Ou le jury ne sanctionne pas ces délits ; alors cette institution dans un pareil cas est mauvaise pour tous, et il faut la supprimer ; ou le jury réformé dans un sens démocratique devient une institution excellente et pourquoi soustraire les ministres du culte à cette juridiction qui présenterait désormais une impartialité plus grande.

Le seul motif qui a inspiré cette disposition, et l'on s'est décidé à le dire plus loin, c'est la crainte des acquittements de principe de ministres du culte, poursuivis et

de la justice réalise la réforme du jury dans un sens démocratique en y introduisant des ouvriers, ne semble-t-il pas que les raisons qui ont motivé cette disposition ne subsistant plus, elle devrait disparaître de la loi.

Voir circulaire ministérielle du 29 janvier 1908, loi du 17 juillet 1908 et décret rendu pour son application en vue de l'inscription des ouvriers et employés sur les listes annuelles du jury.

jugés dans certaines régions par leurs propres paroissiens. L'on a craint que les ministres du culte, qui ne seraient plus retenus désormais par la crainte de voir suspendre leur traitement, ne se laissent aller à des écarts de langage, d'autant plus violents qu'ils seraient assurés de l'impunité. Alors, cette mesure, malgré l'assertion formelle donnée au début du discours a donc été prise dans un but de défiance vis-à-vis du jury ou tout au moins de jurys de certains pays.

Maintenant que nous avons examiné brièvement les principales dérogations au droit commun que l'on peut relever dans cet article, voyons quels sont ses éléments constitutifs.

*
* * *

SECTION I

Délit de l'article 34 commis par un ministre du culte

Les éléments constitutifs de ce délit sont au nombre de six.

- Il faut : 1° un outrage (?) ou une diffamation.
- 2° Faits par un ministre du culte.
- 3° Dans un lieu où s'exerce le culte.
- 4° Par un des moyens prévus par la loi.
- 5° Contre un fonctionnaire chargé d'un service public.
- 6° Avec une intention coupable.

1° *Il faut un outrage ou une diffamation.* La Cour de Cassation étend très largement la notion de l'outrage, et considère comme tel, toute expression de mépris tendant à diminuer le respect du citoyen pour l'autorité morale du fonctionnaire. Ainsi la Cour de Cassation a décidé toutes chambres réunies qu'il y avait outrage dans le fait de dire à un commissaire de police: « Je vous emm..... » (1) ; dans l'épithète de « polissons » adressée par un cocher à des gendarmes, car, toute injure qui ternit ou qui déprime le caractère d'un officier public blesse nécessairement sa délicatesse (2). La Cour de Cassation n'a pas varié dans cette interprétation malgré l'opinion divergente de quelques cours d'appel (3).

2° *Que cet outrage ou cette diffamation soient faits par un ministre du culte.* — Si le ministre du culte faisait prononcer cet outrage par un employé subalterne il pourrait être poursuivi comme complice par aide, assistance, abus d'autorité ou de pouvoir, dons, promesses ou menaces. (Art. 59 et 60 du code pénal) et puni des mêmes peines que l'auteur principal. Mais alors, l'auteur principal n'étant plus ministre du culte ce serait la cour d'assises qui serait compétente. L'on reviendrait alors au droit commun.

(1) Cass., Ch. réunies, 17 mars 1851, S. 51, 1, 223; D. 51, 1, 99; P. 53, 2, 617.

(2) Cass., 13 mars 1823 (B. 36, S. et P. chr.).

(3) Par ex., Bastia, 28 mars 1876; D. 77, 2, 19.

3° *Il faut que le délit s'accomplisse dans un lieu où s'exerce le culte.* — Il pourra y avoir des difficultés d'interprétation, pour savoir si tel lieu où s'exerce accidentellement une cérémonie cultuelle peut être considéré comme un lieu où s'exerce le culte. Il semble cependant que, pour que cet élément soit rempli il faille exiger un lieu où s'exerce *habituellement* et *publiquement* le culte. Un domicile privé où aurait lieu dans l'intimité une cérémonie religieuse faite par un ministre du culte ne pourrait être assimilé à un lieu où s'exerce le culte. Le texte même et les explications du rapporteur confirment cette opinion. Le texte parle : « du ministre du culte, qui, *dans les lieux où s'exerce ce culte.....* » et le Rapporteur de la loi, pour justifier l'élévation de la pénalité déclarait, éclairant ainsi le texte un peu ambigu vouloir viser « le ministre du culte *parlant dans l'Eglise, du haut de sa chaire.* » Le lieu où ce délit est commis contribue donc à donner à la parole du prêtre une plus grande influence, vu l'atmosphère et le décor dans lequel les paroles sont prononcées et constitue un des éléments d'appréciation qui ont fait considérer un tel délit comme plus grave.

4° *Par un des moyens prévus par la loi*, c'est-à-dire par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées publiquement. Remarquons que l'article 34 ne prévoit pas l'outrage par dessin et par geste. L'article 224 (Code pénal) s'appliquerait si l'outrage était fait par geste envers un citoyen chargé

d'un service public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. La peine serait un emprisonnement de six jours à un mois et une amende de 16 francs à 200 francs.

Elle est alors beaucoup moins forte et ceci est un nouvel exemple de la façon hâtive et incomplète dont ont été faits et votés les textes répressifs de cette loi. Pour l'injure ou la diffamation faite par dessin rendu public, la solution est encore plus curieuse. Les ministres du culte seraient sous le coup de la loi sur la Presse du 29 juillet 1881, mais alors ce serait la cour d'assises qui serait compétente. Or, en pareil cas, les travaux préparatoires ont écarté de la façon la plus formelle la compétence de la Cour d'assises. Il faut donc, ou déclarer que l'outrage et la diffamation commis par un ministre du culte, par dessins distribués dans le lieu où s'exerce ce culte n'est plus punissable depuis la loi de 1905, ou le traduire, malgré toutes les déclarations faites devant la Cour d'assises et ce serait l'incohérence.

5° *Contre un fonctionnaire chargé d'un service public.* — La personne de l'individu outragé et diffamé est un des principaux éléments constitutifs et l'un des seuls à l'heure actuelle qui ait motivé des décisions jurisprudentielles. Un arrêt du Tribunal de Chambéry du 21 novembre 1907 (1) a décidé que : « L'article 201 du Code

(1) Tribunal de Chambéry, 21 novembre 1907, *Gazette des Tribunaux*, 6 décembre 1907 : affaire Trocaz. Cet ecclésiastique aurait dit en subs-

pénal ayant été abrogé par la loi du 9 décembre 1905, le ministre du culte qui en chaire critique même en termes violents les votes des députés ou le gouvernement dans son ensemble ne commet pas de délit (1).

tance : Les biens de l'Église ont été volés au nom de la loi et ceux qui ont voté cette loi sont des voleurs. Voir *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 151.

(1) Art. 201, 202, 203, C. pénal abrogés par la loi de 1905. Ces articles prévoyaient : 1^o le fait par un ministre du culte de prononcer dans l'exercice de son ministère et en assemblée publique un discours contenant la critique ou la censure du Gouvernement, d'une loi, d'une ordonnance ou décret ou de tout autre acte de l'autorité publique ; 2^o le fait par un ministre du culte de publier un écrit contenant des instructions pastorales en quelque forme que ce soit, et dans lequel il critiquait ou censurait, soit le gouvernement, soit tout autre acte de l'autorité publique.

« Il n'y a plus de délit d'opinion. » Telle est la règle qui avait été formulée dans la discussion de la loi du 29 juillet 1881. Cependant, par dérogation à cette règle, les articles 201 à 204 du Code pénal étaient jusqu'alors demeurés en vigueur, bien qu'ils constituassent de véritables délits d'opinion. Ils présentaient même au plus haut degré le vice inhérent à ces sortes de délits : le manque de précision ouvrant la porte toute grande à l'arbitraire... Quoi de plus imprécis que ces expressions : critique et censure ?

La loi du 9 décembre 1905, n'a donc fait en prononçant leur abrogation que mettre les dispositions du Code pénal en harmonie avec les principes de la liberté de la Presse.

Par suite, les faits que réprimaient ces articles échappent maintenant à l'action du ministère public et ne sauraient plus motiver de poursuites.

Il avait été jugé qu'il y avait délit prévu et puni par l'article 201 du Code pénal dans le fait par un ministre du culte d'avoir dit dans l'exercice de son ministère : — que les ministres s'attaquaient à l'armée et à la magistrature (Amiens, 19 novembre 1881, *Gazette du Palais*, 82, 1, 179) — que la loi sur l'enseignement était une loi malheureuse et dangereuse, offensant Dieu et le chassant de l'École (Marseille, 20 novembre 1882, *Gazette du Palais*, 83, 1, 142).

Voir Le Poittevin, *Journal des Parquets*. 1906, pages 42 et 43.

Voir aussi S. et P. *Lois annotées de 1906*, p. 253, note 156 et *Pand. per.*, 1906, 3, 33.

Comparer l'acquittement de l'abbé Dominique Podevin, curé de Neu-

Que l'outrage par paroles qui vise l'ensemble des membres du parlement ne saurait tomber sous l'application de l'article 34 de la susdite loi; 1° parce que cet article ne réprime que les outrages et diffamations envers un individu et non ceux qui s'adressent à une collectivité; 2° parce qu'un député n'est pas au regard de l'article 34 un citoyen chargé d'un service public.

Dès lors, a ajouté la Cour de Chambéry, le délit ne saurait relever que de la juridiction de la Cour d'assises en vertu de la loi du 29 juillet 1881, mais, cette juridiction se trouve écartée en l'espèce par la loi même de 1905 (1).

Au contraire, le tribunal correctionnel de la Seine s'est déclaré compétent et a considéré comme outrages à des ministres, magistrats de l'ordre administratif les expressions suivantes prononcées par M. Lambelin, conseiller municipal de Paris, au cours des inventaires qui se produisirent à l'Église Sainte-Clotilde (2) : « Pour qu'il se fasse de pareilles choses, il faut que nous ayons un gouvernement de bandits ! » Cette décision était des plus critiquables.

ville-Vitasse, intervenu le 25 août 1908, après débats devant le tribunal d'Arras. Cet ecclésiastique avait dit en chaire que les enfants qui liraient de mauvais livres ou qui suivraient les classes dans lesquelles on les explique ne feraient pas leur communion solennellement.

(1) En sens contraire, Paul Goupil (P. G.) *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 151.

(2) Trib. Corr. de la Seine, 8^e Ch., 3 fév. 1906, *Gaz. des Trib.*, 10 février 1906.

Il n'y avait pas outrage, vu que ces paroles ne s'adressent à aucune personne déterminée. Au contraire, elles visent une collectivité dans laquelle peuvent rentrer, non seulement les ministres, mais le Parlement tout entier, le Sénat, la Chambre et même le président de la République. On ne peut donc outrager le gouvernement. Il faudrait de plus, et c'est l'article 222 du Code pénal appliqué en cette matière qui l'exige que l'outrage soit adressé au fonctionnaire lui-même. Comment donc, trouver « personnellement » le Gouvernement pour lui faire part de cette appréciation peu flatteuse.

La Cour de Paris à l'appel de laquelle le jugement a été soumis l'a du reste infirmé par ce motif qu'il n'a pas été prouvé que l'auteur de cette expression outrageante ait eu l'intention qu'elle parvienne à la connaissance de telle personne (1).

De même l'abbé S....., curé des Aldudes (Basses-Pyrénées), avait du haut de sa chaire violemment attaqué le gouvernement en déclarant qu'il était « un gouvernement de voleurs » et « qu'il avait volé le traitement des curés pour augmenter celui des députés ».

Mais, dans ce cas, il y eut condamnation, car l'outrage était compliqué de provocation à résister à l'exécution des lois, l'abbé S..... ayant déclaré « qu'on pourrait sans péché mortel tirer sur un employé du gouvernement

(1) Paris, 7 mars 1906, *Gaz. des Trib.* du 10 mars 1906.

entrant dans l'Église pour y accomplir sa mission légale.

Un outrage adressé plus directement fût celui qui motiva une condamnation à 500 francs d'amende sans sursis contre l'abbé Lacour (1), curé de Valleray, qui le 10 novembre 1907 prononçant un sermon dans son église avait déclaré : « Mes frères, il n'y aura pas d'octave des morts, car l'État s'est emparé de l'argent des fondations pieuses : c'est absolument comme moi, si je venais chez vous prendre vos biens et votre argent.

« Si vous aviez des bâtons, des fourches et des fusils vous vous en serviriez pour me chasser comme un voleur, et vous auriez raison car j'en serais un.

« Clémenceau, Briand, les députés qui ont voté la loi et les citoyens qui ont voté pour eux sont donc des voleurs ».

Dans ce cas l'injure était adressée à des personnes déterminées et même nommément désignées.

6° *Enfin il faut une intention coupable*, ce qui est l'élément subjectif du délit.

SECTION II

Délit commis contre un ministre du culte

Nous devons examiner, comme contre-partie à notre première étude, la question de savoir si la diffamation

(1) Cour de Nancy dans *le Temps* du 27 juillet 1908.

commise envers un ministre du culte est toujours justiciable de l'article 31 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse. Cette question aurait plutôt trouvé sa place dans notre deuxième partie. Si nous l'examinons ici c'est pour traiter dans un même chapitre l'ensemble de la question.

L'article 31 de la loi sur la Presse est ainsi rédigé :
« Sera punie de la même peine (emprisonnement de huit jours à un an et amende de 100 à 3.000 francs) la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, *un ministre de l'un des cultes salariés par l'État...*, etc. »

Cette disposition, et cela ne peut prêter à aucun doute est abrogée implicitement par la loi de 1905. L'expression employée n'est plus, comme dans d'autres articles, « culte légalement établi en France », expression ambiguë qui peut prêter à une controverse et dont l'interprétation à notre avis doit être toute différente (1). Il s'agit de « ministres de cultes *salariés par l'État* et assimilés à des fonctionnaires, par cela seul qu'ils recevaient un traitement de l'État ». Or, il n'y a plus de cultes salariés par

(1) Voir par exemple dans le présent ouvrage, *Le vol dans les Églises*, chap. v (2^e partie), art. 385 et 386, C. pénal.

l'État ; donc l'expression visée doit disparaître de cet article.

Il a été jugé, conformément à cette solution, par le tribunal correctionnel de la Seine le 6 mai 1907 (1) que, depuis la loi de séparation, dont l'article 2 déclare que la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte, les ministres du culte sont assimilés aux particuliers en ce qui concerne les délits de diffamation et d'injures dont ils peuvent être victimes (Loi du 29 juillet 1881, art. 31).

En conséquence, un délit de diffamation par la voie de la presse commis à raison de sa qualité contre un ministre du culte, autrefois reconnu n'est plus justiciable de la Cour d'assises mais du tribunal de police correctionnelle.

Sur appel la Cour de Paris a confirmé ce jugement et a adopté les motifs des premiers juges, motifs que nous donnons ci-dessous :

« Le tribunal... Attendu que le défendeur excipe de l'incompétence du tribunal correctionnel, qu'il allègue que l'action intentée par le demandeur viserait une prétendue diffamation commise à raison de sa qualité envers un ministre du culte et que l'article 47 de la loi du 29 juillet 1881 qui attribuait compétence exclusive en pareille occurrence à la Cour d'assises n'aurait pas été

(1) Paris, 6 mai 1907, S. 1907, 2, 216.

abrogé par la loi de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905. Or, attendu que sous l'empire de la loi de 1881, toute atteinte contre un ministre de l'un des cultes salariés par l'État, c'est-à-dire reconnus par l'État, soit à raison de ses fonctions, soit même à raison de sa qualité était susceptible d'être réprimée sous la seule garantie de la preuve contraire réservée à celui dont émanait ladite atteinte ; mais que depuis l'abrogation du Concordat et la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, les ministres des cultes antérieurement reconnus sont assimilés à de simples citoyens, qu'ils ne sauraient plus prétendre à aucun des avantages dont ils jouissaient précédemment ; que la loi du 9 décembre 1905 a eu pour effet d'abroger non seulement les lois préexistantes sur le culte, mais implicitement toutes les lois leur conférant en tant que ministres du culte des immunités, ou les soumettant en cette qualité à des obligations spéciales ; que dès lors les articles 31 et 47 de la loi du 29 juillet 1881 ne sauraient plus recevoir application.

Par ces motifs....., etc.

*
* *

Voilà un arrêt que nous approuvons pleinement. Il en résulte que si le ministre du culte se voit diffamé, il est protégé comme tout autre citoyen, ni plus, ni moins, et tel devait être l'esprit de la loi de Séparation. Mais, s'il

est lui-même diffamateur, il n'est plus traité comme un simple citoyen, il est soumis à une sorte de droit exceptionnel qui présente un caractère anormal. C'est en quelque sorte la création d'un tribunal spécial pour juger les délinquants lorsqu'ils présentent le caractère particulier d'être des ministres du culte.

CHAPITRE III

De la provocation à la résistance aux lois

Article 35

Les articles 202, 203, 205 et 206 du Code pénal ont été abrogés expressément par l'article 44, § 5, de la loi du 9 décembre 1905. Ces articles réprimaient le fait pour un ministre du culte d'avoir, soit prononcé un discours dans l'exercice de ses fonctions (articles 202 et 203), soit d'avoir dans un écrit contenant des instructions pastorales (articles 205 et 206), provoqué directement à la désobéissance aux lois, et autres actes de l'autorité publique, tendant ainsi à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres. Mais, cette abrogation n'a pas laissé impunis des faits de cette nature. Ils sont désormais prévus et punis par l'article 35 ainsi conçu :

« Si un discours prononcé ou un écrit affiché ou dit
« tribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte
« contient une provocation directe à résister à l'exécution
« des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique ou
« s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens

« contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera
« rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de
« trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la
« complicité dans le cas où la provocation aurait été
« suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile » (1).

Ce délit réunit huit éléments constitutifs. Il faut :

1° Qu'il y ait eu provocation.

2° Que cette provocation ait été faite par un ministre du culte.

3° Que cette provocation ait été rendue publique.

4° Qu'elle ait été faite dans un lieu où s'exerce le culte.

5° Qu'elle ait été faite par un des moyens prévus par la loi.

6° Qu'elle ait été directe.

7° Qu'elle soit faite dans l'un des buts spécifiés par l'article 35.

8° Qu'il y ait eu intention coupable.

A. *Il faut qu'il y ait eu provocation.* — Ce terme n'a jamais pu être défini exactement (2). M. de Broglie le définissait d'une façon encore plus vague que le mot lui-même en disant : La provocation est un fait moral qui peut revêtir toutes les formes dans lesquelles le langage

(1) Cette provocation est punissable, alors même qu'elle n'aurait pas été suivie d'effet. Il suffit que l'acte à la résistance duquel tend la provocation, soit de ceux que l'autorité publique a le pouvoir de faire ou d'ordonner (Besançon, Ch. correctionnelle, 19 décembre 1907, *Gaz. Tribunaux*, 6 et 7 janvier 1908).

(2) Voir G. Le Poittevin, *Traité de la Presse*, t. II, n° 560, page 22.

humain est habile à se plier, mais un fait cependant que la conscience du jury ne manquera pas d'apprécier et de qualifier partout où il se rencontrera (1).

B. *Cette provocation doit émaner d'un ministre du culte* (2).

C. *Cette provocation doit avoir été rendue publique.* — L'article 35 ne serait certainement pas applicable à un discours prononcé par un ministre du culte dans une chapelle privée. Encore ne faudrait-il pas que tout le monde ait pu pénétrer librement dans cet édifice, sous peine de lui voir perdre sa qualité de lieu privé pour devenir momentanément et accidentellement lieu public.

D. *Que cette provocation ait été faite dans un lieu où s'exerce le culte.* — Si le discours est prononcé sur une place publique, l'article 35 n'est pas applicable. Il peut y avoir lieu cependant d'appliquer la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. [Article 23 et 24], mais encore faut-il que la provocation présente le caractère exigé par ces articles (3).

(1) M. de Broglie : Rapport à la Chambre des Pairs sur la loi de 1819.

(2) Pour savoir si l'inculpé a la qualité de ministre du culte, nous renvoyons à l'introduction du présent ouvrage.

(3) Loi du 29 juillet 1881 : chapitre iv. Des crimes et délits commis par la voie de la Presse ou par tout autre mode de publication.

§ 1^{er}. — PROVOCATION AUX CRIMES ET DÉLITS

Art. 23. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces, proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou

E. *Que cette provocation ait été faite par un des moyens prévus par la loi, c'est-à-dire par un discours prononcé ou un écrit affiché et distribué publiquement.* Cette énumération est limitative.

F. *Que cette provocation ait été directe.* — Ceci résultera de l'ensemble du discours ou de l'écrit et de sa relation avec les faits que son auteur voulait inciter à commettre.

C'est ainsi que le tribunal de la Seine a jugé qu'il n'y

distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés au regard du public auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action si la provocation a été suivie d'effet.

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal.

Art. 24. — (Loi du 12 décembre 1893) « Ceux qui par l'un des moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État, prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 75 du même Code, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 100 à 3.000 francs d'amende.

Ceux qui, par les mêmes moyens auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'État, prévus par les articles 86 et suivants, jusques et y compris l'article 101 du Code pénal seront punis des mêmes peines.

Seront punis de la même peine, ceux qui par l'un des moyens énoncés en l'article 23 auront fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal.

Tous cris et chants séditieux, proférés dans des lieux ou réunions publics, seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 500 francs et de l'une de ces deux peines seulement.

avait pas provocation directe, au sens de l'article 35 dans l'espèce suivante : (1).

Le sous-inspecteur de l'enregistrement Nolbert, s'étant présenté le 31 janvier 1906 à l'Église Saint-Roch pour procéder aux opérations de l'inventaire des biens de la fabrique et de la mense fut reçu par l'abbé Leclercq, curé de Saint-Roch qui avait convoqué ses paroissiens ce jour-là, pour réciter des prières.

M. Nolbert trouva réunis dans la sacristie une cinquantaine de paroissiens qui l'apostrophèrent véhémentement. L'abbé Leclercq apaisa le tumulte, et donna lecture de deux protestations, dont l'une au nom du Conseil de fabrique contenait cette phrase incriminée par la prévention.

« Le Souverain Pontife n'ayant pas fait connaître ses intentions, nous observerons notre consigne de gardiens fidèles des objets du culte, ne cédant qu'à la force, demeurant témoins passifs, sans prendre part à l'inventaire et faisant toutes réserves de droit contre la main-mise sur les biens inventoriés et contre l'évaluation de ces biens. »

A ce moment l'agitation ayant recommencé, l'Inspec-

(1) Les espèces qui se sont présentées devant les tribunaux sont tellement nombreuses que nous ne citons ici que les plus intéressantes. Elles ont presque toutes eu lieu au moment des inventaires des biens ecclésiastiques prescrit par l'article 3 de la loi du 9 décembre 1905. On trouvera de nombreux arrêts dans la *Revue des Grands Procès* (années 1906 et 1907).

teur Nolbert estima qu'il lui serait impossible de remplir sa mission et se retira.

L'abbé Leclercq fût traduit devant le tribunal, sous l'inculpation d'avoir, par un discours prononcé publiquement, dans un endroit où s'exerce le culte, provoqué *directement* à résister à l'exécution des lois et des actes de l'autorité publique. Le tribunal le renvoya des fins de la poursuite, par des motifs dont nous extrayons le considérant suivant :

« Attendu que la protestation incriminée, n'implique
« par ses termes nul appel direct, précis et formel à la
« résistance et qu'elle entend dire seulement que le curé
« et les fabriciens cèdent, contraints et forcés devant un
« acte d'exécution de la loi dont ils demeurent les témoins
« passifs, sans songer à lui résister ni à lui susciter de
« résistance. »

Pour les mêmes motifs, l'abbé Gréa, curé de Saint-François-Xavier, fut acquitté avec les considérants suivants :

« Attendu que le caractère licite d'une protestation
« contre un inventaire, ne pouvant faire doute en présence des termes de l'article 5 du règlement d'administration publique du 29 décembre 1905, il y a lieu de
« rechercher uniquement si les termes de la protestation
« incriminée constituent par eux-mêmes selon le vœu du
« législateur l'excitation ou la provocation directe des
« fidèles à faire obstacle à l'exécution de la loi, prévue
« par l'article 35 de la loi du 9 décembre 1905.

Attendu que ces mots : « Nous déclarons dès maintenant ne céder qu'à la force » ne peuvent être séparés de la phrase qui les précède, que le texte intégral est le suivant. « Notre devoir est de protester contre cet envahissement et de demeurer les spectateurs passifs de ce que nous ne pouvons empêcher. Nous déclarons dès maintenant ne céder qu'à la force .. »

... Attendu que le document rédigé ne contient aucune provocation *directe*, précise et formelle à la résistance...

Il a été au contraire prononcé des condamnations pour provocation directe dans les cas suivants.

L'abbé Soulange Bodin, curé de Notre-Dame-de-Plaisance avait, le 28 janvier 1906, fait annoncer en chaire à toutes les messes que les opérations de l'inventaire auraient lieu le mercredi suivant à deux heures. Ce jour-là, l'inspecteur de l'enregistrement fût reçu par l'abbé Soulange Bodin, entouré du conseil de fabrique et de la foule qui lui lut à haute voix et en accentuant tous les mots la déclaration suivante : « Tant que l'autorité ecclésiastique n'aura pas statué sur la dévolution des biens dont elle m'a confié la garde, ma conscience m'interdit d'y laisser toucher d'aucune façon et par conséquent d'en laisser faire l'inventaire. »

Sur la demande du préposé des domaines qui le pria de préciser ses intentions, et de dire, s'il entendait non seulement ne pas participer aux opérations de l'inventaire, mais s'y opposer formellement, la réponse du curé fût

affirmative. Dans ces conditions, l'inventaire ne pût être effectué et l'abbé Soulange Bodin traduit devant le tribunal correctionnel de la Seine, condamné à huit jours de prison avec sursis. « Attendu que le discours prononcé dans les circonstances et les termes sus-énoncés en présence d'une foule convoquée et rassemblée pour empêcher l'inventaire l'a été avec l'intention manifeste de provoquer directement à la résistance et à l'accomplissement de cet acte légal (1) ».

La même peine fut prononcée contre l'abbé Richard, curé de Saint-Pierre-du-Gros-Caillou qui avait protesté en présence d'une foule déjà surexcitée au nom des fidèles et de tous les honnêtes gens écœurés et révoltés par une série déjà trop longue de lâches injustices et de spoliations sacrilèges contre l'inventaire, cet acte ayant pour lui la loi contre le droit (2)

L'affaire la plus célèbre fût celle de l'abbé Jouin, curé de Saint-Augustin (3). L'abbé Jouin fût traduit devant le tribunal correctionnel, pour avoir dans une brochure annonçant une messe de deuil écrit le passage suivant : « La lutte est commencée, soutenons-là vaillamment, chrétiennement, et laissez-moi vous le redire comme au jour des inventaires de janvier : il faut que notre deuil si

(1) Trib. de la Seine, 8^e Chambre, 26 mars 1906.

(2) *Ibidem*.

(3) Trib. correctionnel de la Seine, 9^e Chambre, *Gazette des Tribunaux*, 12, 13, 14 avril et 18 mai 1907. *Revue Pénitentiaire* 1907, page 796. *Revue des Grands Procès* 1907, page 327.

triste et si profond qu'il puisse être soit un deuil armé. Garder la foi ne suffit plus, nous devons la défendre. »

A l'occasion de cette poursuite, une saisie fût faite à l'hôtel de la nonciature du Saint-Siège à Paris pour rechercher s'il n'y avait pas lieu de relever « *la complicité d'intermédiaires à l'occasion des provocations reprochées aux prévenus* ». M^{gr} Montagnini d'abord inculpé, fût ensuite expulsé par mesure administrative, ses papiers saisis, puis livrés à la presse quotidienne. Enfin, une ordonnance de disjonction ayant été rendue M. l'abbé Jouin comparut seul sur les bancs de la police correctionnelle.

L'on avait soutenu qu'à moins de prendre les expressions « deuil armé » ce qui n'est pas possible au sens littéral du mot les éléments constitutifs du délit ne pouvaient être réalisés ; que dans un pays libre, c'est le droit pour tout citoyen de témoigner de ses sentiments à l'égard d'une loi par des protestations pacifiques sans excès, ni violences.

Le tribunal a prononcé contre l'abbé Jouin une condamnation de principe. Il l'a fait pour des motifs de droit : la loi de 1905 permet de considérer comme une provocation directe la provocation tendant à résister en principe aux prescriptions de cette loi, sans qu'il soit nécessaire que ces actes de résistance soient nettement spécifiés dans le discours ou l'écrit contenant cette provocation. Il a estimé que l'inculpation était suffisamment justifiée par le motif

que l'expression « deuil armé » réunie aux autres d'un sens analogue contenues dans l'article incriminé, forme avec elles un ensemble d'exhortations incitant directement et nettement les fidèles à ne point se soumettre à la loi, mais au contraire à lui opposer une résistance obstinée.

En conséquence l'abbé Jouin a été condamné à 16 francs d'amende. Les attendus très commentés de ce jugement méritent d'être reproduits :

« Attendu qu'il y a lieu d'admettre l'existence de circonstances atténuantes, le prévenu s'étant trouvé atteint dans ses sentiments intimes les plus respectables par certaines conséquences de la loi contre laquelle il s'est élevé. »

« Attendu d'autre part que la loi du 9 décembre 1905, apparaît comme une loi d'exception exorbitante du droit commun, en ce qu'elle crée un délit spécial aux ministres du culte devenus pourtant par son effet de simples citoyens; qu'elle est de date récente, et que si par une présomption légale, le texte doit en être réputé connu des justiciables, son application soulève parfois des questions de droit controversables et délicates, comme celle que le tribunal vient de trancher sur les conditions d'existence de la provocation *directe* punissable; que la masse des citoyens, même instruits (en dehors des seuls juristes) est évidemment hors d'état d'avoir une appréciation éclairée de ses difficultés juridiques lui permettant

de voir nettement la limite séparant ce qui reste permis de ce qui est défendu.... »

Ces derniers attendus n'ont pas été goûtés par le Gouvernement. Sur l'ordre du Garde des Sceaux, la question a été posée à la Cour suprême de savoir si les magistrats de la 9^e Chambre n'avaient pas outrepassé leurs droits en les édictant. La Cour de cassation a ordonné la suppression du premier attendu et s'est refusé à annuler le second.

Les juges correctionnels ont eu tort de trouver un élément d'atténuation de peine — ou tout au moins de le dire — dans le fait que « le prévenu avait été atteint dans ses sentiments les plus respectables par certaines conséquences de la loi de Séparation » mais il demeure acquis, c'est le tribunal de la Seine et après lui la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui le décide ainsi que « la loi du 9 décembre 1905 apparaît comme une loi d'exception exorbitante du droit commun (1). »

Enfin la Cour d'appel de Besançon, confirmant un jugement du tribunal correctionnel a condamné à 25 francs d'amende, l'abbé Descouvières, qui, protestant contre l'enlèvement d'un crucifix dans une salle d'école avait prononcé les paroles suivantes : A l'office du matin : « Vous avez l'air d'avoir peur et de ne plus marcher. Vous ne

(1) Il faut remarquer que le terme « exorbitant » pris dans son sens juridique signifie simplement, qui sort du droit commun, qui est en dehors du droit commun.

vous révoltez pas assez; moi, je fais mon devoir, » et à l'office du soir : « Aujourd'hui on a enlevé le crucifix qui est notre étendard. Voulez-vous oui ou non le reprendre et le replacer à son poste d'honneur... Par conséquent, les femmes qui ont des enfants à l'école, qui ont des maris jouissant d'une certaine autorité dans la commune devront insister pour que le crucifix soit remplacé. Si jeudi (jour de la Toussaint) le crucifix n'est pas remplacé, les femmes ne viendront ni se confesser, ni communier. Nous n'avons pas besoin de communions, mais d'actes plus significatifs. Ce que vous ferez, je ferai. »

La Cour a vu là une provocation aux fidèles à faire obstacle à l'exécution d'un acte émanant de l'autorité publique (1).

G. *La provocation doit être faite dans l'un des buts spécifiés par l'article 35* : pour résister à l'exécution des lois ou autres actes légaux de l'autorité publique ou pour soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres.

Une critique, quelque violente et passionnée qu'elle soit des paroles vagues, des conseils généraux et sans précision ne suffiraient pas. Il faut une provocation directe.

Le Rapporteur de la loi dans la séance du 29 juin 1905 à la Chambre des députés s'est nettement expliqué sur le but et la portée de l'article 35 en déclarant : « Nous ne

(1) Comparez *Revue pénitentiaire* 1908, p. 432.

disons pas que le prêtre ne pourra pas au point de vue moral, qui confine à des considérations religieuses discuter le caractère d'une loi ; mais, nous n'admettons pas, nous, que la loi étant votée, lorsque des agents d'exécution seront chargés de la faire passer dans la réalité, le prêtre se croie le droit, abusant de son influence morale, d'exciter, de provoquer directement les fidèles par un sermon dans son église à faire obstacle à l'exécution de cette loi. Ce genre de délit est pour ainsi dire matérialisé, l'arbitraire devient impossible.

H. *L'Intention coupable résultera d'une double volonté* : 1° volonté de commettre l'acte incriminé, c'est-à-dire le fait matériel d'avoir prononcé un discours ou d'avoir affiché et distribué l'écrit provocateur.

2° Volonté d'arriver au résultat prévu par l'article 35 c'est-à-dire d'amener des citoyens à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique et de les armer les uns contre les autres.

Il faut, pour qu'un fait soit justiciable de l'article 35 que les éléments constitutifs de ce délit qui, d'après notre opinion sont au nombre de huit se trouvent réunis (1).

(1) Les avocats qui ont eu à exposer la question devant les tribunaux ont varié sur le nombre de ces éléments constitutifs. En général ils en ont trouvé trois. Voir Trib. corr. Seine, 22 mars 1906 et 26 mars 1906. D. 1906, 2, 237. Trib. corr. Seine, 13 avril 1907, *Gaz. des Trib.*, 12, 13 et 14 avril 1907 avec consultation de M. Hannotin ; et sur pourvoi dans l'intérêt de la loi, C. de cassation, Ch. criminelle, 17 mai 1907, D. 1907, 1, 273 et note. Trib. corr. de Saint-Palais, 24 mai 1907, *Gaz. des Trib.* 1907,

Ce délit est puni de peines correctionnelles. Si la provocation est suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile, le ministre du culte qui l'aura provoquée sera puni des peines de la complicité (article 91 et suivants, code pénal). Le délit devient alors un crime.

2^e semestre, 2, 214 ; C. de Chambéry, 21 novembre 1907, *Gaz. Trib.*, 6 déc. 1907. etc. D'après M. Gustave Le Poittevin, les éléments constitutifs sont au nombre de cinq (*Journal des Parquets* 1906, n^{os} 2 et suivants).

Appendice à la première partie

L'article 36 de la loi déclare l'association cultuelle dans l'immeuble de laquelle l'infraction a été commise civilement responsable dans le cas de condamnation par les tribunaux en application des articles.

25 (Publicité des réunions); 26 (Interdiction, de tenir des réunions politiques dans un lieu consacré au culte); 34, (outrage et diffamation); 35, (Provocation à la résistance à l'exécution des lois).

•
* *

L'article 37 applique à tous les cas dans lesquels la loi édicte des pénalités le bénéfice des dispositions de l'article 463 du Code pénal (sur les circonstances atténuantes et de la loi du 26 mars 1891 (loi de sursis ou loi Bérenger)).

•
* *

L'article 44 abroge toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes antérieurement reconnus

par l'État, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment :

1° La loi du 18 Germinal an X, portant que la convention passée le 26 messidor an IX entre le pape et le gouvernement français, ensemble les articles organiques de ladite convention et des cultes protestants seront exécutés comme des lois de la République.

2° Le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1^{er} août 1879 sur les cultes protestants.

3° Les décrets du 17 mars 1808, la loi du 8 février 1831 et l'ordonnance du 25 mai 1844 sur le culte israélite.

4° Les décrets du 22 décembre 1812 et du 10 mars 1859.

5° Les articles 201 à 208, 260 à 264, 294 du Code pénal.

6° Les articles 100 et 101, les paragraphes 11 et 12 de l'article 136 et l'article 167 de la loi du 5 avril 1884.

7° Le décret du 30 décembre 1809 et l'article 78 de la loi du 26 janvier 1892.

DEUXIÈME PARTIE

Le Code Pénal

La loi du 9 décembre 1905 a-t-elle eu sa répercussion sur les textes de notre Code pénal. De nombreux articles de ce Code font en effet de la qualité de ministre du culte une circonstance aggravante lorsqu'ils commettent certains crimes ou délits ; d'autres les frappent d'incapacités spéciales ou édictent en leur faveur certains privilèges. Ces privilèges, ces incapacités, ces circonstances aggravantes existent-ils toujours ? C'est ce que tous se demandent et ce que nous devons désormais étudier dans la seconde partie de notre ouvrage pour essayer d'éclairer un peu les conséquences de la loi de séparation sur notre droit répressif, conséquences dont les auteurs de la loi ne se sont pas toujours douté.

CHAPITRE PREMIER

Le mariage religieux peut-il être célébré avant le mariage civil ?

C. Pénal — Art. 199 et 200

Une des questions sur lesquelles, après le vote de la loi de Séparation des Églises et de l'État les tribunaux eurent immédiatement à se prononcer fût celle de savoir si les articles 199 et 200 du Code pénal étaient implicitement abrogés, en d'autres termes, si désormais un ministre du culte peut, sans commettre de délit célébrer un mariage religieux, sans avoir besoin d'exiger la justification d'un mariage civil préalable (1).

Les articles 199 et 200 du Code pénal sont ainsi conçus :

« Article 199 : Tout ministre d'un culte qui procédera
« aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui
« ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu
« par les officiers de l'État Civil sera pour la première
« fois puni d'une amende de 16 francs à 100 francs. »

(1) Voir Garçon. *C. pénal annoté*. Art. 199 et 200, § 1^{er}, p. 477 et suiv.
— *Revue Pénitentiaire* 1906, p. 561.

L'article 199 ne prononce qu'une peine d'amende, car il attribue l'acte du ministre du culte à la simple négligence. Mais s'il y a récidive, la loi qui voit dans l'attitude prise par le ministre du culte un parti pris évident aggrave dans l'article 200 la peine encourue.

Article 200. « En cas de nouvelles contraventions de « l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre du « culte qui les aura commises sera puni : savoir pour la « première récidive d'un emprisonnement de deux à cinq « ans et pour la seconde de la détention. »

Cette matière est une des seules, à l'heure actuelle où soit intervenu un arrêt de la Cour de Cassation. D'après cet arrêt ces articles sont demeurés en vigueur. Nous avons à examiner la jurisprudence, à l'apprécier, et à critiquer, s'il y a lieu, les arguments donnés à l'appui de cette solution.

*
* *

Tous les degrés de juridiction ont été épuisés sur cette question par l'abbé Ludet, curé d'Eteignières, désireux de fixer la jurisprudence et d'être renseigné désormais sur les droits qui pouvaient lui appartenir. Tour à tour, le tribunal de police correctionnelle de Rocroy, la cour d'Appel de Nancy et enfin la Cour de Cassation adoptèrent la même solution et se prononcèrent en faveur du maintien des articles 199 et 200 dans des arrêts qu'il est intéressant de rapporter ici.

1^o TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE DE ROCROY*(Jugement du 13 mars 1906)*

Le Tribunal : *En fait.* Attendu que l'abbé Ludet a procédé le 3 février 1906 au mariage religieux de Trubert (Charles) et de Mahy (Pauline-Eugénie) sans exiger la justification d'un mariage préalable devant l'officier de l'État civil ; que l'abbé Ludet a en outre déclaré avoir procédé le 5 mars 1906, dans les mêmes conditions, au mariage de Lévêque (Charles) et de Thelnige (Opportune).

En droit : Attendu que la loi du 9 décembre 1905 n'a pas abrogé l'article 199 du Code pénal ; qu'il ressort au contraire de la discussion que la volonté formelle du législateur a été de lui maintenir son plein et entier effet. — Attendu que l'abbé Ludet soutient que l'article 199 n'ayant jamais été appliqué qu'aux seuls ministres d'un culte reconnu et l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 portant déclaration qu'aucun culte n'était plus reconnu en France, il s'ensuit qu'aucun prêtre et particulièrement les ministres des cultes autrefois reconnus par l'État ne sauraient tomber sous son application. — Attendu qu'il est écrit dans l'article 199. « Tout ministre d'un culte » sans que le législateur ait spécifié s'il s'agissait des cultes en général, ou seulement des cultes reconnus ; que s'il est vrai que la jurisprudence et la majorité des auteurs sont d'accord pour interpréter l'article 199 en ce sens qu'il ne s'applique qu'aux ministres des cultes reconnus, l'interprétation que

la doctrine et la jurisprudence ont faites d'un texte, ne saurait prévaloir contre ce texte lui-même ; que cette opinion ne pourrait se soutenir que si l'intention du législateur ressortait clairement des travaux préparatoires. — Attendu que telle n'est pas la situation ; que si à la vérité Portalis et Berlier ont prononcé les mots de « cultes organisés » « religions admises » aucune explication nette et précise n'a été donnée sur ce point. — Attendu au surplus que la doctrine, loin d'être unanime est divisée sur ce point que l'expression « ministre d'un culte reconnu » doit s'entendre de tous les ministres du culte légalement organisés conformément aux lois en vigueur. — Attendu que la situation actuelle des ministres des cultes, catholique, protestant et hébraïque paraît bien être celle de ces ministres de cultes, non plus reconnus, au sens des articles organiques, mais ayant une existence officielle et légale ; que cela est si vrai que la loi du 9 décembre 1905 édicte toute une série de règles pour les cérémonies extérieures, l'administration des associations, et l'exercice même des cultes. — Attendu dès lors que les ministres de ces cultes tombent sous l'application de l'article 199 du Code Pénal. — Par ces motifs..... etc. (1).

(1) S. 1907, 1, 153 et note de M. Roux. Voir aussi Trib. de Wassy. 8 mai 1906, S. 1908, 2, 118.

2^e COUR D'APPEL DE NANCY*Arrêt confirmatif rendu le 26 avril 1906*

La Cour :

Attendu qu'il importe peu de rechercher si, comme l'ont pensé les premiers juges en se fondant sur les termes larges de l'article 199 cette disposition pénale s'applique aux ministres de tous les cultes ayant une existence de fait, ou si au contraire, son application doit être restreinte aux ministres des cultes reconnus, opinion qu'avait généralement adoptée la doctrine et dont se prévaut l'appelant, pour soutenir que la République, ne reconnaissant plus aucun culte, suivant les termes mêmes de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, il n'y a plus de cultes reconnus ; que l'article 199 se trouve désormais sans application et doit être considéré comme abrogé : — Attendu en effet que les articles 199 et 20 du Code pénal ne font pas partie des règles relatives à l'organisation publique des cultes que la loi du 9 décembre 1905 a en vue d'abolir ou de remplacer par des dispositions nouvelles ; qu'ils forment un paragraphe intitulé : « Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes ; que ces deux dispositions, qui édictent des pénalités légères pour la première infraction, rigoureuses en cas de récidive n'ont eu pour but que d'assurer l'absolue sécularisation de l'état civil : — Attendu que cet intérêt d'ordre public subsiste après

comme avant la loi de Séparation, plus pressant, peut-être depuis la rupture du lien concordataire ; qu'il est au moins invraisemblable que le législateur ait entendu, à aucun moment, priver l'autorité civile des moyens de répression que lui confèrent les articles précités ; que cet abandon ne saurait d'ailleurs résulter que d'une abrogation expresse ou tout au moins tacite : — Attendu que les articles 199 et 200 du Code pénal ne sont pas compris à la différence de l'article 54 de la loi du 18 germinal an X et des articles 201 et suivants du Code pénal au nombre des textes antérieurs expressément abrogés par l'article 44 de la loi de Séparation : — Attendu que pour qu'il y eût abrogation tacite, il faudrait que l'on trouvât tout au moins dans cette loi, une disposition nouvelle contraire à leur esprit, inconciliable avec leur texte et impliquant nécessairement leur abolition et qu'on y chercherait vainement une telle disposition ; que loin d'avoir eu l'intention d'abroger les sanctions pénales des articles 199 et 200, le législateur a, au contraire, manifesté nettement, lors de la discussion de la loi de Séparation la ferme intention de les maintenir ; qu'en effet la suppression des articles 199 et 200 a été expressément proposée à la Chambre dans la séance du 3 juillet 1905 par un amendement, qui, après intervention du Garde des sceaux n'a pas été pris en considération, qu'un amendement semblable a eu le même sort au Sénat et fût repoussé par un vote dans la séance du 5 décembre : — Attendu que l'article 199 est donc toujours en vigueur et

que le prévenu a eu tort de l'enfreindre. Par ces motifs. Confirme... etc.

3^e ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION

rendu par la Chambre criminelle, le 9 novembre 1906

La Cour : Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la fausse application et par suite de la violation des articles 199 et 200 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le demandeur en appliquant lesdites dispositions pénales qui ont été abrogées par la loi du 9 décembre 1905, sur la Séparation des Églises et de l'État : — attendu que l'article 199 du Code pénal qui interdit à tout ministre d'un culte de procéder aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil est fondé suivant l'intitulé du premier paragraphe de la section où se trouve cet article sur la nécessité qui est d'ordre public de réprimer les contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes ; que cette disposition pénale était indépendante des articles 54 de la loi du 18 germinal an X et 53 de l'ordonnance du 25 mai 1844, puisqu'elle vise d'une façon générale les ministres de tous les cultes, tandis que les articles 53 et 54 concernaient uniquement les ministres des cultes catholique et israélite ; qu'elle a donc pu survivre à l'abrogation de la loi de l'an X et de l'ordonnance de 1844 ; et enfin, l'existence de l'article 199

est d'autant moins inconciliable avec la loi du 9 décembre 1905 sur la Séparation des Églises et de l'État, que dans son rapport, le rapporteur de la loi de 1905 a exclu l'hypothèse de l'abrogation dudit article 199 et que les amendements présentés en vue de cette abrogation ont été rejetés par le Parlement. — Rejette...etc.

..

Ainsi, nous voyons que, parmi toutes les raisons, invoquées par les tribunaux en faveur du maintien des articles 199 et 200, deux semblent surtout se détacher nettement :

1° Les articles visés ont été écrits, non dans le but de réglementer l'attitude des ministres du culte, mais pour empêcher des gens simples et peu instruits de se croire mariés aux yeux de la loi par le seul mariage religieux et de compromettre ainsi leur état civil.

2° Le législateur a eu si peu l'intention d'abroger ces deux articles, qu'au cours de la discussion de la loi, les amendements proposés en faveur de la suppression de ces dispositions du Code pénal par l'abbé Lemire à la Chambre et M. Delahaye au Sénat ont été repoussés après explications du rapporteur.

Reprenons chacun de ces deux points.

1° L'exposé des motifs du Code pénal indique très nettement le but des dispositions visées : « Les ministres

« qui procèdent aux cérémonies religieuses d'un mariage
« sans qu'il leur ait été justifié de l'acte de mariage reçu
« par les officiers de l'état civil compromettent évidem-
« ment l'état civil des gens simples, d'autant plus
« disposés à confondre la bénédiction nuptiale avec
« l'acte constitutif du mariage, que le droit d'imprimer
« au mariage le sceau de la loi était naguère dans les
« mains de ces ministres. Il importe sans doute qu'une
« si funeste méprise ne se perpétue point, et, ce motif est
« assez puissant pour punir d'une amende les ministres de
« cultes qui procèdent aux cérémonies religieuses d'un
« mariage sans justification préalable de l'acte qui le
« constitue réellement ».

La place qu'occupent ces articles dans le Code pénal et l'intitulé du paragraphe sous lequel ils sont placés : Contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes justifient la manière de voir du législateur.

2° De plus, a-t-on déclaré, si un doute pouvait subsister sur l'existence actuelle de ces textes, les travaux préparatoires de la loi de Séparation enlèvent toute hésitation à ce sujet. M. l'abbé Lemire, avait proposé à la Chambre la suppression de ces articles en tenant le raisonnement suivant :

Vous posez en principe que la République ne reconnaît aucun culte, donc la loi française doit ignorer toute cérémonie religieuse. Qu'importe qu'on y procède ou non avant le mariage à la mairie. De plus, cette obligation de

célébrer le mariage religieux après le mariage civil n'a jamais été exigée que des ministres des cultes reconnus par l'État. Comme il n'y a plus de cultes reconnus, ces deux articles doivent disparaître.

Ainsi raisonnait l'abbé Lemire, mais la Chambre et le Sénat ne se sont pas laissés convaincre et les amendements ont été rejetés.

*
* *

Ces raisonnements ne laissent pas cependant de prêter à quelques critiques. Nous ne sommes plus à l'époque où a été rédigé le Code Pénal, et, il y a peu, il n'y a même plus personne en France qui ignore que le mariage civil est seul valable aux yeux de la loi. Ainsi cette considération, qui pouvait très bien se justifier au moment de la rédaction du Code a perdu de nos jours toute sa valeur. Si quelques individus, en manière de protestation négligeaient de passer à la mairie après leur mariage religieux, la loi n'aurait pas à tenir compte de cette union, pas plus qu'elle ne tiendrait compte d'un ménage irrégulier. Les contractants pourraient, le jour où ils le voudraient, légitimer cette espèce d'union libre au point de vue légal, en comparaissant devant l'officier de l'état civil. Ainsi leur droit serait le même que celui de tout faux ménage.

L'on a soulevé, contre la solution jurisprudentielle une autre sorte de difficulté. (1)

(1) Jules Roche, dans le *Figaro* du 12 mars 1906.

Les articles 199 et 200 se comprenaient sous un régime qui ne reconnaissait qu'un certain nombre de cultes : la prohibition qu'ils portaient s'adressait alors à des prêtres ayant un caractère bien déterminé. Quelques auteurs, à la vérité, se fondant sur la généralité du texte qui visait « les ministres du culte » sans ajouter d'un culte reconnu prétendaient que la disposition pénale était applicable aux prêtres de tous les cultes, à ceux mêmes qui n'étaient ni reconnus, ni autorisés. Telle était notamment l'opinion de Chauveau et Hélie (1). Mais elle était rejetée par la grande majorité des criminalistes.

Nous n'irons pas jusque-là, dit M. Garçon dans son Code pénal annoté (2). Ces cultes, dont quelques-uns peuvent être fort singuliers, n'ont aucune existence légale. Ainsi, nous pensons que l'article 199 ne serait pas applicable à un réformateur, qui, par quelques cérémonies, dites religieuses, prétendrait consacrer un mariage libre.

Nous retrouvons ici, sous une autre forme, la question abordée dans notre introduction. Quand pourra-t-on considérer qu'il y a eu une cérémonie religieuse du mariage ? Évidemment l'on devra considérer comme ayant accompli un mariage religieux « les ministres des anciens cultes reconnus, les ministres de certaines églises libres protestantes, qui, antérieurement à la loi de 1905, sans être reconnues étaient cependant autorisées et régies par le

(1) Tome III, n° 915.

(2) Tome 1^{er}, p. 478, n° 7

décret du 19 mars 1859 et sont généralement connues sous le nom d'Églises évangéliques, — les prêtres des différentes religions dont l'existence est historiquement et scientifiquement connue (1).....

Il faut même aller plus loin, et appliquer les articles 199 et 200 à toute secte nouvelle qui se formera. La difficulté sera de savoir quand il y aura culte ?

Oui ! là sera toute la difficulté et les tribunaux auront probablement à résoudre des espèces bien délicates.

Lorsqu'Élisée Reclus, en matière de protestation contre le mariage religieux et contre le mariage civil, tout à la fois, unit ses deux filles à deux époux choisis par elles et bénit cette union libre dans une grande cérémonie, était-il passible des articles 199 et 200 du Code pénal ?

Cela nous amènera à faire les tribunaux arbitres en matière de théologie et à accorder à tel citoyen la qualité de ministre du culte pour la refuser à tel autre.

Pour nous, adoptant la définition du mot culte proposée dans notre introduction, nous regarderions si le mariage religieux a été célébré par un ministre du culte au service d'une association cultuelle légalement organisée ou par un prêtre du culte catholique, faisant ainsi de l'association cultuelle le critérium sur lequel se baseraient les tribunaux pour savoir s'il y a eu célébration religieuse du mariage.

(1) D'après M. Gustave le Poittevin. *Journal des Parquets* 1906, p. 41.

Nous avons ainsi exposé sommairement les raisons qui nous feraient critiquer sur ce point, et les décisions des Tribunaux, et les solutions du Rapporteur. Quoiqu'il en soit, la question ne peut plus aujourd'hui prêter à aucune discussion, la Cour de cassation s'étant prononcée dans le sens du maintien des articles 199 et 200.

..

Nous avons à examiner la question qui s'est posée tout récemment de savoir, si le ministre du culte est passible des peines prononcées par le Code pénal, s'il prouve qu'il y a eu impossibilité de procéder au mariage civil. Ceci se présenta au moment des grèves des municipalités dans le Midi. En matière de protestation, au mois de juin 1907, les municipalités de certains départements du Midi décidèrent de suspendre tous les services.

Un évêque, sur présentation d'un acte d'huissier, constatant qu'il n'y avait plus d'officier de l'État civil dans la commune et que personne ne voulait exercer cette fonction avait consenti à célébrer un mariage religieux. M^{sr} Beauvain de Beauséjour, évêque de Carcassonne, fut condamné par le tribunal correctionnel de cette ville pour avoir procédé au mariage religieux de M^{lle} Fondi de Niort sans exiger la preuve préalable de la célébration civile, bien que par suite de la démission de la municipalité le mariage civil eût été rendu impossible dans la commune

(Tribunal correctionnel de Carcassonne, 16 juillet 1907).

La Cour de Montpellier, le 31 octobre 1907, confirma ce jugement (1) et déclara que les articles 199 et 200 du Code pénal constituaient une prohibition d'ordre public et ne comportaient aucune exception.

..

Nous le voyons, la jurisprudence considère les prescriptions des articles 199 et 200 comme des prohibitions absolues. Elle est jusqu'à ce jour tout à fait constante en cette matière. Il n'est pas douteux que ces deux articles ne soient demeurés en vigueur et qu'un ministre du culte qui célébrerait le mariage religieux sans avoir reçu la justification d'un mariage civil préalable encourrait les pénalités prononcées par la loi.

(1) Voir *Gazette des Tribunaux* du 9 décembre 1907. La Cour de Montpellier abaissa cependant le quantum de l'amende.

CHAPITRE II

Le port du costume ecclésiastique

Code pénal, art. 259

Il est évident que depuis la loi de Séparation le costume ecclésiastique n'est plus protégé par l'article 259 du Code pénal, punissant l'usurpation de titres ou de fonctions (1). Cependant, comme, malgré la netteté des déclarations faites à la Chambre, établissant que le port du costume ecclésiastique était désormais libre, aussi bien pour les ministres du culte que pour tous les particuliers non ministres du culte, la question a donné lieu à certaines difficultés, nous devons l'exposer dans cette étude.

..

La distinction particulière de l'habillement des ecclésiastiques ne fût générale et commune à tout le clergé que vers le VI^e siècle, lorsqu'après l'invasion des barbares, les

(1) Code pénal. *Article 259*. (Loi du 28 mai 1858). Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

laïcs ayant quitté l'habit long, les ecclésiastiques le conservèrent (1). Ce costume demeura obligatoire pour les ecclésiastiques et leur fût imposé par Henri II (déclaration du 12 juillet 1549) et Charles IX (édit du 22 avril 1561). Le costume ecclésiastique fût aboli par la Révolution (loi du 18 août 1793), mais rétabli en partie par Napoléon (loi du 18 germinal, an X). Cette loi déclare dans ses articles 42 et 43 que « les ecclésiastiques useront *dans les cérémonies religieuses* des habits et ornements convenables à leurs titres. »

Article 43. — Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir. Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets.

Cet article 43 fût modifié par un arrêté du 7 nivose, an XII, ainsi conçu :

Article 1^{er}. — Tous les ecclésiastiques, *employés dans la nouvelle organisation*, savoir : les évêques dans leurs diocèses, les vicaires généraux et chanoines dans la ville épiscopale et autres lieux où ils pourront être en cours de visites, les curés desservants et autres ecclésiastiques dans le territoire assigné à leurs fonctions, continueront à porter les habits convenables à leur état, suivant les canons, règlements et usages de l'Église.

Article 2. — Hors les cas déterminés dans l'article précédent, ils seront habillés à la française et en noir,

(1) Durand de Maillanne. *Traité de droit canonique*. (Lyon 1776).

conformément à l'article 43 de la loi du 18 germinal, an X.

Il en résulte que les ecclésiastiques ne pouvaient porter *légalement* en dehors de leur diocèse que l'habit à la française de couleur noire. Avant la loi de 1905, ce costume imposé aux ministres du culte, fut bientôt remplacé avec l'assentiment du gouvernement par le costume antique du clergé catholique. Le costume ecclésiastique avait un caractère officiel (1), protégé par l'article 259 contre l'usurpation de ceux qui l'avaient revêtu sans droit (2). Et par costume ecclésiastique il fallait entendre, d'abord les habits sacerdotaux que le prêtre porte à l'autel et dans les autres fonctions de son ministère (Cassation, 22 juillet 1837, S. 1837, 1, 561) et aussi l'habit de ville composé de la soutane, de la ceinture et du rabat qui est le véritable costume antique et traditionnel du clergé français reconnu par l'article 1^{er} de l'arrêté des consuls de l'an XII. Ce point était constant en jurisprudence (3). Mais, il n'y avait plus aucun délit si le costume était celui d'un ordre non autorisé en France. Le port de ce costume était libre (4).

(1) Garçon : *Code Pénal annoté*. Tome 1^{er}, Art. 259, p. 616, nos 18 et suivants.

(2) Ainsi jugé : pour un clerc tonsuré qui avait porté le costume ecclésiastique malgré la défense de l'évêque, après avoir renoncé à toute préparation à la prêtrise. (Voir Garçon, p. 616, n° 22) ; pour un prêtre interdit. (Cass., 9 décembre 1876. S. 77, 1, 140 ; Cass., 3 août 1877. S. 1878, 1, 240).

(3) Cassation, 24 juin 1852, D. 52, 1, 170.

(4) Orléans, 24 février 1841, S. 41, 2, 522 pour l'habit bénédictin, Metz,

.

A la séance de la Chambre du 26 juin 1905, M. Charles Chabert, député de la Drôme, avait proposé un article additionnel ainsi conçu :

« Les ministres des différents cultes ne pourront porter
« un costume ecclésiastique que pendant l'exercice de
« leurs fonctions. »

Il ne voyait aucune raison de ne pas suivre l'exemple donné en 1794 et de maintenir au profit des ecclésiastiques le privilège de conserver et de porter un costume qui jure si étrangement avec les mœurs et les goûts modernes. L'on peut consulter au *Journal officiel* et apprécier toutes les raisons données par M. Chabert pour justifier son article additionnel.

M. Aristide Briand, rapporteur, répondit à ce discours (1) que le silence du projet de loi au sujet du costume ecclésiastique n'avait pas été le résultat d'une omission, mais bien au contraire d'une délibération *mûrement réfléchie*. Qu'il avait paru à la Commission que ce serait encourir, pour un résultat plus que problématique, le reproche d'intolérance, et même s'exposer à un danger plus grave encore, le ridicule que de vouloir, par une loi qui se donne pour but d'instaurer dans un pays un

28 juillet 1832 pour le costume d'ermite. (P. Chron. D. usurp. de costume.

(1) *Officiel*, 26 juin 1905, page 2479.

régime de liberté au point de vue confessionnel, imposer aux ministres des cultes l'obligation de modifier la coupe de leurs vêtements... Que d'ailleurs la soutane supprimée, l'ingéniosité combinée des prêtres et des tailleurs aurait tôt fait de créer un vêtement nouveau, pour permettre au passant de distinguer au premier coup d'œil un prêtre de tout autre citoyen.

Que le costume ecclésiastique n'existait plus désormais pour nous avec son caractère officiel, c'est-à-dire en tant qu'uniforme protégé par l'article 259 du Code pénal.

La soutane devient dès lors, dès le lendemain de la Séparation un vêtement comme un autre, *accessible à tous les citoyens prêtres ou non*. C'est la seule solution conforme au principe même de la Séparation.

La Chambre consultée repoussa l'amendement de M. Chabert par 591 voix contre 184. La conclusion qui semble donc se dégager de cette discussion est la suivante : le port de la soutane est libre.

Ce principe une fois posé, examinons dans deux sections :

1° Si un ministre du culte peut revêtir le costume de sa fonction ;

2° Si un simple particulier peut revêtir le costume d'un ministre du culte.

*
* *

SECTION I

Un ministre du culte peut-il porter le costume de sa fonction ?

Dans l'établissement même du culte, la question ne saurait être discutée, mais, si le ministre du culte sort en costume dans la rue pour exercer une fonction de son ministère, nous trouvons dans la loi de Séparation l'article 27 qui pourrait bien être en contradiction avec cette liberté de se vêtir comme ils l'entendent, octroyée aux ecclésiastiques par les travaux préparatoires. Cet article est ainsi rédigé (1) :

Article 27. — Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Ceci aboutit à laisser au maire le pouvoir de réglementer ces manifestations extérieures dans lesquelles peuvent rentrer beaucoup d'actes ressortissant du ministère d'un ecclésiastique, actes qu'il accomplira en costume (baptême, mariage, enterrement, etc.). N'est-il donc pas à craindre qu'un maire intolérant ne se base sur cet article pour interdire comme manifestation extérieure d'un culte le port du costume ecclésiastique et, suivant les cas, sui-

(1) Voir Première Partie, Chapitre II.

vant l'intention qui a inspiré cette interdiction leur voir donner tort ou raison par les tribunaux.

Voici, pour étayer ce raisonnement deux exemples tirés de la pratique et qui ont été solutionnés en sens contraire.

Il s'agit dans le premier cas d'un arrêté de maire, approuvé par le tribunal de simple police de Montargis, le 21 septembre 1906 en des considérants adoptés par la Cour de cassation, le 23 novembre 1906 qui a jugé (1) : « qu'un arrêté municipal interdisant le port des habits sacerdotaux aux ministres des cultes qui accompagnent à pied des convois funèbres dans les rues de la commune ne saurait être considéré comme ayant eu pour but d'établir une distinction entre les convois funèbres à raison de leur caractère civil ou religieux (article 2, loi du 15 novembre 1887) (2) ; qu'il se borne en réalité à réglementer les manifestations extérieures du culte sur la voie publique, et ayant été pris en vue d'assurer l'ordre public il rentre dans les attributions de l'autorité municipale. »

(1) L'arrêt est rapporté dans Sirey 1907, 1, 480.

(2) Cette loi de 1887 dont on avait tiré argument pour attaquer l'arrêté municipal en question est connue sous le nom de loi sur la liberté des funérailles. La question de la liberté des funérailles avait été posée par un arrêté célèbre de M. Ducros préfet du Rhône, sous le ministère du 25 mai 1873. (Voir Berthelemy. *Traité du droit administratif*, p. 237). Une loi du 19 décembre 1887 a essayé de nous doter de cette ultime liberté. En examinant les jugements et arrêts fort rares que nous trouvons dans les recueils de jurisprudence, provoqués par l'application de cette dernière loi, il n'apparaît pas que son esprit libéral ait suffisamment pénétré l'esprit de toutes les municipalités.

Le deuxième cas au contraire a été solutionné en sens contraire. Il est exposé assez longuement dans la *Revue Pénitentiaire* de 1908 (page 615).

Nous ne saurions en donner ici qu'une analyse sommaire (1).

Le maire de Loupian (Hérault) avait pris un arrêté contenant les dispositions suivantes :

Article 3. — Sont interdits sur la voie publique les chants et insignes religieux.

Article 4. — Le clergé requis d'accompagner un convoi ne pourra effectuer le trajet revêtu d'ornements sacerdotaux.

Or, le 19 août 1906 un procès-verbal fut dressé contre l'abbé Valette, curé de Loupian, pour avoir contrevenu aux dispositions précitées en procédant aux obsèques d'une personne habitant la commune (article 27 de la loi du 9 décembre 1905) accompagné de trois enfants de chœur dont l'un portait une croix.

Le 3 janvier 1908, le tribunal de simple police rendait un jugement pour permettre à l'abbé Valette de déférer l'arrêté municipal au Conseil d'État. Le Conseil d'État a reconnu qu'aucun motif tiré de la nécessité du maintien de l'ordre sur la voie publique ne pouvait être invoqué par le maire pour lui permettre d'interdire le port par le clergé des ornements sacerdotaux et l'exhibition d'in-

(1) D'après le journal, « *Le Temps* » du 16 février 1908.

signes religieux dans les convois funèbres; que dès lors les articles 3 et 4 de l'arrêté municipal étaient illégaux (1).

Le commissaire du gouvernement qui avait prononcé des conclusions conformes à cette décision avait d'ailleurs fait remarquer que le juge de paix, saisi du procès-verbal de contravention à l'arrêté du maire aurait pu et même dû trancher lui-même la question sans surseoir à statuer.

Ces deux arrêts sont intéressants à rapprocher. Ils montrent que, si le port du costume ecclésiastique est libre pour un prêtre circulant isolément dans la rue, il pourrait être interdit par un maire que sa libre pensée rendrait intolérant, et qui voudrait substituer aux anciennes religions d'État une sorte d'irreligion d'État, lorsque le même prêtre exerce publiquement un acte ressortissant de son ministère.

La discussion à la Chambre n'a porté que sur la soutane. Nous avons du reste remarqué à plusieurs reprises que le législateur en faisant la loi de séparation a songé surtout au culte catholique. Il est évident que les explications

(1) Le Conseil d'État a fait là une nouvelle application de la théorie du détournement de pouvoir. En annulant cet arrêté qui était pleinement de la compétence du maire de Loupian et était parfaitement régulier en la forme, le Conseil d'État a estimé que le maire n'avait pas usé de son pouvoir pour le motif en vue duquel la loi le lui a conféré (maintien de l'ordre sur la voie publique). Un tel acte, inspiré par un but de vexation et de tracasserie confessionnelle constituait l'abus de mandat dans lequel s'analyse le détournement de pouvoir. (Voir R. P., page 607).

données s'étendent aux costumes des prêtres de toutes les religions présentes ou à venir. Si certains de ces costumes étaient par trop excentriques ou indécents et troublaient l'ordre public, nous trouverions dans les lois d'autres motifs pour les interdire (troubles apportés à la paix publique, outrage public à la pudeur, etc., etc.) Mais ici, c'est le droit commun qui s'appliquerait, et nous ne pouvons songer à examiner toutes ces hypothèses qui ne rentreraient pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

SECTION II

Un simple particulier a-t-il le droit de revêtir le costume d'un ministre du culte ?

Un simple particulier peut donc revêtir *en droit* le costume ecclésiastique. Ce droit est absolu, et nul ne pourrait le contester. Nous avons seulement à examiner le cas où le simple particulier, usant de son droit, est la cause d'un scandale qui se traduira par un trouble apporté à l'ordre public, par suite de rassemblements, coups, rixes ou désordre de toute nature. Dans la pratique, un libre penseur qui revêtira le costume ecclésiastique ne se contentera pas de circuler dans la rue. Il se livrera, pour exprimer ses convictions à des manifestations, tout au moins de mauvais goût.

Il y a donc lieu de distinguer, si le libre penseur, travesti en ecclésiastique cause par sa tenue un scandale sur la voie publique ou se contente de circuler paisiblement, c'est-à-dire s'il a par son attitude, ses manières, etc., provoqué les gens religieux qui peuvent se trouver en sa présence. S'il résulte un désordre de l'attitude du citoyen non ecclésiastique il serait condamné pour contravention à l'article 479 § 8 du Code pénal qui punit les auteurs ou complices de bruit ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants (1).

Voici un exemple qui montre comment la plupart du temps les choses se passeront et quels sont ceux qui éprouveront le besoin de revêtir le costume ecclésiastique. Il

(1) Comparez *M. Dejeante* à la Chambre, 26 juin 1905. *Officiel* 1905. Chambre, page 2480. Il est certain, je le répète, que d'une part comme de l'autre des efforts seront faits, du côté des prêtres pour maintenir le prestige du costume, de l'autre côté pour le détruire. Vous n'empêcherez pas que sur la voie publique puissent se produire des heurts, des conflits.... Les tribunaux seront appelés à en rechercher les causes. Fatalement, les magistrats, considérant les faits en eux-mêmes seront incités à condamner plutôt ceux qui auront affecté de prendre la qualité et le costume de prêtre....

Alors, vous le voyez bien, ce sera le rétablissement hypocrite de l'article 269 du Code Pénal sous une autre forme et avec plus de force que par le passé ».

A notre avis, une condamnation ne pourrait être justifiée par le seul port d'un costume religieux. Il faudra que le port de ce costume soit accompagné de gestes, propos ou attitudes qui ont motivé le scandale. L'on pourrait très bien concevoir des hypothèses où un individu revêtirait le costume d'un ministre du culte sans aucune intention provocatrice. Par exemple un indigent, héritier d'un de ses parents qui est curé, trouve dans son petit héritage des soutanes qu'il utilisera pour se vêtir.

s'agit d'une anecdote assez plaisante que nous résumons d'après la *Revue pénitentiaire* (année 1906, p. 747).

Ayant appris que le port du costume ecclésiastique ne constituait plus un délit, un industriel eut la délicate et spirituelle pensée de profiter de la circonstance pour se faire une réclame. Il chercha donc, et trouva sans peine un camelot, dont les antécédents ne méritaient pas grande indulgence, dit le juge de paix pour le caractériser. L'ayant découvert, il l'habilla en prêtre, et sous ce costume l'envoya distribuer sur la voie publique des prospectus ornés du portrait décolleté d'une artiste de son établissement. C'était, trouvait-il, plein d'esprit.

Seulement, ce qui devait arriver arriva. Un passant, M. Dumesnil-Leblé, ayant reçu un de ces prospectus, se mit en devoir de corriger le camelot, et de suppléer aux sanctions maintenant inexistantes de la loi pénale.

Impartialement, M. le commissaire de police dressa procès-verbal contre le camelot, et contre son agresseur, et non moins impartialement, le juge de simple police les a condamnés tous les deux.

Le camelot a été condamné pour contravention à l'article 479, § 8 du Code pénal. Le juge de simple police a décidé qu'en distribuant ces prospectus au moins légers, en portant le costume d'un prêtre, le prévenu avait été indiscutablement une cause de trouble pour la tranquillité publique et l'occasion d'un scandale, et a condamné le

prévenu au maximum, c'est-à-dire à 15 francs d'amende et à cinq jours de prison.

Quant à M. Dumesnil-Leblé, qui ne nia point le fait de violences légères qui lui était reproché, son avocat soutint qu'il avait été violemment provoqué par le camelot, qui, en revêtant le costume d'un prêtre pour distribuer les prospectus que l'on sait avoir blessé sa conscience. Cette défense n'était pas sérieuse. Cette provocation ne pouvait certainement pas excuser, encore moins justifier juridiquement une contravention de violences légères (1).

*
* *

Nous disions qu'il faudrait, pour être répréhensible, ajouter au port du costume certains actes de nature à choquer les convictions religieuses d'autrui. Cette proposition est pleinement justifiée dans une grande ville où l'on ignore quels sont ceux qui ont ou n'ont pas la qualité

(1) Des exemples analogues rapportés dans les journaux sont très nombreux. Tantôt ce sont des jeunes gens, qui, déguisés en prêtres vont de café en café jusqu'à ce qu'ils soient en état avancé d'ébriété.

Voici un autre exemple raconté par le journal *Le Journal* du 17 avril 1908 :

Plaisanterie macabre

M. L'abbé G..., vicaire de la paroisse de Neuilly-Plaisance se rendait au plateau d'Avron, pour un convoi, lorsqu'allée des Coteaux, il vit sortir d'un débit un ivrogne affublé d'une soutane en loques. Celui-ci se livra à des contorsions stupides et multiples en accompagnant le clergé. Le cortège des obsèques faillit lui faire un mauvais parti.

Le mauvais plaisant, un apprenti menuisier de 17 ans, Marius R..., a été déféré au parquet de Pontoise.

de prêtre. Il est évident que, si inconnu dans la région, je me promène, costumé en ecclésiastique dans les rues de Paris, de Lyon ou de Marseille il n'en saurait résulter aucun scandale.

Mais, dans une petite ville le scandale ne peut-il pas résulter du seul port du costume ecclésiastique. Voici dans une commune croyante un libre-penseur. Il est seul à posséder ces opinions dans le village où il habite. Il les a souvent manifestées, et tous le connaissent comme tel. Un jour, en matière de protestation il sort habillé en prêtre. J'admets, par hypothèse, qu'il ne se livre à aucune manifestation indécente et se contente de circuler paisiblement dans les rues du village. Une rixe s'ensuit, mais cette rixe est provoquée par qui? — Par le libre penseur ou par les croyants qui se seront scandalisés? — Quel juste motif pourront-ils donner de leur indignation? — Elle a été causée par le port du costume ecclésiastique par un libre-penseur. Mais le port de ce costume est libre. L'ordre public a été évidemment troublé, mais par qui et à qui en bonne justice appliquerait-on l'article 479, § 8 du Code pénal? — ??

*
* *

N'y aurait-il pas, s'est-on demandé (1), quelque moyen légal d'empêcher ces exhibitions, moyen qui serait cer-

(1) *Revue Pénitentiaire*, *ibidem*, page 749 et l'auteur de l'article conclut ainsi : Alors quoi ? M. Dumesnil Lellé a peut-être d'instinct trouvé la solution.

tainement approuvé par les partisans les plus résolus de la Séparation? Il nous paraît incontestable que l'autorité municipale, et à Paris le Préfet de police pourraient interdire le port du costume religieux sur la voie publique, s'il peut y occasionner des tumultes, des troubles et un scandale. Mais la conséquence serait alors que la prohibition s'étendrait aux prêtres, qui se trouveraient ainsi privés du droit de se vêtir comme ils l'entendent sur la voie publique. Ce n'a point été la volonté des auteurs de la loi nouvelle. Un règlement municipal pourrait-il donc interdire le port du costume à ceux-là seulement qui ne sont pas prêtres. C'est bien difficile à admettre. Le caractère d'un règlement de police est d'être général et on comprendrait mal une exception faite en faveur des prêtres que la loi ne reconnaît plus.

Nous admettons donc les conclusions suivantes :

1^o Le costume ecclésiastique peut être porté par le premier venu. Son port est libre, il n'a plus aucun caractère officiel et n'est plus protégé par l'article 259 du Code pénal, ainsi qu'il résulte de la déclaration expresse du rapporteur de la loi de Séparation à la Chambre ainsi que du principe même de la Séparation. (Loi du 9 décembre 1905, article 2) ;

2^o Si le port du costume par un non ecclésiastique produit un scandale sur la voie publique, il pourrait y avoir une poursuite judiciaire basée sur l'article 479, § 8 du Code pénal ; mais encore faudrait-il que ce scandale se

soit manifesté par des actes extérieurs. Nous n'admettrions pas que le scandale résulte du fait qu'un croyant ait été choqué ou froissé par le port du costume ecclésiastique par celui qui n'y avait aucun droit (1).

(1) L'on pourrait prétendre que celui qui, bien qu'ayant le droit de revêtir un costume consacré par l'usage à une profession spéciale, use de son droit dans le seul but de froisser les convictions d'autrui outrepassé les limites de ce droit. Il y aurait là un nouveau cas d'application de la théorie récente de l'abus du droit. Consultez sur cette théorie les travaux récents des civilistes et notamment ceux de M. Josserand, professeur à la Faculté de Droit de Lyon.

CHAPITRE III

Circonstance aggravante de « ministre du culte » en matière d'attentat aux mœurs

Code pénal, article 333

La section IV du titre II, livre III du Code pénal est consacrée aux attentats aux mœurs. Dans cette section l'article 333, qui traite des circonstances aggravantes, étant donné la qualité des auteurs des attentats aux mœurs est ainsi conçu :

Article 333 (Loi du 13 mai 1863). — Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat, s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle, s'ils sont ses instituteurs ou serviteurs à gages, ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires *ou ministres d'un culte* ou si le coupable quel qu'il soit a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à temps dans le cas prévu par le paragraphe premier de l'article 331, et des travaux forcés à perpétuité dans les cas prévus par l'article précédent. —

Cette circonstance aggravante de ministre du culte est-elle maintenue par la loi de Séparation? Pour étudier cette question, nous sommes obligés d'examiner quelle était sur ce point l'opinion de la jurisprudence et de la doctrine antérieurement à la loi du 9 décembre 1905.

..

JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE A LA LOI DU 9 DÉCEMBRE 1905

Une jurisprudence unanime faisait une circonstance aggravante de la qualité de ministre du culte considérée en elle-même. On était puni plus sévèrement parce qu'on était ministre d'un culte, et non seulement parce que cette qualité vous avait servi pour exercer une pression morale sur la volonté de la victime de l'attentat aux mœurs.

En feuilletant les recueils de jurisprudence nous trouvons seulement deux arrêts en cette matière, mais tous deux sont importants, car ils émanent de la Cour de cassation, qui à deux reprises en 1856 et en 1880 a affirmé sa doctrine sur ce point. Vu leur petit nombre, nous devons en donner ici une analyse sommaire.

Dans le premier cas (1), il s'agissait d'un viol commis par un abbé, sur une jeune fille qui n'était pas sa paroissienne. La Cour de Cassation cassa un arrêt de la Cour

(1) Dalloz, 1856, 1, 469.

d'assises du Loiret qui n'avait pas appliqué la circonstance aggravante de l'article 333, étant donné que l'on devait uniquement considérer si l'auteur du crime avait lors de l'attentat la qualité de ministre du culte. Or l'abbé en question était, lors de l'attentat, desservant d'une paroisse.

Dans le second cas (1) il s'agissait d'un prêtre interdit accusé d'avoir commis des attentats à la pudeur. Nous tirons de l'arrêt rendu par la Cour de cassation les considérants suivants :

La Cour : « Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la fausse application de l'article 333 du Code pénal en ce que, à l'époque où les attentats ont été commis, P... était frappé d'interdiction comme prêtre, qu'il n'exerçait plus son ministère, et que ce n'est point dans l'exercice et à la faveur de ses fonctions de ministre du culte qu'il aurait commis lesdits attentats ; attendu qu'il résulte de la déclaration du jury qu'à l'époque où les attentats ont été commis, P.... était ministre du culte catholique... — Attendu que la qualité seule de ministre du culte suffit pour justifier l'élévation de la peine édictée par l'article 333 indépendamment de toute relation de la fonction avec la perpétration du crime. — Attendu dès lors qu'il n'y a plus lieu de s'arrêter au moyen invoqué, que la procédure est d'ailleurs régulière et que la peine a été légalement

(1) Sirey, 1881, I, 240 (Cass., 1^{er} juillet 1880).

appliquée aux faits déclarés constants par le jury.
Rejette..... etc.

..

DOCTRINE

Cette jurisprudence était des plus discutée par la doctrine. Nous trouvons en sa faveur et contre elle les noms des criminalistes les plus écoutés. Les arguments donnés pour ou contre cette interprétation pourraient encore avoir de la valeur aujourd'hui. Elle est approuvée par Blanche, Boitard et M. Gustave Le Poittevin (*Dictionnaire des Parquets* : Attentat à la pudeur, nos 10 et 11).

Blanche dit notamment (1) : « La qualité de fonctionnaire ou de ministre du culte suffit pour motiver l'élévation de la peine. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation quelconque de subordination entre la victime et le fonctionnaire ou le ministre du culte, ni que l'acte ait été accompli dans l'exercice de la fonction ou du ministère. Cette proposition est justifiée par le texte de la loi et par les travaux préparatoires dont elle a été l'objet. » Les fonctionnaires publics, ou les ministres du culte, disait Monseignat dans son rapport au corps législatif, en rappelant les paroles de Berlier, doivent aux autres citoyens l'exemple d'une conduite pure et sans tache ;

(1) Études sur le Code pénal, t. V, n° 134.

plus répréhensibles quand ils tombent en faute, plus coupables quand ils commettent des crimes, ils doivent être punis davantage (1).

Dans l'autre camp, avec Morin nous trouvons la haute autorité de Chauveau et Hélie et de M. Garraud (2).

Suffit-il, disent Chauveau et Hélie, d'avoir la qualité de fonctionnaire ou ministre d'un culte pour devenir passible des peines de l'article 333. Ne faut-il pas encore que le crime ait été commis dans le lieu où les fonctions étaient exercées, et sur des personnes sur lesquelles elles donnaient autorité ? Un député avait demandé dans la discussion de la loi du 28 avril 1832, que les termes de la loi fussent restreints à ce dernier cas à l'égard des fonctionnaires : « Le motif, disait-il, qui fait porter une peine plus grave contre les personnes désignées dans le premier paragraphe, est uniquement la plus grande facilité qu'elles ont à commettre le crime ; ce motif ne s'applique donc au fonctionnaire que dans les cas où ses fonctions lui auraient donné un ascendant sur la personne, un moyen de s'introduire auprès d'elle ; en un mot, qu'autant que le délit ait été commis sous l'influence des fonctions. La disposition de la loi ne doit donc pas être obligatoire contre la seule qualité de fonc-

(1) Locré. *Travaux préparatoires du Code pénal*, t. XXX, p. 521. Comparez Boitard. *Droit criminel*, n° 375.

(2) Morin (Rép. Attentat aux mœurs, 16). Chauveau et Hélie. *Théorie du Code pénal*, t. IV, n° 1599. Garraud. *Droit pénal français*, t. V.

tionnaire public, mais seulement facultative, selon les cas, essentiellement variables.

Dira-t-on que les fonctionnaires publics, en cette qualité doivent donner l'exemple de la moralité et sont plus coupables quand ils y manquent ? — Mais alors, aggravez donc contre eux toutes les peines pour tous les délits et non pour celui-ci spécialement car il n'existe pas pour lui de raison spéciale (1) ».

Cet amendement fût repoussé sans discussion à une faible majorité. Mais, il est difficile, ajoutent Chauveau et Hélie, de méconnaître la justesse de ce système.

Plus loin, ils font justice de l'argument tiré des travaux préparatoires : « Quelques paroles du Rapporteur du Corps législatif semblent contredire la distinction proposée. « Les fonctionnaires publics, disait M. Monseignat ou les ministres d'un culte, les hommes investis d'un caractère éminent doivent aux autres citoyens l'exemple d'une conduite pure et sans tache : plus reprehensibles quand ils tombent en faute, plus coupables quand ils commettent des crimes, ils doivent être punis davantage. »

Mais, il faut remarquer que ces dernières lignes empruntées à M. Berlier n'avaient été appliquées par celui-ci qu'au fonctionnaire coupable de concussion et que la loi frappe d'une peine plus grave que le simple préposé.

(1) Voir *Moniteur* du 6 décembre 1830.

M. Monseignat en étendant cette observation aux crimes de viol et d'attentat à la pudeur n'a pas réfléchi que la gravité de ces crimes ne se puisait plus, comme celui de la concussion dans l'élévation des fonctions, mais bien dans l'abus de l'autorité qui en dérive ; car si le fonctionnaire qui commet un tel crime était réputé plus coupable à raison de son seul titre, cette présomption devait s'étendre à tous les crimes, à tous les attentats. Ce n'est donc pas l'indignité du fonctionnaire que la loi punit dans le viol d'une peine plus grande, c'est l'application de son influence et de son pouvoir à la consommation du crime... (1)

.

Nous avons cru devoir exposer un peu longuement les critiques adressées avant la loi de Séparation à la solution

(1) Comparez Garraud. *Droit pénal français*, t. V, n° 1842. L'aggravation légale est-elle encourue par cela seul, et par cela même que l'auteur de l'attentat a la qualité de fonctionnaire public ou de ministre d'un culte. Ne faut-il pas encore que le fonctionnaire public ou le ministre d'un culte ait abusé de l'autorité et des facilités que ses fonctions ou son ministère lui procurent pour commettre le crime ? De ces deux interprétations, si la première est plus conforme au texte et à son histoire, la seconde est certainement plus rationnelle. Ce que la loi a voulu punir, en effet, c'est l'abus d'une situation ; quand la fonction ou le ministère de celui qui commet un attentat à la pudeur n'a pu exercer aucune influence sur la perpétration du crime, on ne voit pas de motif bien sérieux pour traiter le fonctionnaire public ou le ministre du culte autrement que tout autre citoyen.

M. Garçon dans son *Code pénal annoté*, t. 1^{er}, p. 858, n° 162 expose la controverse sans se prononcer sur la question.

jurisprudentielle, car depuis la loi du 9 décembre 1905, ces critiques deviennent pleinement justifiées.

C'est dans un pareil cas que l'on peut tirer argument de l'article II de la loi de 1905 : La République ne reconnaît plus aucun culte. Si elle connaît les ministres du culte, c'est pour leur accorder certaines protections ou leur imposer certaines obligations, mais dans tous les cas, ce traitement de faveur ou de rigueur est en rapport étroit avec leur caractère religieux. Le législateur n'a considéré qu'une seule chose, l'influence que leur caractère sacré leur donnera vis-à-vis de leurs ouailles pour les inciter à commettre tel crime ou tel délit. L'on a considéré le ministre du culte dans l'exercice de son ministère, comme disposant d'une plus grande autorité morale. Mais, une fois sorti du Temple, de l'Église, de la Mosquée ou de la Synagogue, le ministre du culte n'est plus qu'un citoyen comme un autre. La loi ne veut plus le connaître que comme tel, et dès lors il n'importe plus de considérer sa qualité en elle-même, mais seulement si cette qualité lui a donné autorité sur sa victime. Les mots (ministres du culte) seraient donc implicitement abrogés par la loi de Séparation dans l'article 333 ; le ministre du culte rentrerait dans la classe des personnes *pouvant avoir autorité*.

Est-ce un ministre du culte qui a commis un attentat à la pudeur sur des enfants, à lui confiés pour leur enseigner le catéchisme, par un confesseur sur sa pénitente,

alors il aura autorité. Mais, si au contraire le ministre du culte est en voyage, s'il se laisse aller à commettre un viol sur une jeune fille du pays où il se trouve, jeune fille qui peut appartenir à un autre culte que le sien, l'on ne pourra soutenir qu'il avait autorité, et dès lors il se verra appliquer le droit commun.

En réalité, nous ne pouvons songer à examiner toutes les hypothèses qui pourront se présenter. Ce sera une simple question d'espèces. Le tribunal appréciera si la qualité de ministre du culte pouvait donner autorité, et ce sera à notre avis le critérium sur lequel il devra s'appuyer pour admettre ou repousser la circonstance aggravante.

∴

Pour étayer notre affirmation, nous pouvons tirer un argument des travaux préparatoires de la loi du 9 décembre 1905, argument qui démontrera comment le législateur entendait considérer à l'avenir le ministre du culte : comme un citoyen plus puissant qu'un autre dans l'exercice de son ministère, comme un simple citoyen dans la vie privée.

M. Maurice Allard (*Officiel* du 10 avril 1905, page 1297) a exprimé cette idée répétée à plusieurs reprises par le Rapporteur de la loi. C'était à propos de la police des cultes, mais dans le cas qui nous occupe, nous pouvons en tirer un argument par analogie :

« Lorsque le prêtre dépose sa soutane, je considère qu'il lui est loisible, comme à tout citoyen d'aller dans les réunions publiques, de faire de la politique comme quiconque. Mon contre-projet, *pas plus d'ailleurs que le projet gouvernemental*, n'interdit au prêtre, considéré comme homme, alors qu'il dépouille son caractère sacré de se mêler à la vie politique comme tout citoyen. *Nous ne le frappons que s'il agit dans l'exercice de ses fonctions et comme prêtre, parce que là il est véritablement dangereux et qu'il peut exercer sur ceux qui l'écoutent et croient en lui une pression décisive et d'autant plus violente qu'elle ne sera pas raisonnée* (1).

Et, M. Briand, rapporteur de la loi à la séance du 29 juin 1905, (*Officiel*, page 2596) disait encore, cette fois à propos de la diffamation : « Vous ne pouvez assimiler le cas d'un orateur, parlant en réunion publique devant des citoyens avertis avec le cas du ministre du culte parlant *dans l'Église, du haut de sa chaire*, devant un public de fidèles courbés sous sa parole qu'ils n'ont jamais discutée. »

La Séparation a enlevé aux ministres du culte, leur caractère quasi officiel, qui seul justifiait l'assimilation que la loi faisait d'eux avec les fonctionnaires, pour leur

(1) Comparez M. Gabriel Deville (séance du 23 mars 1908, *Officiel*, p. 1040, Chambre) « Hors des édifices consacrés aux exercices religieux « le prêtre pourra librement parler de politique, comme les autres citoyens ».

imposer l'obligation de donner l'exemple d'une moralité plus élevée.

..

L'on soutiendrait difficilement que le ministre du culte aurait autorité à raison de sa qualité même et de l'impres-
sion que l'énoncé de cette qualité pourrait faire sur sa
future victime. Une pareille conception aboutirait à
appliquer la circonstance aggravante à tous ceux qui
exercent une profession qui peut leur donner vis-à-vis du
public un certain prestige, et une telle conséquence est
inadmissible.

Du reste, cette distinction de savoir s'il y avait ou non
autorité, proposée par Chauveau et Hélie et Garraud était
déjà celle de nos vieux criminalistes, et, c'est un argu-
ment singulièrement fort à apporter à l'appui de notre
thèse que de citer l'opinion de Muyard de Vouglans, ce
magistrat de l'ancien régime, dont l'orthodoxie sévère
aurait dû, à ce qu'il nous semble souhaiter, dans tous les
cas où un attentat aux mœurs est commis par un ministre
du culte, l'application de la circonstance aggravante.

Bien au contraire, nous trouvons le passage suivant
dans les *Lois Criminelles de la France* (1).

« L'on ne prononce la peine de mort, que dans les deux

(1), Muyard de Vouglans, *Lois criminelles de la France*, p. 242

cas de l'atrocité des circonstances et de la qualité et indignité des coupables dont il est parlé dans cette loi. L'on veut dire, par la qualité des coupables, lorsque cette qualité est telle *qu'elle donne une espèce d'autorité sur la personne qu'ils ont violée*, comme serait par exemple un tuteur envers sa pupille, un geôlier envers sa prisonnière, un maître envers sa domestique et autres dont nous avons parlé en traitant du stupre —... Et, en parlant du stupre, Muyard de Vouglans avait ajouté à cette liste : « le médecin qui abuserait de sa malade, le maître à chanter ou à danser de son écolière, *le curé de sa paroissienne, le confesseur de sa pénitente* et le seigneur de la fille de son vassal. »

Notre conclusion sera donc la suivante :

La loi de Séparation a abrogé la circonstance aggravante de ministre du culte, en matière d'attentat aux mœurs. Cette abrogation tacite se fonde sur les intentions du législateur. Il y aura seulement lieu de rechercher si le ministre du culte était de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne victime de l'attentat, c'est-à-dire, si ses fonctions pouvaient lui donner un ascendant sur la victime. En un mot, il faudra pour appliquer la circonstance aggravante, considérer non plus la personne de l'auteur, mais celle de la victime, voir si d'après ses convictions, ses opinions, ses rapports avec le ministre du culte incriminé, elle pouvait être plus facilement endoctrinée qu'une autre personne. Voilà un ministre du culte

commettant un attentat à la pudeur sur un libre penseur de sa paroisse. Peut-on vraiment soutenir qu'il avait autorité? — Tout au contraire, et bien que la victime appartienne à la paroisse du prêtre incriminé, c'est le droit commun que nous appliquerions dans un cas analogue.

CHAPITRE IV

Secret professionnel

Code pénal : Article 378

SECTION I

Confidences reçues à la confession

L'article 378 du Code pénal punit d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs les « médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes, dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets.

Cette disposition a été introduite dans l'intérêt public, car l'on a considéré que certaines gens sont, de par leur profession, dépositaires de secrets importants intéressant l'existence intime des familles, secrets qu'on n'hésite pas à leur confier vu le besoin que l'on a de leur concours et la croyance absolue à leur discrétion. Dès lors, s'ils révélaient ces secrets ils tromperaient cette confiance, causeraient un préjudice à leurs confrères auxquels on n'oserait

plus s'adresser, et de plus, pourraient être tentés d'abuser des révélations reçues par nécessité dans le but peu honorable de réaliser des gains illicites. Telles sont quelques-unes des raisons, très nombreuses et très complexes qui ont motivé un article tel que l'article 378 (1).

Le prêtre de la religion catholique, ainsi que tous les ministres du culte, présents ou à venir, qui peuvent à raison de leur caractère recevoir les confidences de leurs fidèles, rentrent dans la classe des personnes dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie.

Mais, comme il s'est agi surtout de la confession et du prêtre catholique, nous devons raisonner sur cet exemple et, naturellement ce que nous dirons à ce sujet peut s'étendre aux confesseurs de tous les cultes (2).

(1) Le respect des devoirs, le maintien de la foi jurée, importent à la Société autant que la justice elle-même (Faustin Hélie. *Revue critique de législation*, t. XIII, année 1841, p. 276.

(2) Les lignes qui suivent empruntées à un écrivain très catholique M. François de Nion et tirées d'un article intitulé : « Il y a-t-il un secret professionnel des prêtres » nous renseignent bien sur toute la portée et l'intérêt que peut avoir la question que nous étudions et l'importance de la pratique de la confession.

« C'est un besoin presque physique pour l'âme humaine de s'ouvrir à « une autre âme, de livrer ce *moi* intime que nous sentons tous en nous « et qui nous sépare, qui nous isole des autres. Tous les peuples ont « connu la nécessité de la confession, tous les cultes en ont compris la « grandeur morale... et aussi pour eux l'intérêt temporel. On trouve par- « tout, à toutes les époques la confiance religieuse : dès l'origine des « histoires, l'Inde, la Perse, la Chine l'inscrivent parmi leurs rites, et les « pâles initiés qui reviennent tremblants d'avoir pénétré les mystères « d'Eleusis, ont, avant d'entrer dans les galeries d'épreuves, dévoilé leurs « fautes à l'Hiérophante.

*
* *

Le secret de la confession est une des règles fondamentales du culte catholique. La jurisprudence des Parlements, et tous les anciens criminalistes s'accordaient pour décider que le prêtre ne devait pas le révéler à la justice (1). Notre ancien droit allait même plus loin, et tandis qu'il ne punissait pas en règle générale la divulgation du secret professionnel, la violation du secret de la confession était considérée comme un crime grave (2)

« Robespierre, ce mystique, quand il eût fermé les temples et chassé les « prêtres, sentit une inquiétude d'avoir touché cette soupape au remords ; » il institua, pour remplacer les confesseurs, des confréries de « vieillards « vertueux », avec qui les citoyens dont la conscience ressentait quelque « trouble pouvaient s'entretenir. On voit encore dans les jardins des Tuileries les hémicycles aux degrés de marbre où ces élus devaient s'asseoir « les jours de fête, tenant en main des palmes.

« Si l'homme n'avait pas le soupir, il étoufferait — dit un proverbe « arabe ; ce soupir d'épanchement, la religion catholique, si appropriée « aux tendances de notre nature, si faite pour en contenter tous les « besoins et en prévenir tous les désirs, le recueille chez ses fidèles en « vertu d'un mot de l'Évangile. On juge avec quelle rigueur le secret de « la pénitence doit être défendu ; c'est en grande partie pour l'assurer « que le célibat des prêtres — *qui n'ont pas d'obligation dogmatique* — « est si jalousement exigé parmi nous. On ne comprend pas l'aveu à un « prêtre marié..... (François de Nion) ».

(1) Ces lignes, ainsi que celles qui suivent, sont empruntées au *Code pénal annoté* de M. Garçon dont nous adoptons en grande partie les opinions sur ce point. Voir t. I^{er}, art. 378, nos 145 et suiv.

(2) Farmacius. *Quæst.*, 51, n° 93 ; Faber. *De test.*, IV, 15 ; Serpillon, l. 159 ; Merlin. *Rép.* Confesseur ; Muteau. *Du secret professionnel*, p. 421 ; Masuer, tit. XVII, n° 40 ; Muyard de Vouglans, p. 786. Ceux qui par état sont tenus de garder le secret qui leur est confié, tels que les avocats, procureurs, notaires, etc... *et à plus forte raison* les confesseurs.

puni des peines les plus sévères, exception faite pour les crimes de lèse-majesté (1).

Ce principe a été accepté par notre droit moderne. Mais, la plupart des arrêts, pour justifier ce secret, invoquaient jusqu'ici avec l'article 378 les dispositions du Concordat. Ainsi il a été jugé (2) : « Qu'il résultait du Concordat et des articles organiques que la religion catholique était placée sous l'autorité du gouvernement ; que ce qui tenait à son exercice devait par conséquent être respecté et maintenu ; que la confession tient essentiellement au rite de cette religion : qu'elle cesserait d'être pratiquée dès l'instant où son inviolabilité cesserait d'être

(1) Jousse, t. II, p. 98 : « Les prêtres ne sont pas tenus de déposer sur les choses qu'ils savent sous le secret de la confession.

Ce qui a lieu même dans les crimes les plus atroces comme celui de lèse majesté. Quand le roi Philippe-le-Bel voulut accuser d'hérésie le pape Boniface VIII, et faire ordonner qu'après sa mort ses os seraient brûlés, un des chefs d'accusation fût qu'il avait fait révéler une confession...

On excepte néanmoins en France, le crime de lèse majesté au premier chef, dont la gravité et l'importance rendent excusable celui qui commet ce crime.

Robert de Cassel, second fils du comte de Flandre, ayant accusé Louis son frère aîné d'avoir voulu empoisonner son père, Louis fût arrêté prisonnier, ses gens ainsi que son confesseur mis à la torture.

Un gentilhomme de Normandie, s'étant accusé à confesse à un cordelier qu'il avait voulu tuer le roi François I^{er}, fût dénoncé par son confesseur, pris et condamné à mort...

Le père Garnet, religieux fut mis à mort sous Henri IV (1602) pour avoir refusé de révéler la conjuration faite contre Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, qui lui avait été confiée à la confession...

(2) Cassation, 30 novembre 1810, Lorraine B. 151, S et P chron. D., culte 123.

assurée ; que les magistrats doivent donc respecter et faire respecter le secret de la confession ».

La disparition du Concordat a-t-elle eu une influence sur l'état de choses antérieur ? Nous considérons, ainsi que M. Garçon, comme absolument sûr que la Séparation de l'Église et de l'État laisse subsister le droit qui appartient au prêtre de refuser de déposer sur le secret de la confession. La loi de 1905 déclare en effet, qu'elle assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions qu'elle détermine. Or le secret de la confession est une des règles fondamentales du culte catholique. Le croyant doit pouvoir avec une confiance absolue s'adresser au prêtre de sa religion et la loi ne pourrait sans offenser gravement les consciences, obliger ce prêtre à révéler de tels secrets.

Nous considérons aussi comme évident, que l'article 378 serait applicable à un prêtre qui révélerait le secret qui lui a été confié à la faveur d'une confession.

L'on peut objecter, il est vrai, que la loi ne reconnaissant plus aucun culte, n'a pas à garantir et à sanctionner une obligation purement sacerdotale et cultuelle ; que la loi française admettrait donc aujourd'hui à l'exemple de plusieurs codes étrangers que le prêtre a la faculté de refuser son témoignage, mais ne le punirait plus s'il révélait le secret à lui confié (1).

(1) Par exemple, Code pénal hongrois, article 329.

Nous inclinons à maintenir l'application de l'article 378 et nous serons des plus affirmatifs sur ce point. L'article 378, édicté dans un but de sécurité publique, permet d'atteindre tout dépositaire d'un secret à lui confié dans l'exercice de sa profession, cette profession fut-elle purement privée, comme celle de médecin, avocat, pharmacien (1). Il n'y a donc aucune raison pour ne pas l'appliquer au prêtre qui apprend un secret à la faveur d'une confession.

D'ailleurs, la loi de Séparation ne méconnaît pas qu'il y a des cultes et des ministres du culte, puisqu'elle leur garantit même la liberté. Du reste, si l'on admet que le confesseur est dispensé de déposer en justice, l'on reconnaît par là même l'existence du secret au point de vue légal et on peut tout aussi bien en punir la révélation.

..

SECTION II

Confidences reçues dans l'exercice des fonctions, mais hors la confession

Un point plus délicat, qui était déjà discuté sous l'empire du Concordat, est de savoir si le secret est restreint

(1) M. Garçon irait même plus loin et étendrait l'obligation du secret professionnel à un caissier ou à un secrétaire particulier. Avec la 1^{re} section de notre chapitre iv cesse le passage que nous avons emprunté au Code pénal annoté de notre maître : M. Garçon.

aux confidences faites dans la confession sacramentelle, ou s'il faut l'étendre à toutes celles reçues par un prêtre à raison de ses fonctions sacerdotales ?

Cette question se pose toujours dans les mêmes termes, et la loi de Séparation a même apporté un argument nouveau et singulièrement impressionnant aux partisans de la restriction du secret professionnel, aux confidences faites dans la confession sacramentelle. C'est que depuis la Séparation le nombre des cultes se trouve illimité. Par suite, c'est étendre singulièrement le nombre des gens qui peuvent se retrancher derrière le secret professionnel, car tout ministre d'un culte où l'on ne pratique pas la confession pourra refuser de déposer s'abritant derrière son caractère sacré. Il pourra même fonder un culte d'occasion, pour avoir le droit de refuser son témoignage à la justice et les tribunaux seraient contraints de lui refuser la qualité de ministre du culte pour l'obliger à déposer. D'un autre côté ce n'est pas sans répugnance que nous adopterions la solution suivante : refuser la dispense à tous les prêtres à quelque culte qu'ils appartiennent, du moment qu'ils ont reçu le secret dans l'exercice ou à l'occasion de leur profession et non à la confession. Car l'on ne peut instituer un traitement de faveur pour certains cultes que nous déclarerions — et pourquoi ? — plus sérieux que les cultes futurs. Il faut qu'une pareille règle soit applicable à tous les cultes, dans un sens ou dans l'autre. Examinons donc les arguments donnés pour ou

contre l'extension du secret professionnel par les auteurs.

Restriction du secret aux confidences reçues à la confession.

Faustin Hélie, *Revue critique de législation* (1844, t. XIII, p. 276) et *Traité d'instruction criminelle*, t. IV, p. 462, n^{os} 1850 et suivants. — L'obligation de déposer s'étend à toute personne. Ni les évêques, ni les autres ecclésiastiques ne peuvent invoquer une autre exception que celle résultant de la confession, une autre inviolabilité que l'inviolabilité du sacrement. Si nous consultons l'ancien droit, nous y voyons que le prêtre hors de ses fonctions de confesseur rentrait dans la classe commune et devait son témoignage (Farinaccius, quest. 51, n^o 93. Merlin, Rep. Témoin, § 1^{er}, art. 6, p. 89. Jousse, *Traité de la justice criminelle*, t. II, p. 99 et 100. Ce dernier dit notamment : « Si l'affaire pour laquelle le confesseur est assigné est étrangère à la

Extension du secret aux confidences reçues hors de la confession.

Le ministre du culte, quelque soit le culte est par la nature de ses fonctions dépositaire des secrets des fidèles. Il pénètre dans l'intérieur des familles aux moments les plus solennels de la vie, et particulièrement au moment suprême de la mort ; il a besoin de connaître les plaies pour les panser, il provoque les confidences par les consolations mêmes qu'on attend de lui. Comment cette confiance et cet abandon existeraient-ils s'il pouvait, s'il devait révéler les secrets qu'on lui confie.

(Conseiller SALLANTIN).

Direz-vous ce qui est confession et ce qui ne l'est pas ? Qui vous a donné pour cela une mission. Êtes-vous des théologiens ou des juges ? Lorsque le vénérable aumônier qui accompagne le condamné dans sa char-

confession et que le confesseur ne la sache point par cette voie, mais par une voie étrangère, rien n'empêche alors le confesseur de pouvoir déposer même contre ce pénitent.

Cette doctrine défendue par M. Faustin Hélie a été adoptée par la Cour de cassation de Belgique (1877, S. 1878, 2, 21).

rette quitte le pied de l'échafaud, le juge d'instruction le fait-il venir dans son cabinet pour l'ouïr sur les révélations de culpabilité ou de complicité que le mourant a pu lui faire ? Le juge lui propose-t-il cette subtile distinction entre une simple confidence et une confession régulière.

(M. DE CORMÉNIN).

Nul ne doit être placé dans l'alternative ou de se priver du secours de la religion ou de fournir un témoin contre soi-même.

(Cubain, Proc. devant la C. d'assises, 460 n° 480).

Voir aussi Muteau, *Du secret professionnel*, p. 430 et 432. Villey, note dans S. 92, 1, 474. André Hallays, *Le secret professionnel*, p. 129.

Nous inclinierions donc à penser que la jurisprudence ancienne que nous allons maintenant exposer, conserve toute sa valeur sur ce point.

..

La Cour d'appel d'Angers le 31 mars 1841 (1) jugea

(1) Sirey, 1841, 2, 225.

qu'un évêque appelé comme témoin dans un procès criminel (attentat aux mœurs contre un ecclésiastique de son diocèse) n'était pas tenu de déposer des faits dont il n'avait eu connaissance que dans l'exercice de sa juridiction disciplinaire.

D'autres décisions, sans restreindre strictement le secret des prêtres aux confidences faites dans la confession sacramentelle n'y comprenaient cependant que celles qui sont la suite de la confession et son complément et qui ont été faites au même titre et sous le sceau du même secret (1).

Mais la Cour de cassation a tranché la question dans le sens de la large extension du secret (2).

Un prêtre avait reçu, croyait-on, hors de la confession les confidences d'une femme adultère. Le mari de cette

(1) C. d'assises de la Loire, 4 juillet 1890, D. 91, 1, 236 ; Trib. de Grenoble, 24 mai 1882, Sirey, 1884, 2, 48.

Comparez MUYARD DE VOUGLANS, p. 786. « Il y a trois modifications au secret professionnel : la première, que les avocats et autres dont nous venons de parler peuvent être contraints à déposer dans les affaires qu'ils peuvent savoir autrement que par la nécessité de leur profession. La seconde, qu'ils peuvent également y être contraints, lorsqu'il paraît que c'est frauduleusement qu'on a eu recours à leur ministère, pour les empêcher d'être entendus en déposition ou pour pouvoir s'en faire un moyen de reproche contre eux. La troisième enfin, que dans les autres cas où leur qualité empêche qu'ils ne soient entendus en déposition, elle ne saurait les dispenser de paraître sur l'assignation qui leur est donnée pour proposer l'exception qu'ils prétendent tirer de cette même qualité. » Ces restrictions des plus raisonnables pourraient être encore formulées ainsi aujourd'hui.

(2) Sirey, 92, 1, 473.

femme ayant tenté de tuer l'amant, le prêtre fut interrogé dans l'instruction. Il se refusa à déposer, et la Cour rendit l'arrêt suivant qui approuva sa conduite.

La Cour : vu les articles 80 du Code d'Instruction criminelle et 378 du Code pénal. — Attendu que les ministres du culte *légalement reconnus*, sont tenus de garder le secret sur les révélations qui ont pu leur être faites à raison de leurs fonctions ; que pour les prêtres catholiques il n'y a pas lieu de distinguer s'ils ont eu connaissance des faits par la voie de la confession ou en dehors de ce sacrement, que cette circonstance en effet ne saurait changer la nature du secret dont ils sont dépositaires, si les faits leur ont été confiés dans l'exercice exclusif de leur ministère sacerdotal et à raison de ce ministère ; que cette obligation est absolue et d'ordre public...

... Plus récemment le tribunal correctionnel de la Seine (1) le 19 mai 1900 a condamné un prêtre, qui, ayant reçu hors de la confession l'aveu d'une femme qu'elle entretenait une correspondance passionnée avec un franciscain, s'était fait remettre cette correspondance, avait obtenu des réponses du religieux et avait révélé dans l'intérêt de l'ordre les faits et lettres à lui confiés en sa qualité de prêtre, au supérieur des Franciscains.

M. Cubain (Procès devant la Cour d'assises (2)) exigeait

(1) Voyez Dalloz, 1901, 2, 81.

2) Voir cet ouvrage p. 430 et suiv.

pour pouvoir invoquer l'immunité résultant de l'article 378 trois conditions :

1° Le témoignage doit avoir pour objet des faits connus dans l'exercice de certaines fonctions et à l'occasion de cet exercice.

2° Ces fonctions ou professions doivent être de nature à exiger l'observation du secret.

3° Elles doivent être légalement reconnues.

La Cour de cassation s'est servi, elle aussi, de l'expression « *ministre d'un culte légalement reconnu* » (1). »

Dès lors, la solution adoptée sera différente suivant que l'on admettra qu'il existe ou n'existe plus à l'heure actuelle de culte légalement reconnu en France (Article 2 de la loi de Séparation).

Pour nous, telle n'a jamais été notre opinion. Il y a en France des cultes légalement établis et connus par le législateur. Ce sont tous les cultes fondés par des associations cultuelles légalement organisées ainsi que le culte catholique (2).

Du reste, si l'on consulte la liste comparée des arguments de la doctrine pour ou contre l'extension du secret professionnel, l'on verra que l'article 378 a été édicté plutôt comme mesure de garantie pour le public, que comme privilège en faveur de certaines professions. Avouons que ces arguments comparés ont quelque chose

(1) Voir arrêt précité.

(2) Voir notre introduction.

d'impressionnant, car nous trouvons d'un côté de simples affirmations, et de l'autre des raisons qui nous paraissent suffisamment sérieuses.

Les tribunaux auront donc à examiner seulement, (car nous ne voulons point les voir arbitres en matière de dogmes) si le ministre du culte appartient à un culte légalement établi en France, et nonobstant, déclarer qu'il a ou n'a pas le droit de se retrancher derrière le secret professionnel.

Notre solution ne va peut-être pas sans offrir certains dangers, sans étendre un peu la liste des personnes qui pourront refuser leur concours à la justice, mais, les dangers qu'offriraient la solution contraire seraient à notre avis beaucoup plus grands, et entre deux maux, il faut savoir choisir le moindre

Donc la loi de Séparation, n'aurait introduit sur ce point aucune modification aux solutions antérieures.

CHAPITRE V

Vol dans les édifices du culte

Les articles 385 et 386 du Code Pénal, qui traitent des circonstances aggravantes du vol sont ainsi conçus :

Article 385 (Loi du 13 mai 1863). — Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis avec deux des trois circonstances suivantes :

1° Si le vol a été commis la nuit.

2° S'il a été commis dans une maison habitée ou *dans un des édifices consacrés aux cultes légalement établis en France*.

3° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes, et si, en outre, le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées.

Article 386. (Loi du 28 avril 1832). — Sera puni de la peine de la réclusion, tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

1° Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans

un lieu habité ou servant à l'habitation *ou dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France* etc.

Ces deux articles font donc une circonstance aggravante du vol lorsqu'il est commis dans un édifice du culte. Ils ont remplacé, lors des révisions de 1832 et de 1863 la célèbre loi du sacrilège abrogée après la révolution de juillet (1).

Depuis la loi de 1905, dont l'article 2 proclame que la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte, ces dispositions doivent-elles continuer à recevoir leur application ? Telle est la question très pratique qui s'est posée devant les tribunaux dès le lendemain de la loi de Séparation et qui a motivé un certain nombre d'arrêtés de cours d'appel (2).

*
..

La majorité des jugements ont déclaré que depuis la loi du 9 décembre 1905, ces articles ne devaient plus recevoir leur application (3).

(1) Voir pour l'historique de la loi du sacrilège le Code pénal de M. Garçon sous les articles 385 et 386.

(2) Les vols dans les Églises se sont en effet multipliés depuis un certain temps. Faut-il voir dans ce fait un rapport avec la loi de Séparation et les décisions de la majorité des tribunaux ?

(3) En ce sens : Limoges, 15 février 1906, Sirey, 1907, 2, 173 ; Besançon, 17 janvier 1907, Sirey, 1907, 2, 32 ; Lyon, 28 mars 1907, Sirey, 1907, 2, 168.

Nous relevons en effet les considérants suivants :

. . Attendu qu'il n'y a pas lieu de relever comme aggravante la circonstance du lieu où le vol a été commis. — Attendu en effet, que si aux termes de l'article 386 du Code pénal, le vol commis dans un édifice consacré à l'un des cultes légalement établis en France était un crime, lorsqu'il était en même temps commis la nuit ou en réunion, l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, proclame que la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte, et que les établissements publics du culte sont supprimés; que dès lors il n'y a plus matière à l'application de la disposition sus-visée de l'article 386.... etc. Par ces motifs...

(Limoges, 15 février 1906.)

..... Attendu qu'il est hors de doute que, lorsque la loi du 28 avril 1832 qui a modifié l'article 386 du Code Pénal et celle du 13 mai 1863 qui a modifié l'article 385 du même Code parlent des édifices consacrés aux cultes légalement établis en France, elles entendent ceux qui sont publiquement affectés aux cultes reconnus par l'État; que l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 dispose que la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte; d'où il suit que l'organisation officielle de tous les cultes établis par les lois, décrets et ordonnances antérieurs a pris fin; que l'article 44 de ladite loi abroge

toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes antérieurement reconnus par l'État, d'où la conséquence qu'il n'existe plus aujourd'hui d'édifices consacrés à des cultes reconnus par l'État, c'est-à-dire à des cultes légalement établis par l'État en France. Par ces motifs..... (1)

(Besançon, 17 janvier 1907).

*
* *

En sens contraire nous trouvons un seul arrêt de la cour de Bourges que nous devons, vu son intérêt, rapporter ici intégralement (2).

La Cour. — Attendu que la réformation de l'ordonnance définitive s'impose, en ce qu'elle a omis de relever contre P..... la circonstance aggravante, résultant de ce que la soustraction frauduleuse reprochée à celui-ci a été commise dans un édifice consacré à un culte *légalement établi en France* ; que les dispositions des articles 385 et 386 du Code pénal, relatives aux vols commis dans des édifices consacrés aux cultes n'ont été en effet abrogés ni explicitement, ni implicitement par la loi du 9 décembre 1905, avec les prescriptions de laquelle elles ne sont nullement inconciliables ; que, pour s'en convaincre il

(1) La question n'a pas été soulevée devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne lors de la célèbre affaire « Thomas ». Il est vrai qu'il y avait lieu de relever d'autres circonstances aggravantes. (Voir *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 641).

(2) Voir Sirey, 1907, 2, 304.

suffit de s'en reporter au texte de la loi du 9 décembre 1905, lequel dispose que la République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public; qu'on ne saurait admettre qu'alors qu'il prenait l'engagement d'assurer le libre exercice des cultes, le législateur aurait eu en même temps l'intention d'abroger les textes qui assurent spécialement la répression des actes qui sont de nature à porter atteinte à la liberté de cet exercice; qu'en réalité la loi du 9 décembre 1905 loin de comporter l'abrogation partielle du paragraphe 2 de l'article 385 n'a eu d'autre effet que de rendre ces textes applicables à tout édifice consacré à un culte quelconque, sous cette seule réserve que ce culte aura été établi en France conformément à la législation en vigueur, que cette interprétation de la loi de Séparation des Églises et de l'État se trouve d'ailleurs confirmée par la loi du 2 janvier 1907, qui assure dans des conditions déterminées aux fidèles et aux ministres du culte la jouissance des édifices consacrés à l'exercice du culte; qu'il suffit donc que les formalités prévues aient été remplies, comme dans l'espèce pour que ces édifices restent dans les prévisions du paragraphe 2 de l'article 385 et du paragraphe premier de l'article 386 du Code Pénal. Par ces motifs.....

La Cour de cassation ne s'est pas encore, à l'heure actuelle, prononcée sur cette question. Telle est jusqu'à ce jour la jurisprudence sur ce point.

∴

Les arguments, ou plutôt l'argument donné par les Cours d'appel en faveur de l'abrogation tacite faite par la loi du 9 décembre 1905 dans les articles 385 et 386 des mots « *édifices consacrés aux cultes légalement établis en France* » est donc le suivant.

La jurisprudence et la presque unanimité des auteurs traduisaient « cultes légalement établis en France » par cultes reconnus. Or, il n'y a plus actuellement en France de cultes reconnus. L'article 2 de la loi de Séparation le déclare expressément. Dès lors, la circonstance aggravante de vol commis dans un édifice consacré à un culte légalement établi en France a dû disparaître de notre Code pénal.

Examinons donc quelles sont les raisons qui ont pu faire punir plus sévèrement le vol commis dans un édifice consacré au culte. Nous en apercevons trois principales.

1° Le vol d'un objet consacré à un culte peut être considéré comme un sacrilège. Telles étaient les idées qui avaient inspiré la loi dite : « du sacrilège » abrogée après la Révolution de Juillet. Dans l'état actuel de la question, cette raison n'a plus grande valeur ;

2° Tout individu peut sans justifier d'aucun motif s'introduire librement dans un édifice consacré au culte. La loi du 9 décembre 1905 elle-même accorde expressément cette facilité en déclarant dans son article 25 que « les

réunions pour la célébration d'un culte, tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques ». (1)

3° Il y a dans les édifices du culte des objets de grande valeur exposés librement et souvent sans protection d'aucune sorte au regard des visiteurs. (2)

Ces deux raisons n'ont nullement perdu leur valeur. Du moment que tout individu peut pénétrer dans un édifice consacré au culte et que le vol peut être accompli avec des facilités plus grandes, il importe que la protection soit plus sévère et la peine encourue plus forte.

Du reste, malgré l'interprétation jurisprudentielle, l'on peut contester que l'expression « *culte légalement établi en France* » doive être traduite par « *culte reconnu* ». Il n'y a plus à l'heure actuelle de culte reconnu, mais il y a des cultes légalement établis. Un culte légalement établi n'est-ce pas tout culte établi conformément aux lois, c'est-à-dire ayant fondé une association cultuelle légalement organisée ainsi que le culte catholique auquel la loi du 2 janvier 1907 a reconnu une existence légale en laissant à la disposition des fidèles et des ministres de ce culte pour la pratique de leur religion les édifices consacrés

(1) Voir 1^{re} partie, chap. 1.

(2) Cependant cette facilité est considérée en général plutôt comme une circonstance atténuante qu'aggravante. L'on juge que le vol a été provoqué, encouragé. C'est aussi que l'on a une tendance à punir moins sévèrement le vol à l'étalage.

aux cultes, bien qu'ils n'aient formé aucune association cultuelle (1).

Mais, et nous retrouvons encore ici cette grande objection dont nous croyons avoir fait justice, la République ne reconnaît, ni ne salarie aucun culte. C'est parfaitement exact, mais elle les connaît. Elle les connaît pour leur imposer certaines obligations. Pourquoi ne les connaîtrait-elle pas pour leur assurer une protection spéciale, et, lorsqu'il s'agit d'un délit tel que le vol, qui intéresse si sérieusement la paix publique, pourquoi abstraction faite de toute question confessionnelle ne pas punir plus sévèrement un vol si facile à commettre? Pourquoi la loi punit-elle plus sévèrement le vol domestique? — Parce que le domestique possède notre confiance, parce que le domestique vit dans notre maison et sous notre toit, parce que le domestique peut avoir nécessairement à portée de la main tel ou tel objet de notre patrimoine, en un mot parce que le vol présente de plus grandes facilités pour être commis et que l'auteur est plus répréhensible car il trompe notre confiance. Et encore, nous avons choisi notre domestique, nous avons avant de l'engager fait une enquête sur sa moralité. Toutes ces raisons ne conservent-elles pas leur valeur lorsqu'il s'agit d'un crucifix, d'un ostensor d'or ou d'un objet précieux, exposé sur un autel à la vue du premier venu que nous avons admis dans un

(1) Voir notre introduction.

édifice du culte, sans lui demander aucune justification de sa présence, et cela sur l'ordre de la loi.

∴

Mais, objecte l'arrêteste qui critique la solution de la Cour de Bourges (1), la Cour de Bourges est obligée de reconnaître que son interprétation conduirait à étendre l'application des articles 385 et 386 du Code pénal, qui avant la loi du 9 décembre 1905 étaient restreints aux édifices consacrés aux cultes reconnus à tout édifice consacré à un culte quelconque, pourvu que les formalités prescrites tant par la loi du 9 décembre 1905 que par la loi du 2 janvier 1907 pour l'exercice public des cultes aient été remplies. Il en résulterait que par le fait de la Séparation des Églises et de l'État les dispositions pénales contre le vol dans les édifices du culte se trouveraient aggravées, puisqu'elles s'appliqueraient désormais à d'autres édifices que ceux que les articles 385 et 386 avaient pour but de protéger.

Mais n'est-ce pas là tout l'esprit de la loi de Séparation? Lorsque la Cour de cassation déclare les prescriptions des articles 199 et 200 maintenus, elle les étend ainsi aux ministres de tous les cultes, alors qu'ils n'étaient auparavant applicables qu'aux ministres des cultes reconnus. Et pourquoi il y aurait-il deux poids et deux mesures,

(1) Sirey, 1907, 2,304.

l'une pour les dispositions pénales contre les ministres du culte, l'autre pour les dispositions pénales protectrices des édifices du culte ?

De plus, l'on ne peut contester qu'un édifice du culte catholique, par exemple, qui se serait construit postérieurement à la loi de 1863 n'aurait pas bénéficié de la protection des articles 385 et 386.

L'on ne peut contester non plus que si la République française avait, postérieurement aux lois de 1832 et de 1863 reconnu un nouveau culte, les édifices de ce culte seraient rentrés dans les termes des articles 385 et 386 qui se seraient ainsi trouvés avoir un domaine d'application plus large.

Dès lors, maintenant qu'il n'y a rien de changé, si ce n'est la forme de la reconnaissance et que la République ne reconnaît plus trois ou quatre cultes, mais tous les cultes quels qu'ils soient pourvu qu'ils se soient soumis aux lois les régissant, pourquoi refuser aux édifices du culte la protection que leur assurait la loi.

Du reste, il n'y a pas là seulement comme nous le disions plus haut une question de rapports antérieurs ou futurs entre l'Église et l'État, mais une circonstance aggravante du vol, qui a les plus fortes raisons d'être maintenue au moment où les vols dans les édifices du culte ont lieu presque quotidiennement.

*
* *

L'on pourrait soutenir que la Cour de cassation, ayant jugé le 22 mars 1889 que l'habitation, au sens légal du mot, peut résulter d'une demeure temporaire pour certaines affaires, certains devoirs, les édifices du culte rentreraient dans la définition ainsi comprise du terme : « maison habitée ».

Dès lors, la circonstance aggravante ne consisterait plus dans le fait que le vol a été commis dans un édifice consacré au culte, mais dans une maison habitée. Cette interprétation par trop extensive de la « maison habitée » nous paraît critiquable. Voilà un vol commis pendant la nuit, dans une église éloignée du village et le presbytère ne se trouvant pas voisin de l'église. Il faut vraiment par trop forcer une définition, pour soutenir qu'il y a là « vol dans une maison habitée ».

Nous pouvons de plus tirer argument du texte même des articles 385 et 386 qui sont ainsi conçus : Si le vol a été commis..... dans une maison habitée ou dans un des édifices consacrés aux cultes légalement établis en France. Cette rédaction indique bien que le législateur n'a jamais eu l'intention d'assimiler à une maison habitée un édifice du culte, sans cela il aurait commis un pléonasme. Il a fait au contraire très nettement la distinction du vol commis dans l'un et dans l'autre cas (1).

(1) Comparez Garçon, *Code Pénal annoté* page 1198, nos 121 et 122.

Si nous n'admettons pas cette assimilation, et si nous nous rangeons à l'avis des Cours d'appel de Limoges, de Lyon et de Besançon, il arrivera qu'un vol dans un édifice du culte devra être bien souvent considéré comme un vol simple, par exemple si le vol est commis le jour, ou même la nuit, sans effraction ni escalade par un voleur isolé et sans armes. Voilà un voleur qui entre vers la fin de la journée dans un édifice du culte, qui se dissimule dans un angle de l'édifice, qui accomplit son vol en toute tranquillité en prenant sur l'autel un objet précieux ; puis le lendemain à l'ouverture des portes il sort de l'édifice du culte comme il y était entré sans avoir rien à déclarer à personne. Ceci peut très bien se présenter, et, la facilité de commettre un tel délit, jointe au peu de gravité de la sanction encourue pourra tenter bien des délinquants.

..

Les travaux préparatoires, soit à la Chambre, soit au Sénat ne nous donnent aucun renseignement sur cette question. Cependant, nous trouvons dans l'*Officiel*, une

« Les lois de 1832 et de 1863 en modifiant le code pénal ont fourni une interprétation décisive ; elles prouvent que dans la pensée du législateur et dans sa volonté, une église n'est pas en soi et par elle-même une maison habitée. C'est évident puisqu'il fallait des textes formels pour établir l'assimilation. *Mais ces textes disparaissant implicitement, mais nécessairement par l'effet de la Séparation des Églises et de l'État cette assimilation a cessé.*

parole du Rapporteur qui manifeste son souci de protéger malgré la Séparation les objets d'art qui sont dans les églises :

« Nous avons déjà prouvé, disait-il, notre souci des choses de l'art en prenant des précautions contre le vandalisme des fabriciens dont l'ignorance ou le mercantilisme menaçaient les objets d'art qui sont dans nos églises (1).

Évidemment l'on n'a pas songé que la loi de Séparation pouvait avoir une influence sur les articles 385 et 386 du Code pénal. La Cour de cassation n'a pas eu, jusqu'à ce jour tout au moins, à exprimer son opinion sur cette question. Elle n'est, à notre avis, nullement confessionnelle. Nous ne voyons là qu'une mesure de protection très justifiée que la loi n'a aucune bonne raison de retirer aux édifices de cultes quels qu'ils soient dont elle assure le libre exercice (2). Justifiée encore par l'obligation imposée par la loi de recevoir n'importe qui dans un édifice du culte (loi de 1905, article 25). Il n'y aurait que des inconvénients à voir disparaître cette disposition de notre Code.

Il suffirait pour couper court à toute controverse de

(1) *Officiel*, Chambre, 2^e séance du 27 juin 1905, page 2527. (Discussion sur l'art. 28 actuel).

(2) En sens contraire la majorité des auteurs. Voyez par exemple Garçon, *Code Pénal sous les articles 385 et 386*.

supprimer le mot « légalement » dans les articles 385 et 386 du Code pénal. Une loi votée en ce sens par la Chambre et le Sénat ne nécessiterait pas de longues discussions et serait certainement souhaitable.

CHAPITRE VI

De quelques dispositions du Code d'instruction criminelle relatives aux ministres du culte

SECTION I

Un ministre du culte peut-il désormais être juré

Loi du 21 novembre 1872, article 3 (1)

La loi du 21 novembre 1872 sur le jury déclare dans son article 3 que : « Les fonctions de jurés sont incompatibles avec celles de député, de ministre, membre du Conseil d'État, membre de la Cour des Comptes, sous-secrétaire d'État ou secrétaire général d'un ministère, préfet et sous-préfet, secrétaire général de préfecture, conseiller de préfecture, membre de la Cour de cassation

(1) Voy. Boitard, *dr. Crim.* 13^e éd., p. 739 ; Garraud, *Précis de dr. Crim.*, 8^e éd., p. 787 ; Faustin Hélie, *instruc. crim.* T. VII, p. 177 ; Fuzier Hermann, *Rep. jury*, t.^{os} 171 et suiv.

Voir aussi D. P., 1872, 4, 132. Nous pouvons, d'après la loi de 1872 classer en 3 catégories les personnes incapables d'être jurés.

1^o Les mineurs, les interdits, les aliénés et les prodigues pourvus d'un conseil judiciaire.

2^o Tous ceux dont l'honorabilité est suspectée (condamnés présents ou futurs).

3^o Certains fonctionnaires ou hommes politiques.

ou des Cours d'appel, juge titulaire ou suppléant des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, officier du ministère public près les tribunaux de première instance, juge de paix, commissaire de police, *ministre d'un culte reconnu par l'État*, militaire de l'armée de terre ou de mer en activité de service et pourvu d'emploi, fonctionnaire ou préposé du service actif des douanes, des contributions indirectes, des forêts de l'État ou de l'administration des télégraphes, instituteur primaire communal.

La loi de Séparation a-t-elle, en ce qui concerne les ministres du culte, fait cesser cette incompatibilité? C'est ce que nous devons examiner maintenant.

Quelles sont donc les raisons que l'on a pu donner pour édicter cette incompatibilité en ce qui concerne les ministres du culte.

L'on a déclaré qu'en raison de leur caractère ils seraient par trop portés à l'indulgence et ne pourraient prononcer des condamnations capitales. Ce motif n'est pas sérieux. La loi ne se préoccupe pas de l'état d'âme que peut avoir un juré. Si cette raison était exacte, il aurait fallu, même avant la Séparation, édicter cette prohibition pour les ministres d'un culte quelconque. Cette expression était du reste employée dans l'article 383 du Code d'instruction criminelle et dans le décret de 1848 sur le recrutement du jury. Elle a été remplacée par celle de « ministre d'un culte reconnu par l'État », par la loi de 1872 (1).

(1) Les travaux préparatoires de la loi de 1872, ne nous donnent pas les

Nous trouvons dans les auteurs une autre explication qui est certainement plus satisfaisante (Boitard, 13^e éd., page 739 ; Garraud, *Précis de droit criminel*, 8^e éd., page 787 ; Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, tome VII, page 177). Faustin Hélie dit notamment : « La loi a établi à l'égard des fonctionnaires qu'elle a exclus une impossibilité légale de siéger. Peut-être eut-il été possible de diviser ces fonctionnaires en deux catégories ; pour les uns qui peuvent porter dans le jury des influences qui en altéreraient l'esprit, il y aurait eu réellement impossibilité d'en remplir les fonctions ; mais pour les autres qui n'en sont écartés qu'en raison de la gravité des devoirs qui pèsent sur eux et dont ils ne peuvent être même temporairement soustraits, c'était une dispense et non une exclusion que la loi eût dû formuler. »

Cette distinction est faite d'une façon plus lapidaire par M. Garraud : « Dans la crainte des abus d'influence ou pour ne pas désorganiser les services publics, dit-il, la loi a considéré les fonctions de juré comme incompatibles avec le titre de... (et suit la liste donnée par l'article 3 de la loi de 1872). »

Le ministre du culte peut rentrer dans les deux catégories signalées par Faustin Hélie. Son influence, étant donné son caractère, peut être considérable, et de plus,

motifs qui ont inspiré ce changement. L'article 3 a été voté sans aucune discussion. C'est probablement pour donner plus de précision et de clarté au texte. Comparez Carpentier, *Rep. Jury*, n° 171.

son absence pendant sa magistrature temporaire peut désorganiser le culte.

Cependant l'expression la plus exacte serait : « pour ne pas désorganiser un service public » comme s'exprime M. Garraud, et non « vu la gravité des devoirs qui lui incombent », ainsi que le déclare Faustin Hélie. L'absence d'un médecin de campagne, seul dans son village, peut tout aussi bien préjudicier aux habitants, vu la gravité des devoirs qui lui incombent, que celle d'un ministre du culte, et la loi ne l'a pas dispensé d'être juré. La loi en effet n'a à se préoccuper que des services publics. Ce serait donc pour ne pas désorganiser un service public ainsi que le laisserait entendre l'expression : ministre d'un culte reconnu par l'État dont s'est servi le législateur. Or les cultes ne sont plus des services publics. Cette raison n'a donc plus de valeur aujourd'hui.

Reste la seconde catégorie : Le ministre du culte ne serait pas juré à raison de l'influence que son opinion pourrait avoir sur les autres membres du jury. Il pourrait les influencer en leur faisant entrevoir non les récompenses présentes et terrestres comme un député ou un ministre, mais les récompenses ou les châtiments futurs. Cette raison est encore plus précaire que la précédente. Le législateur de 1905 a entendu que pris en dehors de l'édifice du culte, le ministre du culte soit un citoyen comme les autres. S'il lui a reconnu une plus grande influence, c'est pris en tant que ministre du culte et

officiant en cette qualité. En dehors de son ministère c'est un simple citoyen. Dans le jury, il y aura toujours un juré dont l'opinion aura plus de poids, soit à raison de sa profession, soit parcequ'il a déjà, dans une précédente session exercé cette magistrature temporaire, et que les jurés conscients de la gravité des devoirs qui leur incombent cherchent naturellement un guide. Qu'importe si celui qui prend cet ascendant est un ministre du culte ou ne l'est pas. Nous n'avons pas à le savoir ; nous ne devons même pas nous en préoccuper (1).

L'assimilation de l'influence qu'il peut avoir avec celle d'un député ou d'un ministre ne saurait être faite, car c'est surtout en vue de procès politiques que l'on a craint cet abus d'influence de la part de gens haut placés à la tête du Gouvernement.

Quel est donc le motif qui a inspiré le législateur ? Remarquons que la liste de l'article 3 de la loi de 1872

(1) Voir à ce sujet l'excellent ouvrage de M. *Cruppi* : *La Cour d'Assises* p. 29, chapitre 1^{er}, § 3 : « Que cherchent donc ces mines inquiètes ? Elles cherchent un maître !. Elles veulent un enseignement. Ce sont mines de gens qui sentent le besoin de se mettre à l'école et réclament un instituteur. »

Il faut avoir vécu auprès des jurés pour se rendre compte de l'importance qu'acquiert dans leur milieu « l'homme informé » autorisé à un degré quelconque à enseigner « ce qu'il faut faire » à dire « ce qui va se passer. »

L'ancien juré, par exemple, celui qui a déjà « fait une session » prend une autorité incroyable. Heureux les jurés, heureuse la justice, si ce vétéran n'est pas un sot, pourvu de faconde qui va éblouir ses collègues et les conduire avec éclat à de médiocres sentences.

(J. Cruppi. *La Cour d'Assises*).

est surtout composée de *fonctionnaires* en activité de service, que la loi n'a pas voulu voir abandonner leur poste. L'on a aussi peut-être craint de voir des fonctionnaires du Gouvernement dans le nombre des membres du jury. Dans certains débats politiques, l'on aurait mis en doute l'impartialité de ces magistrats temporaires qui seraient des fonctionnaires rétribués et non de simples citoyens.

Ce qu'il y a de certain, c'est que c'est en tant qu'assimilés à des fonctionnaires que les ministres de cultes reconnus étaient incapables de faire partie du jury.

Or, il n'y a plus de cultes officiellement reconnus. Il n'y a plus de traitement alloué aux ministres du culte. Il n'y a plus de service cultuel public. Les ministres du culte ne peuvent plus être assimilés à des fonctionnaires. Il n'y a donc plus aucune raison pour maintenir cette prohibition.

Nous ne trouvons, en fait, aucun motif sérieux pour justifier cette exclusion. La question se posera le jour où un ministre du culte sera inscrit sur une liste de jurés. C'est son droit le plus absolu, car la Séparation a fait disparaître les seuls motifs qui pouvaient l'écarter de cette magistrature. Le législateur ne peut maintenir, à titre d'exception, sur une liste de fonctionnaires ou de personnes à la tête du gouvernement, un simple citoyen, qui exerce une profession comme une autre et qu'il ne veut plus connaître qu'en tant que simple citoyen. Les

incapacités et les prérogatives attachées au fait que l'on était ministre d'un culte doivent disparaître, et l'on ne peut soumettre une catégorie de citoyens sans un texte formel à un droit d'exception.

En droit, la loi se sert de l'expression : « ministre d'un culte reconnu par l'État. » Cette expression n'a plus aujourd'hui qu'une signification historique. S'il y a encore, et nous l'avons démontré, des cultes légalement établis en France, il n'y a plus de cultes reconnus par l'État. Cette disposition n'ayant plus d'objet ne peut donc s'appliquer.

Donc la loi du 9 décembre 1905 a implicitement abrogé cette disposition de l'article 3 de la loi du 21 novembre 1872.

Un ministre du culte peut donc désormais faire partie du jury.

SECTION II

Privilège de juridiction

Loi du 20 avril 1810, article 10

Nous avons étudié dans une première section une incapacité qui frappait les ministres du culte à raison de leurs fonctions. Nous en arrivons maintenant à l'étude d'un privilège de juridiction accordé aux grands dignitaires de ces cultes.

La loi du 20 avril 1810 décide dans son article 10 que :

« Lorsque de grands officiers de la légion d'honneur, des généraux commandant une division ou un département, *des archevêques, des évêques, des présidents de Consistoire*, des membres de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes et des Cours impériales (cours d'appel) et des préfets seront prévenus de délits de police correctionnelle, les cours impériales en connaîtront de la manière prescrite par l'article 479 du Code d'Instruction criminelle (1).

Cette dérogation en droit commun a été édictée dans un but purement honorifique, et nous la trouvons classée par les auteurs dans les droits honorifiques attachés à la fonction (2).

C'est pour traduire de hauts fonctionnaires devant une juridiction plus élevée et ne pas voir s'éterniser des débats démoralisants pour le public et préjudiciables à l'autorité morale que peuvent avoir les titulaires des plus hautes distinctions honorifiques et les hommes chargés d'administrer et de juger leurs semblables au point de vue judiciaire, moral ou disciplinaire que la loi décide que les

(1) Article 479 du Code d'instruction criminelle. Lorsqu'un juge de paix, un membre du tribunal correctionnel ou de première instance, ou un officier chargé du ministère public près de l'un de ces tribunaux sera prévenu d'avoir commis hors de ses fonctions un délit emportant une peine correctionnelle, le procureur général près la cour royale le fera citer devant cette cour qui prononcera sans qu'il puisse y avoir appel. Le privilège de juridiction s'applique donc à deux catégories de fonctionnaires, les uns, ceux de l'article 479, ayant commis des délits seulement *hors* de leurs fonctions, les autres, ceux de l'article 10 de la loi de 1810, *dans tous les cas* où ils commettent des délits.

(2) Voy. Carpentier et Fr. du Saint, *Rep.* Evêque, nos 37 et suivants.

Cours royales (cours d'appel) connaîtront de leurs délits sans appel

Cette disposition depuis la loi de séparation ne peut plus se légitimer pour les archevêques, évêques et présidents de Consistoire.

Ce ne sont plus des fonctionnaires de l'autorité et de la moralité desquels la loi doit se préoccuper. Par une conséquence toute naturelle des choses, de même que nous avons conclu dans notre section précédente à la suppression d'une incompatibilité, nous concluons ici à la suppression d'un privilège (s'il est bien démontré qu'il y ait là un privilège — et non pas une nouvelle incapacité, celle de faire appel.)

Les raisons que nous invoquerons pour justifier cette solution sont les mêmes que celles que nous avons invoquées précédemment. Le ministre du culte, quel que soit ce culte et quelle que soit l'autorité des fonctions qu'il y remplit est devenu un simple citoyen.

En conséquence, les archevêques, évêques et présidents de Consistoire, prévenus d'un délit de police correctionnelle doivent depuis la loi du 9 décembre 1905 être traduits devant les tribunaux correctionnels et non devant les Cours d'appel.

CONCLUSION

Nous avons ainsi rempli le programme que nous nous étions fixé au début de cet ouvrage et nous avons étudié successivement les textes répressifs de la loi de Séparation, puis l'influence de cette loi sur notre Code pénal. Quelle impression pouvons-nous retirer de cette étude? Tout d'abord, et nous l'avons constaté bien des fois au cours de ce travail, l'infériorité de la partie pénale de cette loi sur la partie purement civile ou administrative, nous n'avons pas lieu de nous en étonner. Tous les articles, si importants consacrés à la police des cultes ont été votés en quelques séances et les discussions de ces articles ont été d'une brièveté vraiment déconcertante pour le criminaliste. Ceci vient-il de la place qu'occupent ces articles à la fin d'une loi que l'on avait hâte de voter ou du peu d'intérêt que présentait le droit pénal aux yeux des législateurs de 1905. Cela ne viendrait-il pas plutôt de la méconnaissance des principes généraux de ce droit? Pour beaucoup le droit pénal consiste à édicter ce qui est défendu et à

sanctionner cette prohibition par les francs d'amende et les mois de prison. Bien des gens, et même d'excellents esprits ne vont pas au-delà de cette conception simpliste. Quoiqu'il en soit les points essentiels n'ont pas été abordés, les définitions données ont été confuses et ces textes nous offrent tous avec des contradictions la même imprécision qui peut ouvrir la porte toute grande à l'arbitraire.

L'on a fait une législation sur les cultes sans nous dire ce que c'est qu'un culte, un droit spécial pour les ministres de ces cultes, sans définir davantage ce qu'il fallait entendre désormais par ministres du culte. Plus loin l'on défendra d'élever ou d'apposer des signes ou emblèmes religieux ? On laissera à l'initiative des maires le soin de déterminer ce qui est manifestation extérieure du culte et ce qui ne l'est pas, l'on confondra l'outrage et l'injure, l'on procédera par énumérations limitatives des faits qui tombent sous le coup de la loi au risque d'en laisser passer un certain nombre à travers les mailles du législateur.

Si nous avons maintenant à exposer, non pas si la Séparation des Églises et de l'État devait être faite, question qui ne serait pas à sa place dans un ouvrage juridique, mais comment la séparation des Églises et de l'État pouvait être faite nous verrons qu'il y avait deux solutions. La question était complexe, il est vrai, elle ne pouvait se résoudre par les formules lapidaires et sim-

plistes de M. Archdéacon dont le projet se réduisait à trois articles.

Article 1^{er}. — Toutes les lois réglant en France l'exercice des cultes sont abolies.

Article 2. — L'État ignore les religions.

Article 3. — Les associations cultuelles sont soumises au droit commun.

Et cependant ce projet avait au moins un grand mérite, celui d'être clair et précis.

La difficulté de cette tâche législative fût très bien aperçue par M. Charles Benoist qui la renferma dans un dilemme ainsi formulé : « Ou l'Église ne sera pas libre ou l'État ne sera pas maître » (1). Si l'État se désintéresse de ce qui se passera désormais dans le sein des églises il perdra rapidement tout contrôle, par conséquent toute son autorité, mais par contre l'Église sera libre. Si l'État contrairement au principe de la Séparation impose son contrôle à l'Église celle-ci ne sera pas libre, mais l'État demeurera maître. Voilà bien la pensée de tous les législateurs de 1905. L'État voulait se séparer du clergé, mais il se défait en même temps de la puissance que la liberté octroyée au ministre du culte, devenu simple citoyen, allait donner à l'Église et de là des restrictions apportées à cette liberté octroyée si libéralement dans l'article 2 de la loi de 1905.

(1) Chambre, séance du 27 mars 1905.

Cependant ces craintes n'étaient-elles pas tant soit peu chimériques. « Ce qui a fait la longue fortune du régime concordataire en France, disait M. Paul Deschanel à la Chambre (1), c'est que sur certains points, il établissait nettement le départ entre les deux domaines. C'est par là qu'il a duré et ce principe devra lui survivre, parce qu'il est conforme à la nature des choses. Au contraire, les parties caduques du Concordat étaient celles où les deux pouvoirs, pour des fins profanes ont échangé quelques-unes de leurs attributions naturelles et aliéné quelques-uns de leurs droits. C'est le clergé organe de l'État, la religion considérée comme instrument de règne, *en un mot la vieille idée de domination* par laquelle l'Église et l'État espéraient accroître leur autorité en s'appuyant l'un sur l'autre, l'État essayant d'enrégimenter le clergé, l'Église s'efforçant de faire servir les gouvernements temporels au salut des âmes. »

Le droit commun ne devait-il pas suffire à réprimer les délits commis par les ministres du culte ? Si notre Code pénal n'offre pas assez de ressources pour sanctionner leurs délits, il faut alors avouer qu'il est insuffisant pour tous les délinquants et non pour ceux-là seulement. Et c'eût été peut-être la meilleure solution, c'était du moins la plus logique, que de soumettre au droit commun les ministres du culte. Mais l'on a trouvé le droit commun insuffisant en pareille matière. « La culpabilité d'un

(1) Chambre, séance du 23 mars 1905.

ministre du culte, parlant dans l'église, du haut de sa chaire, disait M. le Rapporteur, est exceptionnellement grave et ne peut relever du droit commun. Il fallait alors soumettre les ministres des cultes présents et à venir à une législation vraiment intimidante. L'on n'a pas osé aller jusque-là. Dès lors l'on a édicté contre eux quelques dispositions plus sévères que le droit commun. Ces dérogations timides ne seraient pas suffisantes pour contrebalancer l'influence formidable que l'on a attribuée aux ministres du culte. Mais elles sont suffisantes pour enlever à une loi l'aspect libéral qu'elle devait avoir.

Les lois d'exception, a dit Royer Collard, sont des emprunts usuraires qui ruinent les gouvernements au moment où ils semblent les enrichir. Ce principe que l'on peut édicter une législation spéciale pour une catégorie de *simples citoyens* parce qu'ils sont plus puissants, donc plus dangereux, permettra demain, à tout parti quel qu'il soit, de prendre des mesures spéciales contre ses adversaires politiques, sous prétexte qu'ils sont plus puissants, donc plus dangereux.

Pour dire toute notre pensée l'on a fait trop ou trop peu, — trop peu, car ces restrictions au droit commun si elles étaient vraiment nécessaires ne seront pas suffisantes; trop, car ces restrictions enlèvent à toute la législation son aspect libéral et accréditent dans l'opinion du public l'idée que cette œuvre législative ne serait pas aussi impartiale qu'elle déclare l'être.

Cette critique est celle de toutes les demi-mesures qui en voulant satisfaire tout le monde, compliquent les choses à l'excès jusqu'à ce que les complications devenant telles, l'on est obligé de modifier dans un sens ou dans l'autre, l'état d'une législation.

Ce n'est peut-être pas sans raison que l'on a pu dire que les auteurs de la nouvelle loi, mis en présence de deux solutions : mariage ou divorce ont choisi le divorce... avec cohabitation forcée.

APPENDICES

I

Des opérations rituelles faites par un ministre du culte non muni du diplôme de docteur en médecine (La Circoncision).

Nous devons, étant donné que la question a fait un assez grand bruit, consacrer quelques lignes à une conséquence inattendue que pourrait comporter la loi de Séparation (1). Il s'agit du culte israélite et de l'opération de la circoncision pratiquée par un fonctionnaire subalterne de ce culte : « le mohel ». L'on a prétendu que cette pratique faite par un mohel non muni du diplôme médical constituait désormais le délit d'exercice illégal de la

(1) Voir *Le Journal* du 10 avril 1908. *Le Temps* (*le Petit Temps*) du 10 avril 1908. *Le Matin* du 9 avril 1908. *La libre Parole* du 10 avril 1908, etc., etc.

médecine. En effet, la loi de 1905 a eu pour effet d'abroger l'ordonnance de 1844 qui la réglementait.

Voici un résumé de la question exposée très sommairement d'après le Journal : *Le Temps*.

« Une conséquence de la loi de Séparation serait l'inter-
« vention du Gouvernement dans l'accomplissement d'un
« des rites les plus connus de la religion judaïque : la
« circoncision.

« A ce sujet, un journal de Paris (1), annonçait que le
« président du Conseil, après intervention du Garde des
« sceaux avait fait demander au doyen de la faculté de
« médecine si le fonctionnaire chargé par les autorités
« religieuses israélites de pratiquer la circoncision devait
« être considéré comme exerçant illégalement la médecine.
« Le doyen aurait répondu par l'affirmative.

« Il faudra donc désormais, ajoutait le journal parisien,
« être docteur en médecine pour avoir le droit de manier
« le bistouri consacré (2).

« Nous avons demandé des renseignements sur cette
« information à une personnalité du monde israélite qui
« nous a répondu ainsi :

« — La circoncision se pratique légalement dans le

(1) *Le Matin* du 9 avril 1908.

(2) C'est cette qualité de médecin que l'on exigerait désormais qui a été la cause de l'erreur de droit que nous relevons. L'on a raisonné ainsi. Celui qui pratique cette opération devrait être médecin, or il ne l'est pas, donc il exerce illégalement la médecine.

« judaïsme. Une ordonnance de 1844 a déterminé les con-
« ditions dans lesquelles cette opération doit être prati-
« quée. Cette ordonnance disait également ceux des fonc-
« tionnaires judaïques chargés d'abattre le bétail selon
« les rites de notre religion.

« En ce qui concerne la circoncision, l'opérateur dont
« le nom rituel est *mohel* et le nom profane *péritoniste*,
« devait pour être agréé par l'autorité religieuse passer
« un examen devant les personnes compétentes, parmi
« lesquelles devait se trouver un médecin désigné par le
« préfet du département.

« La Circoncision avait donc lieu normalement...

« Il convient enfin d'ajouter que la circoncision
« rituelle est toujours pratiquée en présence d'un
« médecin.

« Donc l'ordonnance de 1844 est parfaitement observée.
« Mais voilà que la loi de Séparation a annulé cette
« ordonnance.

« Sous le nouveau régime, il se pourrait que le Gouver-
« nement songeât à prendre des mesures spéciales con-
« cernant la circoncision. En tout cas l'autorité religieuse
« israélite n'a pas encore reçu d'avis à ce sujet.

« Toutefois, si le Gouvernement décidait que le *mohel*
« judaïque doive être à l'avenir muni d'un diplôme de
« médecin pour avoir le droit d'exercer régulièrement sa
« fonction, nous estimons qu'il serait juste de tenir
« compte des situations acquises. On ne ferait dans ce

« cas que se conformer au précédent que voici : quand
« on exigea des anciens officiers de santé et des mécani-
« ciens-dentistes, le diplôme de docteur en médecine, la
« loi n'eût pas d'effet rétroactif et ne fût applicable qu'à
« ceux qui n'exerçaient leur profession que depuis une
« certaine date. »

. .

L'ordonnance du 25 mai 1844 a été en effet expressément abolie par la loi de 1905, article 44, paragraphe 3. Mais, celui qui désormais se livrerait à cette opération sans être médecin, s'il commettait un délit ne commettrait certainement pas celui d'exercice illégal de la médecine. Le fait de se livrer à une opération sur un individu bien portant, ne constitue nullement une opération chirurgicale.

Les opérations chirurgicales constituent bien des blessures, mais les blessures ne constituent pas une opération chirurgicale. Il y a là une erreur que nous devons relever.

L'article 16, § 1^{er} de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine est du reste très explicite à ce sujet.

Exerce illégalement la médecine :

« 1^o Toute personne qui, non munie d'un diplôme de
« docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-
« dentiste, etc..., prend part *habituellement ou par une*

« *direction suivie au traitement des maladies ou des*
 « *affections chirurgicales*, ainsi qu'à la pratique de l'art
 « dentaire ou des accouchements, sauf cas d'urgence
 « avérée. »

Il faut donc qu'il y ait maladie ou affection chirurgicale. Il faut, en un mot, que celui qui exerce illégalement la médecine agisse dans *un but curatif*. Celui qui dans un but rituel pratique une mutilation, si légère soit-elle, le bijoutier qui dans un but de coquetterie perce les oreilles d'un enfant n'agissent évidemment pas dans un but curatif.

Dès lors, si un article du Code doit s'appliquer ce serait l'article 209, § 3 et 4 et l'article 311 et le fait deviendrait un crime et non plus un délit.

Ces articles sont ainsi conçus :

Article 311 du Code pénal (loi du 13 mai 1863).

« Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences et voies de fait n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel, de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 309, § 3 et 4 (loi du 13 mai 1863). — Quand les violences ci dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de la réclusion.

Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps (1).

On voit quelle serait la gravité des peines encourues ! C'est en vain que le ministre du culte prétendrait qu'on a sollicité son ministère. D'abord il n'y a pas eu consentement de la victime, trop jeune pour se rendre compte de l'opération qu'on lui fait subir, et ensuite ce consentement existerait-il que l'on sait fort bien qu'en droit pénal le consentement de la victime ne fait pas disparaître le délit (2).

(1) Dans de très nombreux cas l'enfant a succombé à la suite d'une hémorragie causée par la circoncision faite dans des conditions défectueuses.

(2) Cette idée que le consentement de la victime ne fait pas disparaître le délit est aujourd'hui admise par les auteurs à la presque unanimité, elle a été cependant très discutée et notamment à propos du suicide (Chauveau et Hélie, t., III, 1235, Boitard n° 336). Ces auteurs prétendaient que celui qui commet le crime ou le délit n'est pas punissable parce qu'il n'a pas eu l'intention de nuire. En réalité l'intention de nuire est un simple mobile. L'intention *juridique* consiste à accomplir un acte sachant que la loi le défend et dans les circonstances déterminées par la loi.

La cour de Cassation a prononcé plusieurs arrêts en ce sens. Voir pour le meurtre (Cassation, 16 novembre 1827) et le considérant suivant : « Les lois qui protègent la vie des hommes sont d'ordre public et aucune volonté particulière ne saurait absoudre et rendre licite un crime contre les personnes (S. et P. chron. D. crimes contre pers. 129) et pour les coups et blessures, Cassation, 13 août 1813, où l'on a condamné un individu qui, sur la prière d'un conscrit et pour qu'il échappe au service militaire lui avait mutilé le pouce droit (B 178., D. crim. contre pers. 155).

Il n'en est ainsi que pour les crimes contre les personnes, car il est bien évident que pour les crimes contre la propriété, le consentement du

Il faudrait alors, ou déclarer que les parents ont agi dans l'intérêt bien compris de l'enfant, alors la question ne se poserait pas de rechercher quel délit est commis par le mohel non docteur, ou poursuivre les parents comme complices par aide ou assistance (Code pénal, article 60, § 3) (1).

Or le complice est puni des mêmes peines que l'auteur principal. (Article 59 du Code pénal).

Nous ne pouvons échapper à ces conséquences et les peines encourues seraient tellement graves que la question tombe un peu dans le domaine de l'absurde. Il faudrait alors édicter une peine spéciale contre ceux qui dans un but rituel portent des coups, font des blessures ou pratiquent des mutilations sur les individus appartenant à un culte qui ordonnerait, encouragerait ou tolérerait ces pratiques.

Nous ne songeons pas en ce moment à la circoncision seulement, mais à ce fait que la question pourrait avoir

propriétaire lui enlève la qualité de victime et l'autorisation enlève à celui qui devient donataire la qualité de délinquant.

Dans le cas que nous étudions le « mohel » n'a pas l'intention de nuire, mais il a l'intention de faire une blessure et ceci suffit pour le faire tomber sous le coup des articles 309 et 311 du Code Pénal.

(1) Les parents sont les représentants de l'enfant mineur incapable d'exprimer son consentement. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'une opération chirurgicale alors même que cette opération n'est pas d'une nécessité absolue pour sauver l'existence de l'enfant : exemple : opérations de pure coquetterie, strabisme, claudication. Ici il ne s'agit pas d'opérations chirurgicales, mais de coups et blessures, dans un but purement rituel, et qui n'étant motivées par aucune autre bonne raison ne peuvent s'apprécier dans l'intérêt de l'enfant que d'une façon purement subjective.

une portée plus large le jour où les fanatiques d'un culte nouveau se livreraient sur les nouveau-nés ou les adeptes consentants du culte à quelques opérations commandées par leurs dogmes et qui ne seraient rien moins que chirurgicales (1).

Quoiqu'il en soit puisque cette question avait été soulevée par la presse, elle méritait d'être mise au point et d'être signalée brièvement à la suite de ces études où nous avons envisagé la situation actuelle des ministres du culte auteurs de délits devant la loi pénale.

(1) C'est ainsi qu'une secte nouvelle fondée en Suisse, il y a quelques années, opère tous les nouveau-nés de l'appendicite. Citons encore la secte des Skopksy qui compte de 60 à 80 mille adhérents en Roumanie et surtout en Russie et qui se livrent dans un but religieux à d'horribles mutilations dont les moindres sont l'ablation des seins chez la femme. Nous renvoyons pour de plus amples détails que nous ne pouvons donner ici, ceux qui seraient curieux d'étudier cette secte aux ouvrages suivants : Brouardel, *Cours de médecine légale : Le mariage*, pages 27 et 102. D^r Pelikan, *les Skopsky* Dechambre des Skopsky. *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, page 56 Les mutilations dans un but rituel se pratiquent aussi dans la secte orientale des Aissaouas, etc.

L'on pourrait difficilement soutenir que les auteurs de pareilles mutilations pratiquent illégalement la médecine. Ils se rendent coupables de délits de droit commun, castration, coups, blessures, même s'ils agissent d'après des commandements religieux.

II

Faux en écriture ecclésiastique et décret du 7 germinal an XIII sur l'impression des livres d'Église, d'heures et de prières.

A

Nous n'avons pas examiné la question de savoir si le faux en écriture ecclésiastique pouvait être un faux en écriture publique. Par le fait de la Séparation des Églises et de l'État la négative nous a semblé une solution par trop évidente.

B

Il nous semble évident aussi que se trouvent abolies implicitement par suite de la loi de 1905 les dispositions suivantes du décret du 7 germinal an XIII concernant l'impression des livres d'église, des heures et des prières.

Article 1^{er}. — Les livres d'église, les heures et les prières ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les évêques diocésains,

laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire.

Article 2. — Les imprimeurs, libraires qui feraient imprimer, réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission seront poursuivis, conformément à la loi du 19 juillet 1793.

La permission de l'évêque pour l'impression d'un livre religieux peut subsister, comme règle d'ordre intérieur du culte catholique mais l'observation de cette disposition ne serait plus sanctionnée par les tribunaux de la République.

III

Texte des articles du titre V de la loi du 9 décembre 1905

TITRE V

POLICE DES CULTES

Article 25

Les réunions pour la célébration d'un culte, tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveillance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public. (Elles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les formes de l'article 2 de la même loi et indiquant le local dans lequel elles seront tenues.

Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réunions permanentes, périodiques ou accidentelles qui auront lieu dans l'année.)

Article 26

Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte.

Article 27

Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal, et en cas de désaccord entre le maire et le président ou directeur de l'association cultuelle par arrêté préfectoral.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 43 de la présente loi déterminera les conditions et les cas dans lesquels les sonneries civiles pourront avoir lieu.

Article 28

Il est interdit à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires ainsi que des musées ou expositions.

Article 29

Les contraventions aux articles précédents sont punies des peines de simple police.

Sont passibles de ces peines, dans le cas des articles 25, 26 et 27 ceux qui ont organisé la réunion ou manifestation, ceux qui y ont participé en qualité de ministres du culte et dans le cas des articles 25 et 26 ceux qui ont fourni le local.

Article 30

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 28 mars 1882 l'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants âgés de 6 à 13 ans inscrits dans les écoles publiques, qu'en dehors des heures de classe.

Il sera fait application aux ministres des cultes qui enfreindraient ces prescriptions, des dispositions de l'article 14 de la loi précitée.

Article 31

Sont punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à

s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

Article 32

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres, causés dans le local servant à ces exercices.

Article 33

Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages et voies de fait, dont la nature et les circonstances ne donneraient pas lieu à de plus fortes peines, d'après les dispositions du Code pénal.

Article 34

Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte aura publiquement, par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public sera puni d'une amende de cinq cents francs à trois mille francs (500 fr. à 3.000 fr.) et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La vérité du fait diffamatoire, mais seulement s'il est

relatif aux fonctions, pourra être établie devant le tribunal correctionnel dans les formes prévues par l'article 52 de la loi du 29 juillet 1881. Les prescriptions édictées par l'article 65 de la même loi s'appliquent aux délits du présent article et de l'article qui suit.

Article 35

Si un discours prononcé ou un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte contient une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la complicité dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.

Article 36

Dans le cas de condamnation par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle en application des articles 25 et 26, 34 et 35, l'association constituée pour l'exercice du culte dans l'immeuble où l'infraction a été commise sera civilement responsable.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

	PAGES.
I. Traités généraux.....	1
II. Ouvrages spéciaux.....	2

INTRODUCTION

Qu'est-ce qu'un culte ?

I. Rapports divers qui peuvent exister entre l'Église et l'État. — La séparation des Églises et de l'État en 1794. — La séparation en 1905. — Difficultés soulevées au point de vue pénal par la loi du 9 décembre 1905. — Plan, méthode et esprit dans lesquels est conçu le présent ouvrage. Rapports qu'ont désormais entre eux l'Église et l'État.....	4
II. Qu'est-ce qu'un culte ? — Solutions antérieures à la loi de 1905. — Difficultés soulevées par la loi de séparation. — Définitions du mot « culte » par Rauter, Chauveau, Hélie et G. Le Poittevin. — Critique de ces définitions. — Conséquences auxquelles elles conduiraient. — Solution des auteurs de la loi de séparation. — Nouvelles difficultés soulevées par la loi du 2 janvier 1907. — Solution que nous adopterons.....	13

PREMIÈRE PARTIE**La loi de Séparation. — Police des Cultes****TITRE PREMIER. — Des contraventions..... 23****CHAPITRE I. — Publicité des réunions cultuelles :****I. L'article 23 modifié par la loi du 28 mars 1907.**

1° En quoi consiste et quels sont les motifs qui ont fait édicter cette publicité;

2° Valeur et critique des arguments proposés ;

3° Cérémonies soumises à la publicité.

II. Article 26..... 25**CHAPITRE II. — Cérémonies, processions et autres manifestations extérieures du Culte :**

L'article 27 § 1^{er}. — Difficultés soulevées antérieurement à la loi de 1905 par la question des processions.

1° Travaux préparatoires et différentes rédactions de l'article 27 § 1^{er}. — Projet de la Commission; discours de M. Groussau. — Amendement de M. Noulens repris par M. Ribot et vote de cet amendement;

2° Critique de cet article. — Les articles 27 et 28. — Difficultés soulevées par cet article. Le port du costume ecclésiastique considéré comme manifestation extérieure du culte;

3° Jurisprudence. Arrêts de la Cour de cassation des 28 février 1908 et 12 mars 1908. Pouvoir des maires. — Limites de ce pouvoir..... 32

CHAPITRE III. — Sonneries de cloches :

1° Historique des sonneries de cloches. — Sonneries civiles et sonneries religieuses. — Texte pri-

mitif de la Commission. — Discours de M. A. Le Roy et modifications apportées au projet primitif. — Le nouveau texte apprécié par la gauche et par la droite. — Discussion au Sénat. — Régime actuel des sonneries de cloches ;

2° Appréciations et critique du nouveau texte. Conflits qu'il a ou pourra soulever. — Jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'État..... 43

CHAPITRE IV. — Signes et emblèmes religieux :

1° L'article 28. — Principe. — Raisons de cette prohibition. — Qu'est-ce qu'un signe ou emblème religieux ;

2° Exceptions : édifices servant au culte. — Terrains de sépulture. — Monuments funéraires. — Musées et expositions..... 55

CHAPITRE V. — L'enseignement religieux :

Travaux préparatoires. — L'article 30 inséré dans la loi à la suite d'un amendement de M. Abel Lefèvre. — Raisons de cet amendement. — Obstruction *systématique*. — Conditions pour être sous le coup de l'article 30. — Arrêt de la Cour de cassation (juin 1908). — Sanction encourue..... 65

TITRE II. — Des délits..... 71

CHAPITRE I. — Entraves au libre exercice des Cultes :

SECTION I. — Pression pour exercer ou s'abstenir d'exercer un culte (article 31).

Modifications apportées par le texte nouveau à l'ancien article 260 du Code pénal. — Critique de l'article. — Éléments constitutifs du délit.

SECTION II. — Troubles et désordres dans un lieu du culte (article 32).

Comparaison de ce texte avec l'article 161 du Code pénal ; éléments constitutifs du délit.

SECTION III. — L'article 33. Théorie du cumul idéal d'infractions...... 74

CHAPITRE II. — Outrage. Diffamation (article 34) :

SECTION I. — Délit commis par un ministre du culte.
De l'outrage englobant l'injure et la diffamation.
Dérogations apportées par cet article au droit commun (peine-juridiction) ;

Éléments constitutifs du délit ; moyens prévus par la loi. — Fonctionnaire chargé d'un service public. — (Chambéry, 21 novembre 1907). Jurisprudence.

SECTION II. — Délit commis contre un ministre du culte. — Retour du droit commun. — L'article 34 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse abrogé sur ce point. — Jurisprudence. — Conclusion. 85

CHAPITRE III. — Provocation à la résistance aux lois (article 35) :

Abrogation des articles 202, 203, 205 et 206 du Code pénal.

L'article 35. — Éléments constitutifs du délit. — Provocation directe : Jurisprudence. — Affaires dites des inventaires. Procès de l'abbé Jouin..... 103

APPENDICE A LA PREMIÈRE PARTIE..... 117

DEUXIÈME PARTIE

Le Code pénal

CHAPITRE I. — Le mariage religieux peut-il être célébré avant le mariage civil ? (C. pénal, art. 199 et 200).

Jurisprudence. — Arrêt de la Cour de cassation du 9 novembre 1906. — But des dispositions visées. — Travaux préparatoires de la loi de 1905 à la Chambre et au Sénat. — Analyse et critique de la solution adoptée. — Difficultés soulevées par cette solution. — Qualité de ministre du culte ? — Impossibilité de célébrer le mariage civil. — Affaire Fondi de Niort.....	119
--	-----

CHAPITRE II. — Port du costume ecclésiastique (Code pénal, art. 259).

Histoire du costume ecclésiastique. — Travaux préparatoires de la loi de séparation. Rejet de l'article additionnel de M. Chabert et déclarations du Rapporteur.

SECTION I. — Un ministre du culte peut-il porter le costume de sa fonction ?

L'article 27 de la loi du 9 décembre 1905. — Arrêts de la Cour de cassation du 23 novembre 1906 et du Conseil d'État en 1908. Le port du costume ecclésiastique considéré comme manifestation extérieure du culte. — Jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'État. Conclusion.

SECTION II. — Un simple particulier non ministre du culte peut-il revêtir le costume de ministre du culte.

Distinction du droit et du fait. — L'art. 479 § 8 du Code pénal. — Jurisprudence. — Distinction du port du costume et des actes extérieurs ajoutés au port de ce costume. — Scandale résultant du seul port du costume par un simple particulier. Conclusion.....	134
---	-----

CHAPITRE III. — Circonstance aggravante de ministre du culte en matière d'attentat aux mœurs (C. pén., art. 333) :

L'article 333 du Code pénal. — Jurisprudence antérieure à la loi de séparation en ce qui concerne les ministres du culte. Ministres du culte punis plus sévèrement à raison de leur qualité et non de leur autorité.

Doctrines. — Critiques adressées à la jurisprudence par Chauveau et Hélie et M. Garraud.

Influence sur ce point de la Séparation des églises et de l'État. — Conception de l'ancien droit. La circonstance aggravante se déduirait désormais de l'influence que pourrait avoir le ministre du culte sur la victime. — Retour au droit commun..... 150

CHAPITRE V. — Secret professionnel (C. pén., art. 378) :

SECTION I. — Confidences reçues à la confession. — — Raisons des dispositions édictées dans l'article 378 du Code pénal. — Historique du secret de la confession. Opinion de M. Garçon. Maintien de l'article 378.

SECTION II. — Confidences reçues dans l'exercice des fonctions, mais hors la confession. Difficultés antérieures à la séparation. Argument nouveau apporté par la loi de 1905 en faveur de la thèse de la restriction du secret aux confidences reçues à la confession. Examen des arguments des deux théories. — Jurisprudence antérieure à la loi de 1905. Il y a-t-il à l'heure actuelle en France des cultes légalement établis? — Conclusion..... 163

CHAPITRE V. — Vol dans les édifices du culte (C. pén., art. 385 et 386) :

Jurisprudence des Cours d'appel. — (Limoges, 15 fé-

vrier 1906, Besançon, 17 janvier 1907). — Solution donnée à la question par la Cour de Bourges.

Cultes légalement établis. — Publicité des réunions cultuelles. Facilité de commettre le délit. — Extension des articles 385 et 386 du code pénal. — Vol dans une maison habitée? — Travaux préparatoires. — Conclusion 176

CHAPITRE VI. — De quelques dispositions du Code d'inscription criminelle relatives aux ministres du culte :

SECTION I. — Un ministre du culte peut-il désormais être juré? (Loi du 21 novembre 1872, art. 3).

Raisons données de cette incompatibilité. — Qualité de fonctionnaire, désorganisation d'un service public. — Abus d'influence. — Esprit de la loi de Séparation. — Le ministre du culte n'est plus un fonctionnaire. Conclusion.

SECTION II. — Privilège de juridiction (Loi du 20 avril 1840, article 10), droit honorifique attaché à la fonction. Conséquence de la loi de 1905... .. 190

CONCLUSION

Appréciations sur l'œuvre pénale de la loi de 1905. — Comment la Séparation pouvait se concevoir. — Les deux systèmes. — Droit commun. — Législation répressive. — Conception du législateur de 1905. — Critique de cette conception 199

APPENDICE I. — Des opérations rituelles faites par un ministre du culte non muni du diplôme de docteur en médecine.

La Circoncision : La circoncision faite par un ministre du culte non médecin, constitue-t-elle le délit

d'exercice illégal de la médecine ? — Abrogation de l'ordonnance de 1844 qui la réglementait. Sous le coup de quels articles du code ce fait peut tomber. — Gravité de la peine. — Conséquences. — Utilité d'une peine spéciale.....	205
APPENDICE II. — Faux en écriture ecclésiastique; impression des livres d'église, des heures et des prières (Loi du 7 germinal an XIII).....	213
APPENDICE III. — Texte des articles du titre V de la loi du 9 décembre 1905 sur la police des cultes.....	215
Table des matières.....	221

Vu :

Le Président de la thèse :

E. GARÇON.

Vu :

Le doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

